



JANVIER
FÉVRIER
2022
27

Cause

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p. 12 DOSSIER

DES JEUNESSES (DÉ)MOBILISÉES ?

p. 83 SONDAGE

Inégalités de genre :
ça s'aggrave !

p. 84 STATISTIQUES

Tous propriétaires :
vraiment ?

p. 90 EN DÉBAT

*Face à la menace
fasciste de Ludivine
Bantigny et Ugo Palheta*

p. 8 GRAND ENTRETIEN

**Internationalisme et enjeux européens
au rendez-vous de la présidentielle**

Parti communiste français

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie *Cause commune*
a besoin de vous

6 POÉSIES

Victor Blanc Peire Vidal

7 REGARD

Élodie Lebeau Art contemporain et patrimoine :
mauvais ménage ?

8 LE GRAND ENTRETIEN

Lydia Samarbaksh Internationalisme et enjeux
européens au rendez-vous de la présidentielle

12 LE DOSSIER

DES JEUNESSES (DÉ)MOBILISÉES ?

Mickaël Bouali, Nicolas Tardits « C'est dur d'avoir
20 ans en 2020 »

Émilie Lecroq Une jeunesse en quête d'horizon

Amãia Courty Jeunesse française : le difficile portrait

Léon Deffontaines Un pacte pour la jeunesse
pour que jeunesse se fasse

Filippo Pirone L'école au temps de la crise sanitaire :
inégalités éducatives et liens sociaux

Marie-Hélène Bacqué, Jeanne Demoulin Qu'est-ce
qu'être jeune dans un quartier populaire aujourd'hui ?

Frédéric Dabi Une enquête sur la jeunesse française

Chloé Lebas Des patrons syndicalistes ?

Benjamin Riviale L'union des précaires de l'université
à portée de main ?

Jeanne Péchon Un revenu pour les étudiants
et étudiantes : miser sur l'avenir de la société !

Viviane Albenga, Johanna Dagorn Une jeunesse
étudiante féministe en pratique

Gauthier Fradois Éducation à la sexualité
et mobilisations lycéennes : les mésaventures scolaires
de la lutte sexuelle des jeunes

Anaïs Köse Mobilisation des jeunes : l'exemple de Grigny

Hélène Bidard Renforcer le pouvoir d'agir des jeunes
générations

Antonio Valdivia Chili : une victoire pour la gauche,
une victoire de la jeunesse mobilisée !

56 MILITER

Delphine Miquel Des initiatives ancrées sur le réel,
au cœur de la campagne présidentielle.

60 CHRONIQUE EUROPÉENNE

Vincent Boulet Sous Macron, de quoi la présidence
française de l'UE est-elle le nom ?

62 PARLEMENT-ÉLUS

Fabien Gay Pour un droit inconditionnel d'accès à l'énergie

64 CONTROVERSE

Gérard Streiff Familles françaises : le mariage, une institution
bourgeoise ?

66 CRITIQUE DES MÉDIAS

ACRIMED Bilan de la réforme de l'ISF - L'éditocratie choisit
la désinformation

68 FÉMINISME

Irène Berthonnet L'économie féministe, une approche
récente et plurielle

71 PHILOSOPHIQUES

Slavoj Žižek Dernière sortie vers le socialisme (1^{re} partie)

74 HISTOIRE

Perrine Val Les relations cinématographiques
entre la France et la RDA

77 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Véronique Bontemps, Gilles Martinet Construire nos
émancipations collectives en bâtissant nos villes

80 SCIENCES

Céline Nguyen, Marianne Chouteau Imaginer le futur
avec les ingénieurs

83 SONDAGE

Gérard Streiff Inégalités de genre : ça s'aggrave !

84 STATISTIQUES

Fanny Charnière Tous propriétaires : vraiment ?

85 LIRE

George-Henri Melenotte À propos de *L'Histoire
populaire de la psychanalyse* de Florent Gabarron-Garcia

87 CRITIQUES

• **Pierre Blavier** *Gilets jaunes. La révolte des budgets
contraints*

• **Nicolas Hatzfeld** *Les Frères Bonneff, reporters du travail.*

• **Richard Vassakos** *La Croisade de Robert Ménard.*

• **Valérie Gonçalvès, Éric Le Lann** *Énergie et communisme.*

90 EN DÉBAT

Aurélié Fiorel Face à la menace fasciste de Ludivine
Bantigny et Ugo Palheta

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Davy Castel

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Directeur : Guillaume Roubaud-Quashie • Rédacteurs en chef : Davy Castel, Jean Quéfier, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Hélène Bidard, Victor Blanc, Vincent Boulet, Aurélien Bonnarel, Vincent Bordas, Saliha Boussedra, Séverine Charret, Pierre Crépel, Camille Ducrot, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Jérémie Giono, Baptiste Giron, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Élodie Lebeau, Gérard Legrip, Constantin Lopez, Corinne Luxembourg, Igor Martinache, Ségolène Mathieu, Sophie Mazenot-Chappuy, Marine Miquel, Pierrick Monnet, Michaël Orand, Julien Rossi, Marine Roussillon, Sabrina Royer • Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • Mise en page : Sébastien Thomassey • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : janvier/février 2022 - N°27 - ISSN 2265-4585 N° de commission paritaire : 0924 G 93466.

Cause commune a besoin de vous

À l'heure où ces lignes sont écrites, Fabien Roussel est au cœur d'une polémique aussi inattendue qu'in vraisemblable. Répondant à l'interpellation d'un journaliste à propos de l'initiative de la *Revue du vin de France* et sa décision de décerner le titre de personnalité de l'année à Emmanuel Macron, Fabien Roussel a plaidé pour une augmentation des salaires et des pensions afin de garantir un droit effectif à la gastronomie comme à l'art. Ces propos justes et nécessaires ont déclenché des torrents d'indignation parmi les réseaux sociaux. On ne fera pas le procès en bloc de ceux-ci car les réseaux sociaux ont assurément des vertus mais tout de même...

« C'est parce qu'il est indispensable de prendre le temps de comprendre, de douter, de confronter, de réfléchir, de changer d'avis et, partant, d'avoir à cette fin l'espace rédactionnel, celui des lignes, des paragraphes, des pages, que les revues sont des outils si précieux pour qui veut changer vraiment le monde. »

Hurler sans lire plus de cent vingt signes, sans chercher plus loin qu'une citation lue à la lumière crue de ses préjugés, voici précisément ce qu'il convient de fuir si on veut préserver la possibilité d'une réflexion et d'une action politiques de progrès. *A fortiori* si, comme nous, on entend non seulement la préserver mais contribuer sérieusement à la faire grandir. Il ne s'agit pas tant de fuir les réseaux sociaux qu'une pratique impulsive de ceux-ci. Surtout, il s'agit de ne pas se contenter desdits réseaux. C'est parce qu'il est indispensable de prendre le temps de comprendre, de douter, de confronter, de réfléchir, de changer d'avis et, partant, d'avoir à cette fin l'espace rédactionnel, celui des lignes, des paragraphes, des pages, que les revues sont des outils si précieux pour qui veut changer vraiment le monde. Ces espaces, on n'en sera pas surpris, sont menacés : voyez la fermeture, coup sur coup, des *Temps modernes*, du *Débat*... Les positions éditoriales étaient autres que les nôtres mais une pensée s'y déployait. C'est au tour de *Cause commune* d'entrer dans la tourmente : le prix du papier augmente fortement et, sans augmentation substantielle du nombre de nos abonnés, nous allons dans le mur. Nous savons l'effort consenti pour acquérir la revue mais il va nous falloir augmenter, un peu, le prix. Cela ne suffira pas. Il faut gagner de nouveaux abonnés, de nouveaux soutiens. Pour cela, la revue veut évoluer pour mieux répondre aux attentes de ses lecteurs, aux besoins de la période. Nous lançons donc un appel à souscription et, plus encore, à abonnements. Abonnez-vous, abonnez celles et ceux qui gagneraient à découvrir la revue : je suis sûr que vous avez des noms en tête... *Cause commune* a besoin de vous. ●

Guillaume Roubaud-Quashie,
directeur de *Cause commune*.

★ QUESTIONNAIRE ★

Trouvez-vous les numéros de *Cause commune*

- trop longs
- bien adaptés
- trop courts

Trouvez-vous les articles de *Cause commune*

- trop longs
- bien adaptés
- trop courts

Trouvez-vous *Cause commune*

- difficile à comprendre
- accessible
- trop simple

Les thèmes abordés répondent-ils à vos centres d'intérêt ?

- oui
- inégalement
- non

Lisez-vous *Cause commune*

- en papier
- sur Internet
- les deux

Cause commune est organisée autour d'un dossier et de rubriques.

	Je lis à chaque fois	Je lis occasionnellement	Je ne lis jamais	Ça m'intéresse	Ça m'intéresse peu	Ça ne m'intéresse pas
Édito						
Poésies						
Regard						
Le grand entretien						
Le dossier						
Militer						
Chronique européenne						
Parlement-Élus						
Controverse						
Critique des médias						
Féminisme						
Philosophiques						
Droit						
Histoire						
Production de territoires						
Sciences						
Sondage						
Statistiques						
Lire						
Critiques						
En débat						
Hors cadre						

Avez-vous des remarques, conseils, envies à nous faire parvenir ?

.....

.....

.....

.....

.....

Questionnaire à adresser à *Cause commune*, 6 avenue Mathurin-Moreau, 75167 Paris cedex 19 - Vous pouvez aussi scanner, photocopier, ou simplement photographier cette page avec vos réponses et l'envoyer par mail à : redaction@causecommune-larevue.fr

PEIRE VIDAL

Peire Vidal est un troubadour de la fin du XII^e siècle, dont on perd définitivement la trace à Malte en 1205. Sa langue était celle du pays d'Oc, ce provençal à la fois si guttural et chantant. Sa vie n'a été, si l'on en croit les folles histoires qui courent à son sujet, qu'amour et politique ; sans qu'il sût raison garder ni dans l'un ni dans l'autre. Il se serait ainsi vêtu d'une peau de loup pour séduire une dame qu'on surnommait la Louve, avant d'être battu par des bergers effrayés, puis soigné par la dame et le seigneur hilares et attendris. On dit aussi qu'il aurait revendiqué le trône de Constantinople suite à un mariage avec une Chypriote qui se vantait de descendre de la famille impériale, avec pour armée les seuls yeux de sa femme. Toujours amoureux, souvent trompé, tombant, toujours se relevant aussi joyeux.

Tel est Peire Vidal, telle est aussi sa poésie : « Pareil suis au naufragé / Qui sur les eaux se balance / Qui de vie n'a réconfort / Et souffre d'un si grand mal / Que peur lui ôte la raison ; / Et puis qui arrive à bon port / [...] Ainsi ai-je bonne raison / De faire nouvelle chanson. » Francis Combes écrit : « Peire Vidal, c'est la vitalité du désir jointe à l'extravagance du comportement [...], homme comme nous imparfait, vantard fantasque et impénitent chasseur, ayant toujours en tête la quête et la conquête du bonheur. » Vantard il l'est, et de méridionale façon : « En toutes choses je me montre bon cavalier ; / Et je le suis, et sais d'amour tout le métier / Et aussi tout ce qu'un amant doit savoir / Jamais en chambre on en vit si plaisant. » Mais surtout, et c'est la marque d'un vrai poète, il est sûr de son chant : « Ajuster et lasser / Les mots et les sons si bien je sais / [...] Nul homme ne m'arrive au talon / Quand j'ai un bon sujet. » Le bon sujet c'est l'amour, et le troubadour, en représentant du *fin'amor*, se doit de chanter les dames. Mais déjà chez Peire Vidal s'amorce, encore légère, une critique de la louange mécanique de la poésie médiévale : « En la louant je l'ai grandie / Mais trop louer est menterie. »

Chez Peire Vidal l'art du *trobar* (mot d'où vient « troubadour » et qui signifie écrire un poème, trouver et tisser des vers) arrive à un point d'équilibre éclatant entre le formalisme et la facilité. Comme l'explique Francis Combes, Peire Vidal n'est ni à ranger parmi les troubadours du *trobar clus* (trobar fermé), tenant d'une poésie complexe et hermétique, comme celle d'Arnaut Daniel, ni parmi ceux du *trobar leu* (trobar léger) qui privilégient la simplicité prosodique. « Mais son art est riche et il peut sans difficulté être apparenté au style nouveau, en son temps, du *trobar ric*. Ses comparaisons, si elles empruntent à l'imagier commun des troubadours [...] sont claires et fortes, parfois audacieuses. De plus, il joue avec aisance des contraintes prosodiques, pratiquant par exemple souvent la "canso unisonans" dont les rythmes et les rimes sont identiques d'un couplet à l'autre. » ●

Victor Blanc

EN RESPIRANT JE HUME L'AIR

En respirant je hume l'air
Que je sens venir de Provence
Tout ce qui vient de là me plaît
Si j'en entends dire du bien
Alors j'écoute en souriant
Et j'en demande pour un mot cent
Tant j'aime entendre en bien parler

Il n'est de plus douce contrée
Que celle entre le Rhône et Vence
Enclose entre mer et Durance
Ni où s'éclaire si pure joie
Aussi parmi ces nobles gens
Ai-je laissé mon cœur joyeux
Auprès de celle qui fait rire les tristes.

On ne peut mal aimer le jour
Où d'elle on a la souvenance
En elle la joie naît et commence.
Celui qui en ferait l'éloge
Disant du bien ne mentirait
Elle est la meilleure, sans conteste,
La plus noble qui se voit au monde.

Et si je sais rien dire ou faire
C'est bien à elle que je le dois
M'a donné science et connaissance
Par elle je suis gai et chanteur
Et tout ce que fais d'avenant
Me vient de son beau corps plaisant
Même quand de bon cœur je songe.

Peire Vidal, *Le Loup amoureux*, traduction de Francis Combes, Fédérop, 2014

Art contemporain et patrimoine : mauvais ménage ?



À gauche : Felice Varini, *Concentrique excentrique*, installation, cité de Carcassonne, 2018.
À droite : traces de l'œuvre encore visibles aujourd'hui après démontage, décembre 2021.
Montage : Joaquín Fernández Lebeau.

En 2018, pour célébrer le vingtième anniversaire de son inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO, la cité de Carcassonne a accueilli sur ses remparts et ses tours une installation de l'artiste suisse Felice Varini. De mai à septembre, des bandes curvilignes jaunes ont pris possession de la façade ouest du site. Les visiteurs ne pouvaient y trouver de cohérence qu'en se positionnant à un point précis, en face de la porte de l'Aude (cf. ci-dessus). Cette opération, s'élevant à une centaine de milliers d'euros (fonds publics et privés), et commandée dans le cadre du festival IN SITU Patrimoine et art contemporain, a fait scandale.

Au-delà des traditionnelles critiques adressées à l'art contemporain – « c'est horrible », « ignoble », « ça gâche tout » –, un sentiment de dépossession du monument s'est exprimé au sein de la population carcassonnaise. Une pétition, signée par deux mille cinq cents personnes, a déploré la dénaturaison du site historique.

Il s'agissait pourtant d'une œuvre éphémère, qui ne devait pas laisser de traces. Après ces cinq mois, l'histoire aurait donc pu s'arrêter là, mais voilà qu'au

moment de leur décrochage, les bandes d'aluminium ont littéralement « épilé » les lichens accumulés sur les murs. L'« effet fantôme » alors produit, selon le terme d'Amancio Requena, administrateur adjoint du château et des remparts de la cité, hante depuis lors les parois de l'édifice. Une équipe de chercheurs du Centre interdisciplinaire de conservation et de restauration du patrimoine (CICRP) travaille actuellement à rendre à la cité son aspect uniforme en favorisant la réapparition des lichens sur les parties mises à nu. Si le rectorat de l'académie de Toulouse considère que « la réaction est révélatrice du manque d'éducation à l'art et à l'art contemporain notamment », elle témoigne avant tout d'une fracture toujours plus profonde et dangereuse entre les décideurs et les citoyens. Pourtant, l'association Le Passe muraille, coordinatrice du festival, a pour habitude de consulter et construire avec les usagers des lieux patrimoniaux investis. Une bonne pratique qu'il conviendrait de systématiser pour favoriser le dialogue plutôt que la confrontation. ●

Élodie Lebeau

Internationalisme et enjeux européens au rendez-vous de la présidentielle

Un climat de tensions internationales pèse de manière sans doute inédite sur la campagne de l'élection présidentielle. **Lydia Samarbakhsh**, membre du comité exécutif national du PCF, responsable du secteur International, revient sur différents enjeux actuels : présidence française de l'Union européenne, bruits de botte à la frontière russo-ukrainienne, pandémie, victoire de la gauche au Chili.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **SÉGOLÈNE MATHIEU** —

© La France vient de prendre la présidence de l'Union européenne (PFUE), le gouvernement n'ayant pas demandé le report de cette présidence en dépit du contexte électoral. Qu'en attendez-vous ?

Le maintien de la présidence française du Conseil européen à ce semestre correspond en partie à des fins électorales de la part d'Emmanuel Macron mais la question n'est plus là. Les institutions de la V^e République, dont le caractère présidentiel a été aggravé par la mise en place du quinquennat et le renversement du calendrier électoral, accordent au chef de l'État la prérogative en matière de politique internationale, européenne et de défense. La campagne électorale devrait donc être marquée par de plus grands débats de fond sur ces questions – et ce n'est pas le cas, insuffisamment, alors que le contexte international et européen pèse de manière sans doute inédite.

La pandémie, la crise sanitaire et ses conséquences socio-économiques

venant s'ajouter à une crise de système préexistante, les bruits de bottes à la frontière russo-ukrainienne, le dérèglement climatique et les bouleversements qu'il provoque, les conflits de longue durée dans lesquels notre pays est engagé directement ou non, la crise existentielle de l'UE ou encore les explosions des inégalités au plan mondial... les éléments sont nombreux de ce qui se dessine comme un basculement de civilisation humaine. Toutes les questions nationales recouvrent une dimension internationale et européenne, et pas nécessairement en termes de contraintes ou d'obstacles : la coopération et la solidarité que l'immense majorité des peuples du monde appelle de ses vœux sont des logiques et des moyens de résolution de crises.

Fabien Roussel le souligne avec raison dans sa campagne : la levée des brevets est indispensable à la lutte contre la pandémie car l'accès universel aux vaccins, aux traitements, aux soins, est le seul moyen efficace et durable de com-

battre la maladie dans chacun de nos pays. C'est aussi vrai en matière de redéploiement industriel et de transition écologique.

Ces enjeux appellent d'indispensables ruptures de fond avec les logiques de rentabilité, de prédation et de domination. C'est le moment de redéfinir les termes d'une Union européenne à l'aune des exigences populaires, des besoins sociaux et des enjeux de notre siècle.

E. Macron et le couple infernal Le Pen/Zemmour, qui cherchent en permanence à organiser le débat politique autour d'eux seuls, résumant à tort les enjeux européens à la prétendue alternative binaire entre « européistes » (ou « mondialistes ») et « souverainistes » ; rien n'est plus faux. Le choix des peuples ne se réduit pas à cette fausse opposition, pas plus qu'au *statu quo* versus le « retour en arrière » (la « sortie » de l'UE). D'ailleurs, le Brexit prouve qu'il n'est pas d'issue dans un repli national ultralibéral.



Manifestants chiliens en octobre 2019. CC BY-SA 4.0 Carlos Figueroa

Il existe d'autres chemins possibles, comme celui de l'émergence d'une union des peuples et des nations libres, souveraines et démocratiques, projet dont le PCF est porteur : une Europe de la coopération et de la solidarité entre peuples européens, et entre peuples européens et peuples du monde entier. Ce qu'il est permis d'attendre de la présidence française, c'est de donner de la voix aux exigences d'une autre construction européenne qui réponde aux revendications et attentes légitimes des forces du travail et de la création. Or, pour ce faire, la France a besoin d'être représentée par un président, des ministres, des députés qui travaillent à cet objectif. Dans l'immédiat, en matière de lutte contre le dumping social, de création d'un SMIC européen,

de lutte contre les paradis fiscaux, de coopération sanitaire et scientifique, de démarchandisation du médicament et de la protection sociale, d'application de la clause « la plus avantageuse » en matière de droits des femmes, ou encore de reconnaissance de l'État de Palestine, le plein respect du droit international et des droits humains des migrants, la signature du traité international d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) et la dénucléarisation de l'UE : beaucoup pourrait être initié en quelques mois. Cette présidence devrait être celle de « l'UE d'après », qui, partant de l'expérience de la crise conjugée du « modèle » européen et de la pandémie, entérine l'abandon de la règle d'or des 3 %, remplace les logiques austéritaires en premier lieu

en plaçant sous contrôle politique démocratique la banque centrale européenne (BCE), lui permettant de prêter aux États directement et sans intérêts, et en créant un Fonds de développement des infrastructures et services publics en matière de santé, de transports, d'industries non polluantes ; une présidence qui à l'occasion du sommet Afrique-UE des 17 et 18 février engage le remplacement des accords de libre-échange par des traités de maîtrise des échanges ayant pour objectif premier le développement économique et industriel endogène de nos partenaires africains et une dynamique de nouveaux modes de production, de développement et de vie au nord comme au sud, obéissant au double impératif de transition écologique et de développement social et humain sur les deux continents.

Le moins qu'on puisse dire c'est qu'Emmanuel Macron ne prend pas ce chemin puisque, encore une fois, il brandit le spectre d'une prétendue menace migratoire, il flatte l'« Europe forteresse » comme fondement d'une politique migratoire européenne, alors que nous faisons face à une crise de l'accueil des migrants qui a déjà des dizaines de milliers de morts sur la conscience et qu'aucune des dimensions de la crise ►►

« Nous avons beaucoup appris du mouvement populaire chilien, et nous avons encore beaucoup à apprendre, à commencer la confirmation qu'il n'existe pas de modèle de société, ni de modèle de processus révolutionnaire à "copier-coller" ».

► multidimensionnelle de l'UE néolibérale n'est traitée en cherchant à émanciper la construction et les institutions européennes de la dictature des forces de l'argent.

© Comment faire entendre votre voix en matière européenne pendant cette présidence ?

La crise sanitaire, qui est venue s'ajouter à la profonde crise existante, a mis en relief que, quand elle le veut, la commission peut surseoir aux dispositifs les plus autoritaires, comme la sacro-sainte « règle d'or ».

Les institutions européennes sont pilotées par une « commission européenne de combat », pour reprendre les propres termes d'Ursula Van Der Leyen qui a tiré la conclusion – avant même la pandémie – de la crise existentielle dans laquelle l'UE est plongée depuis presque une décennie, qu'il fallait aller « plus loin, plus fort » dans la consolidation du caractère néolibéral de l'UE. Pour imposer d'autres choix, le mouvement populaire a besoin de construire et amplifier un rapport de force en multipliant débats et initiatives à partir des préoccupations, des luttes et des exigences du mouvement social et populaire, qui, pour beaucoup, dépassent le cadre des frontières nationales et permettent l'émergence de mobilisations européennes ou internationales coordonnées et solidaires.

Notre vision comme notre action européenne est internationaliste ; elle constitue une voie originale, jamais explorée sur notre continent, qui vise la construction d'un espace de solidarité entre les peuples et nations d'Europe, un outil de conquêtes sociales et démocratiques, un appui aux politiques nationales qui vont dans ce sens, et non un carcan.

De nombreuses forces (syndicales, associatives ou politiques) en Europe existent et agissent pour des transformations de fond, et luttent au quotidien contre les directives européennes qui piétinent les conquêtes sociales et démocratiques, et renforcent le pouvoir des

institutions bancaires et financières, et des trans-/multinationales.

Nous les retrouvons au sein du Parti de la gauche européenne (PGE) dont nous sommes membres, au Forum européen tous les ans depuis cinq ans dans un spectre de plus en plus large, et puis dans le groupe La Gauche (ancien GUE-NGL) au Parlement européen et dans bien des luttes, notamment la mobilisation contre le CETA. Et les occasions ne manquent pas de construire des luttes, des réseaux de solidarité internationale. Ce qui a été lancé avec l'ICE sur le vaccin doit déboucher et peut faire significativement bouger les lignes – *a fortiori*, en travaillant à lui faire revêtir une dimension internationale plus structurée, visant l'élaboration de pôles publics du médicament. C'est une démarche qui peut se prêter aux grandes batailles économiques, sociales, écologiques, démocratiques et droits humains du moment : sur les droits salariaux et sociaux, sur les statuts des travailleurs transfrontaliers, ubérisés ou des transnationales comme Amazon – toutes

Il ne s'agit pas à proprement parler d'un climat de « guerre froide » mais bien d'un climat de guerre, tout court.

Ce qui est marquant, c'est l'attitude de l'administration Biden, avec à sa suite l'Otan et l'UE [réduite à un rôle de spectatrice quand il s'agit de « dialoguer » avec la Russie], qui alimente de façon forcenée la tension et les provocations – contre les avis les plus autorisés de son propre camp, d'ailleurs. C'est bien l'alliance politico-militaire d'un autre siècle, l'Otan, qui est ici, à nouveau, facteur de guerre. Évidemment, la Russie de Poutine n'est pas une « oie blanche » mais fabriquer de toutes pièces pour l'opinion publique occidentale la figure d'un « envahisseur prêt à tout », c'est non seulement déformer la réalité mais alimenter des peurs, des paniques, des haines. Nous avons besoin de tout sauf de cela !

En piétinant des engagements pris il y a plusieurs décennies et en activant une surmilitarisation de la zone, l'administration Biden et l'OTAN rappellent que leur objectif n'est pas la paix entre les peuples mais la consolidation de

« La crise sanitaire, qui est venue s'ajouter à la profonde crise existante, a mis en relief que, quand elle le veut, la commission peut surseoir aux dispositifs les plus autoritaires, comme la sacro-sainte règle d'or. »

luttes qui sont déjà en cours de développement et qui ont besoin de l'engagement des communistes ; mais aussi sur la justice fiscale, sur le développement industriel, numérique et de services publics.

© Aux portes de l'UE, en Ukraine, et ailleurs dans le monde, un climat de guerre froide semble s'installer. Est-ce dangereux et comment y faire face ?

leur hégémonie en Europe. Cela n'est pas acceptable pour les peuples européens, qu'ils soient dans ou hors de l'UE, et qui doivent pouvoir maîtriser non seulement leur destin individuel et collectif mais maîtriser les termes de leurs relations entre eux. Ce dont ont besoin les peuples d'Europe, que leur pays soit membre ou non de l'UE, c'est d'un cadre commun, continental, de coopération et de sécurité collective. Nous sommes partisans d'une disso-

lution de l'OTAN ; cela peut commencer pour la France par quitter le commandement intégré de l'alliance. C'est d'autant plus nécessaire qu'il faut rompre le lien quasi filial imposé par l'OTAN à l'UE au travers de sa politique dite « de sécurité ».

Toute « défense européenne » devrait être fondamentalement indépendante de toute puissance ou influence internationale, fondée sur la coopération et vouée à la protection des populations et infrastructures, non à la surenchère militaire. Pour garantir la souveraineté de chacun des pays membres de l'UE, leur partenariat en matière de défense et de sécurité collectives devra être pleinement indépendant lui-même, fondé sur une vision et des objectifs politiques clairement définis, et sur un outil diplomatique renforcé et prépondérant.

Au lieu de soutenir aujourd'hui, aussi ardemment, la stratégie étasunienne, la France devrait dénoncer fermement l'escalade en cours – au besoin en reconsidérant sa place dans le commandement intégré, et, en tous les cas, en se servant de cette place, pour l'instant, pour stopper la machine. Elle doit exercer une pression forte et déterminer pour faire prévaloir le dialogue multilatéral sous égide de l'ONU.

Le poids des peuples, des opinions publiques, les mobilisations peuvent permettre de prendre un autre chemin. La sécurité humaine collective est composée de droits fondamentaux que nous devons défendre et, pour certains, la sécurité alimentaire par exemple, conquérir, aussi bien aux échelles nationales, européennes qu'internationales. C'est un terrain de luttes où la mobilisation populaire peut tenir un rôle central.

© Le PCF avait participé au lancement d'une campagne internationale pour faire du vaccin un bien public mondial.

Où en est-on ?

L'ICE en était fin décembre à 250 000 signataires et a obtenu un bon écho en Italie (60 000 signataires), en Belgique

« **Le poids des peuples, des opinions publiques, les mobilisations peuvent permettre de prendre un autre chemin.** »

(plus de 30 000 signataires), aux Pays-Bas (17 000 signataires), en Irlande (9 000 signataires) et assez bon en France (44 000 signataires). Elle a servi à mobiliser, organiser des réseaux politiques et citoyens au niveau européen. Des réseaux médicaux (Medicina Democratica en Italie ; Médecine pour le peuple en Belgique) et associatifs (Oxfam) sont pleinement mobilisés. Cet exercice est en soi complexe, et sciemment conçu comme tel par l'UE, mais il le faut le mener à son terme avec beaucoup de détermination. Il ne résume pas à lui seul la mobilisation pour la levée des brevets, qui, sur le plan international, est une revendication portée par plusieurs États, et pas uniquement des pays du Sud. Mais l'ICE reste un outil unique d'intervention populaire. C'est une initiative que la France dans le cadre de la PFUE pourrait appuyer si Emmanuel Macron était animé d'une volonté politique d'imprimer un tournant décisif à la naissance d'une « Europe de la santé ».

© La victoire de la gauche de progrès au Chili face aux héritiers de Pinochet fait souffler un vent d'espoir. À votre avis, à quoi est due cette victoire ? Qu'est-ce qu'elle peut nous apprendre ?

D'abord, cette victoire est le fruit d'un vaste mouvement populaire qui

remonte à 2019 et au soulèvement contre la vie chère et les injustices. Réprimé dans le sang par le président Pinera, le mouvement n'a cessé de s'amplifier jusqu'à imposer sa volonté d'enclencher un processus de changement de Constitution et de se débarrasser de l'héritage Pinochet : une assemblée constituante élue en octobre 2020 est au travail, et les Chiliens auront à se prononcer sur ses propositions. Mais il n'y a pas eu de chemin linéaire, de « voie royale ». Tout a été et reste affaire de construction et de confrontation politiques. Ce mouvement populaire est fort de son large rassemblement de tous les secteurs de la société chilienne, articulant enjeux sociaux, droits et démocratie ; il est fort du rôle joué notamment par nos camarades du Parti communiste chilien pour le conforter, nourrir le débat politique et élargir le rassemblement depuis trois ans ; du rôle irremplaçable des femmes pour leurs droits, des syndicalistes, des jeunes.

La mise en place du gouvernement de Boric ouvre une nouvelle phase de bataille politique ; les libéraux sont loin d'avoir jeté le gant – le choix du ministre des Finances est de ce point de vue parlant des obstacles qui demeurent, mais ce gouvernement compte aussi des ministres communistes et de gauche, à des postes clés, qui ont conscience de l'ampleur de leur tâche et de l'indispensable implication du mouvement social et populaire pour conduire un véritable processus de transformation dans leur pays. Ils peuvent compter sur la solidarité active de leurs camarades du PCF. Nous avons beaucoup appris du mouvement populaire chilien, et nous avons encore beaucoup à apprendre, à commencer la confirmation qu'il n'existe pas de modèle de société, ni de modèle de processus révolutionnaire ou de transformation sociale à « copier-coller ». Il s'agit toujours pour les peuples d'« inventer l'inconnu », comme l'a fait remarquer Karl Marx au temps de la Commune. C'est plutôt enthousiasmant. ●

DES JEUNESSES (DÉ)MOBILISÉES ?

« C'est dur d'avoir 20 ans
en 2020. » Emmanuel Macron
14 octobre 2020

Oui, M. Macron, une partie de la jeunesse est abandonnée, appauvrie, victime de la sélection sociale, privée d'emploi, précarisée. Au delà du constat, l'heure est venue de rompre radicalement avec trente ans d'incurie et de renoncement.

PAR MICKAËL BOUALI ET NICOLAS TARDITS*

LA « JEUNESSE » : UNE CIBLE ET NON UNE PRIORITÉ

Cible commerciale de choix, digne d'intérêt médiatique pour accuser ses déboires, évoquée par les politiques pour capter ses voix électorales, « les jeunes » sont l'objet de tous les fantasmes. Essentialisée à longueur de journée dans les débats des plateaux télé, « la jeunesse » n'est pourtant pas ce bloc monolithique qu'on présente, avec ses goûts culturels spécifiques, sa radicalité présumée ou encore son rejet systématique de la vie politique. En 1984, le sociologue Pierre Bourdieu rappelait déjà que cette catégorie est avant tout le résultat d'une construction sociale « arbitraire », rassemblant une même classe d'âge aux propriétés sociales tout à fait différentes. Faire un portrait de la jeunesse française n'est donc pas un exercice facile pour rendre visible cette hétérogénéité, cette complexité, cette densité, loin des clichés qui vou-

draient la résumer en un mot, une formule, une figure. Dans ce dossier de *Cause commune*, la politiste Amaïa Courty revient sur ces enjeux de définition et constate surtout que la jeunesse se vit de plus en plus dans un contexte d'instabilité et d'incertitude. Si elle fait le constat qu'il existe de fortes inégalités qui creusent encore un peu plus le fossé culturel et social entre les différentes jeunesse, elle considère que des politiques publiques fortes en direction des jeunesse peuvent permettre d'enrayer ce phénomène.

L'enjeu est donc de taille à l'aube des élections présidentielle et législatives. Et pourtant, en ce début d'année 2022, on ne peut guère affirmer que ce soit un des thèmes centraux de la campagne présidentielle, alors qu'en décembre 2020 déjà Marie-George Buffet, députée de la Seine-Saint-Denis, rapportait les données alarmantes d'une commission d'enquête parlementaire



consacrée au sujet : « La jeunesse face aux défis du covid 19 : soigner les maux, protéger les droits, redessiner l'avenir. » Ne sont-elles pas suffisantes ? Il y est notamment indiqué qu'un jeune sur six a arrêté ses études, que le taux de chômage chez les 18-25 ans est de 20 % ou encore que 30 % de jeunes renoncent à l'accès aux soins faute de moyens.

DES JEUNES DÉMOBILISÉS EN CRISE ?

La jeunesse semble subir de plein fouet, et de manière décuplée, l'ensemble des crises que la société peut connaître. C'est notamment le cas de la crise sanitaire, dont les conséquences désastreuses dans la transformation du rapport à l'école avec les confinements successifs sont analysées par Filippo Pirone dans ce numéro. De même, les jeunes des quartiers populaires,

« Cette précarité n'épargne plus les portions les plus diplômées de la jeunesse. »

étudiés par Marie-Hélène Bacqué et Jeanne Demoulin, sont ceux qui subissent le plus fortement les crises économiques et la relégation sociale. Par leur collectif de recherche participative « Pop-Part, les quartiers populaires au prisme de la jeunesse » et leur remarquable travail d'enquête, elles donnent la parole aux intéressés au lieu de parler à leur place, elles partent du réel plutôt que des fantasmes de ►►

► commentateurs souvent aussi ignorants de la réalité des choses qu'ils sont emplis d'aigreur. Contrairement aux images caricaturales qui ne voient dans les quartiers populaires qu'une forme d'apartheid ou de ghetto est ainsi mise en avant l'expérience commune de cette jeunesse : celle des inégalités.

Évidemment, grandir, se construire, s'épanouir dans un monde social caractérisé par son instabilité entraîne nécessairement des conséquences dans le rapport au monde. Un entretien inédit réalisé avec Frédéric Dabi (directeur général de l'institut de sondage IFOP) permet de questionner les ressentis et les représentations des 15-29 ans. Ainsi, convient-il réellement de parler de génération désabusée, comme on l'entend régulièrement ? Si certains indicateurs montrent en effet un désenchantement certain vis-à-vis de ce qui a pu constituer un idéal à certains moments clés du XX^e siècle, comme la démocratie représentative, l'analyse met également en évidence l'émergence et le développement d'autres formes de citoyenneté et d'attachement à la démocratie qui viennent tordre le cou à l'idée d'une génération profondément nihiliste.

Le chef de l'État lui-même avait concédé à quel point « c'est dur d'avoir 20 ans en 2020 », sans pour autant en faire une priorité nationale à la hauteur des enjeux. Il faut croire que les 87 % d'abstention chez les 18-24 ans lors des dernières élections régionales ne constituent toujours pas un avertissement suffisant pour nos gouvernants. Loin d'engager des mesures à la hauteur de ces enjeux, le Président préfère agiter le spectre de l'augmentation des frais d'inscription à l'université et réduire encore l'accès à l'éducation. Fort de ces constats, le Parti communiste français a proposé un pacte à la jeunesse avec de nombreuses propositions portées par son candidat Fabien Roussel. Dans ce dossier, Léon Deffontaines, secrétaire national des Jeunes communistes, en expose la logique, l'ambition et les contours sur le plan de la formation, de l'emploi et des conditions de vie. Ce pacte est d'abord le fruit d'une construction des revendications menée avec l'ensemble des organisations de jeunesse. Partant avant tout des besoins et des aspirations des jeunes, ce pacte est aussi la démonstration d'une capacité collective de la jeunesse à penser son devenir et la construction d'un avenir plus juste, solidaire, démocratique, féministe et fraternel.

DES JEUNES EN LUTTE CONTRE LES MUTATIONS ÉCONOMIQUES ET LA PRÉCARITÉ

Des jeunes démobilisés, inactifs, désengagés ? Ce dossier tend à rompre avec cette représentation fantasmée pour laisser au contraire une place importante aux mobilisations plurielles des jeunes. Ainsi, comment luttent des jeunes face à une précarité aujourd'hui généralisée ? Les évolutions contemporaines du travail par le phénomène d'ubérisation placent ainsi des travailleuses et des travailleurs dans des activités aux marges ou en dehors du salariat. Pour résister aux plateformes, des livreurs à deux roues s'organisent de multiples façons, notamment par la création d'entreprises « alternatives » ou de coopératives, pour offrir une protection sociale et organiser une rotation des tâches. Chloé Lebas, chercheuse en sciences politiques, nous informe ainsi sur cette modalité de lutte et se demande si « être son propre patron » peut se penser comme un acte militant de la part de livreurs mobilisés et partiellement syndiqués à la CGT. Cette précarité n'épargne également plus les portions les plus diplômées de la jeunesse.

« Véritable levier du changement de système, ce sont ces jeunes qui poussent à des comportements nouveaux dans la société, tant dans la consommation que pour l'égalité des droits, la fin du patriarcat ou encore la lutte contre le réchauffement climatique. »

Les conditions actuelles d'entrée dans les métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche l'illustrent fort bien. Benjamin Riviale, doctorant en science politique et membre du syndicat des chercheurs et enseignants précaires de l'université de Nanterre (CECPN), offre une analyse sur les difficultés que peuvent avoir les jeunes chercheurs à s'organiser pour lutter le plus efficacement possible contre cette casse du service public. Il

« Partant avant tout des besoins et aspirations des jeunes, le pacte proposé par le PCF est aussi la démonstration d'une capacité collective de la jeunesse à penser son devenir et la construction d'un avenir plus juste, solidaire, démocratique, féministe et fraternel. »

questionne ainsi les modalités de lutte, les logiques de syndicalisation et la formulation de mots d'ordre des précaires de l'université, dont la part grandit de jour en jour. Plus largement, pour enrayer ce phénomène de précarité généralisée, l'indépendance financière des jeunes en formation est plus que jamais une question centrale, comme le rappelle à son tour Jeanne Péchon et comme l'a dramatiquement révélé la crise sanitaire, donnant à voir l'extrême précarité des étudiantes et des étudiants dès lors que les jobs étudiants n'étaient plus disponibles.

LES JEUNESSES MOBILISÉES, COMME LEVIER DU CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ

Véritable levier du changement de système, ce sont ces jeunes qui poussent à des comportements nouveaux dans la société, tant dans la consommation que pour l'égalité des droits, la fin du patriarcat ou encore la lutte contre le réchauffement climatique. Les sociologues Viviane Albenga et Johanna Dagorn interrogent ainsi dans ce numéro la mobilisation des jeunes sur la question du féminisme. Par une importante enquête menée auprès d'étudiantes et d'étudiants de Nouvelle-Aquitaine, elles montrent précisément que la participation des jeunes générations aux manifestations du 8 mars et du 23 novembre sont le signe de leur appropriation concrète d'un féminisme entendu comme moyen de résistance pratique au harcèlement et aux violences sexistes et sexuelles. De même, le politiste Gauthier Fradois étudie l'éducation à la sexualité, objet de tous les scandales réactionnaires, qui échappe à l'institution scolaire au profit de nombreuses associations. Il fait le

constat que la dernière circulaire du ministère de l'Éducation nationale ne parle ni d'amour ni de plaisir et met les concernés invariablement de côté. Néanmoins, par un retour à l'histoire, il rappelle la manière dont les jeunes ont pu refuser les attendus de l'enseignement officiel de la sexualité en faisant entendre leur voix.

Laissant la parole aux universitaires mais aussi aux jeunes engagés dans les mouvements et syndicats, ce numéro veut aussi permettre aux élus d'interroger la mise en place de politiques publiques qui valorisent le pouvoir d'agir des jeunes générations. Conseillère municipale déléguée chargée de la réussite lycéenne et étudiante de Grigny, Anaïs Köse questionne la manière dont les jeunes arrivent par leur engagement à participer à la vie de la cité. Prenant l'exemple des aides concrètes comme le *pack étudiant*, des mesures d'accompagnement ou le déploiement d'une démocratie participative par les conseils municipaux jeunes mis en place à Grigny, elle analyse la manière dont les collectivités peuvent contribuer à former et rendre une nouvelle génération actrice de son présent et de son avenir.

À son tour, dans la même direction, Hélène Bidard, adjointe à la maire de Paris chargée de l'égalité femmes-hommes, de la jeunesse et de l'éducation populaire, examine le puzzle d'initiatives locales pouvant favoriser la participation des jeunes. Parmi ces dispositifs pour inciter à l'engagement, celui de « quartiers libres » s'adresse aux 16-30 ans et permet l'accompagnement et l'octroi d'une aide à la création d'une association ou d'un projet local de solidarité. Mais, de façon plus générale, elle insiste sur l'importance de l'éducation populaire passant par la création d'espaces et de lieux collectifs de partage pour servir le collectif.

Comparaisons internationales, zoom sur la jeunesse rurale ou sur d'autres formes de mobilisations... bien d'autres aspects méritent d'être traités. Ce dossier ne fait certes pas le tour de la question. Mais gageons qu'il contient quelques clés, quelques pistes, pour penser le monde par et pour celles et ceux qui, bon gré mal gré, en sont les héritiers. ■

*Mickaël Bouali et Nicolas Tardits sont membres du comité de rédaction de *Cause commune*. Ils ont coordonné ce dossier.

Une jeunesse en quête d'horizon

La précarité et la pauvreté inculquent aux jeunes une docilité à l'égard de l'ordre des choses. Travailler les propositions pour les jeunes dans une perspective de long terme permettant de donner à voir le combat communiste pour l'avenir et l'émancipation humaine est une urgence face au risque que représentent d'autres réponses au désarroi des jeunes.

PAR ÉMILIE LECROQ*

« J'avais vingt ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie. » La formule de Paul Nizan est d'une sinistre actualité. Si la crise amplifie la précarité des jeunes, cette fragilité n'est pas nouvelle. Les jeunes sont les premières victimes de la crise. Sans capital propre, ils subissent de plein fouet la loi du marché. Premiers à être embauchés de façon précaire, les jeunes sont considérés comme une variable d'ajustement par les employeurs, qui les compressent en période peu favorable ou en temps de crise. Ainsi la précarité des jeunes s'aggrave au fil des années. Le taux de pauvreté des 18-29 ans est celui qui a connu la plus forte progression ces quinze dernières années, passant de 8,2 % à près de 13 % entre 2002 et 2018. En 2018, les 18-29 ans représentaient 38 % des contrats précaires. En 2019, 52,7 % des 15-24 ans étaient employés en CDD. La précarité est bien devenue la règle chez les

jeunes. Pour la majorité d'entre eux l'insertion durable dans l'emploi ne se fait qu'après plusieurs années de stages et de contrats courts. Cette règle de la précarité n'est pas une question annexe du changement de société. La précarité et la pauvreté inculquent aux jeunes une docilité à l'égard de l'ordre des choses et en font une question politique pour le présent comme pour le futur. Agir sur le présent et faire émerger un autre avenir pour la jeunesse est essentiel pour construire l'alternative au système.

En 2020, un sondage de *L'Humanité* a montré que les aspects néfastes du capitalisme sont désormais admis par une grande part des jeunes. Sur de nombreux sujets, l'incapacité du capitalisme à répondre aux défis de notre temps est désormais audible chez les jeunes. Le capitalisme construit une société du *no future*: pas d'avenir social. Pas d'avenir environnemental non plus, tant que le profit garde une priorité de fait sur notre écosystème. Cette logique du *no future* plonge de plus en plus de jeunes dans une détresse psychologique. Avant la crise, *le suicide était déjà la deuxième cause de décès chez les 15-24 ans*, selon l'OMS. Une enquête sur la santé et la consommation de 2019 montre que « plus d'un jeune sur dix a déclaré avoir pensé au moins une fois au suicide au cours des douze derniers mois ». La crise amplifie ce phénomène. Selon une enquête IPSOS de 2021, 47 % des 22-24 ans montrent des signes de « troubles anxieux généralisés ». À quoi s'ajoute l'augmentation des dépendances aux stupéfiants. 31 % des jeunes disent que leur dépendance à l'alcool, au tabac ou à la drogue a gagné du terrain depuis le confinement.

« Le communisme en tant qu'étiquette politique ne recueille que 35 % d'opinions positives (43 % chez les ouvriers ; 53 % chez les non-diplômés), alors que 83 % des jeunes sondés affirment que "la lutte des classes est toujours une réalité aujourd'hui". »



LES JEUNES : DES SOUS-CITOYENS ?

Le capitalisme réduit la capacité des jeunes à se projeter dans l'avenir. Face à la précarité endémique des jeunes, les gouvernements successifs ressassent les mêmes recettes : apprentissage, alternance, contrats aidés, exonérations de cotisations sociales pour les entreprises. Voilà des années que la jeunesse est présentée comme un problème. Emmanuel Macron ne déroge pas à la règle. Avec la crise le présent gouvernement a mis en œuvre un plan spécifique pour les jeunes, aides à l'embauche sans réelle contrepartie sociale. Le dispositif pousse à la multiplication de contrats qui par leur masse entraînent un nivellement par le bas général des conditions d'entrée des jeunes dans la vie active. Le recours abusif à ce dispositif, en lieu et place du contrat de travail ordinaire, révèle une indigence de la réflexion politique sur le long terme concernant la jeunesse et va à rebours du revenu stable légitimement réclamé par les jeunes. Alors que la majorité des jeunes aspire au CDI comme condition nécessaire à la construction de sa vie, par ses « solutions » court-

« Un jeune peut être sensible aux injustices subies par le peuple palestinien et, dans le même temps, céder aux discours moralistes de la droite, stigmatisant son voisin chômeur au nom de “la France qui se lève tôt”. »

termistes le pouvoir en place continue de faire de la jeunesse une catégorie à part à laquelle le droit commun ne s'applique pas.

Tout est fait pour humilier la jeunesse, la précariser au point de l'obliger à accepter n'importe quoi, à n'importe quel prix. On demande aux jeunes d'intégrer le fait qu'un CDI n'est plus la règle mais l'exception, qu'il se « mérite ». Cette humiliation permanente des jeunes, on la retrouve actuellement jusque dans des discours ►►

► qui en font le premier vecteur de la propagation virale. Le discours dominant considère les jeunes comme des inconscients, des sous-citoyens incapables de construire notre avenir. Comme le pointe le rapport de la commission parlementaire dirigée par Marie-George Buffet, les jeunes sont peu, pour ne pas dire pas associés à la construction des dispositifs mis en place à leur intention. Cette incapacité à faire des jeunes des partenaires pour définir les politiques a bien souvent pour effet de rendre ces politiques inopérantes. Le rapport d'enquête parlementaire annonce qu'en décembre 2020, 23 % des jeunes déclaraient ne pas avoir bénéficié d'aides auxquelles ils avaient droit, soit 5 points de plus qu'en 2016.

Les jeunes sont infantilisés politiquement, alors que la société de consommation en fait, elle, des adultes. Elle attise un désir de consommation qu'ils ne peuvent assouvir et qui exacerbe les tensions entre eux, faisant croître, bien souvent à leur corps défendant, l'individualisme et la mise en concurrence. Les réformes éducatives poussent d'ailleurs dans le même sens en faisant de l'entrée en concurrence le seul moyen de réussite, en faisant juger acceptable que la réussite des uns se paie par l'échec des autres. Cette concurrence extrême génère de plus en plus de violence. Or, contrairement à cette tendance, les jeunes montrent par leurs mobilisations pour le climat qu'ils sont mus par d'autres motivations à potentiel transformateur. Dans ce combat, selon le sondage de *L'Humanité* déjà cité, ils sont 58 % à estimer que « le système capitaliste est le principal responsable du réchauffement climatique ». Cette capacité des jeunes à poser la question de notre devenir commun, tout en identifiant un capitalisme qui nous envoie dans le mur, montre son potentiel transformateur et la nécessité pour le capital de les museler.

« La capacité des jeunes à poser la question de notre devenir commun, tout en identifiant un capitalisme qui nous envoie dans le mur, montre son potentiel transformateur et la nécessité pour le capital de les museler. »

REPRODUCTION DE LA CONFUSION

Nous l'avons dit, la précarité est un élément structurant des conditions de vie des jeunes. Mais même si cette précarité est commune à une grande majorité de la jeunesse, cela ne suscite pas spontanément un front de lutte commun.

Il existe des jeunes car il existe de nombreux degrés de précarité. Et, plus la précarité grandit, plus la mise en concurrence devient forte, plus les fossés se creusent. Ceci n'est pas sans conséquences sur la vision qu'ont les jeunes de l'action politique en termes d'efficacité, d'innovation ou d'espoir. Toutes les politiques menées contribuent à inscrire les jeunes dans l'éphémère. Ils ne s'inscrivent pas dans une histoire collective ; ils vivent dans l'instant. Le rapport à l'histoire, qui fonde un engagement, est de ce fait perturbé. On adresse aux jeunes un récit culpabilisant, qui n'est pas leur histoire, ni celle de leurs parents...

Ce caractère éphémère est d'ailleurs un trait marquant de la société de consommation, qui s'étend aujourd'hui jusqu'à la politique : les positions « ni gauche ni droite » se multiplient, on zappe dans l'éventail politique selon les sujets et les propositions. Un jeune peut être sensible aux injustices subies par le peuple palestinien et, dans le même temps, céder aux discours moralistes de la droite, stigmatisant son voisin chômeur au nom de « la France qui se lève tôt ». Ce morcellement idéologique apparaît clairement dans le sondage de *L'Humanité*, qui montre que 68 % des jeunes plébiscitent les services publics, tout en ayant une vision positive de la concurrence à 61 % et du libre-échange à 75 %. Ce sondage marque aussi un fort attachement aux principes et valeurs qui fondent l'engagement communiste. Ainsi, les jeunes ont une vision positive du partage, de l'égalité et du progrès social, valeurs qui arrivent en tête, de 78 % à 83 %. Ils approuvent largement que « les travailleurs doivent pouvoir décider des choix de leur entreprise » à 75 % ; ou que « des secteurs comme la santé, l'éducation ou le logement ne doivent pas être soumis à la concurrence et à la compétition économique » à 78 %.

COMMUNISTES SANS LE SAVOIR

Le communisme en tant qu'étiquette politique ne recueille pourtant que 35 % d'opinions positives (43 % chez les ouvriers ; 53 % chez les non-diplômés), alors que 83 % des jeunes sondés affirment que « la lutte des classes est toujours une réalité aujourd'hui ». La contradiction est frappante. Elle appelle à travailler les propositions

pour les jeunes dans une perspective de long terme permettant de donner à voir le combat communiste pour l'avenir et l'émancipation humaine. C'est bien le sens du communisme qu'il faut reconstruire afin de bâtir une autre étape de la réponse politique. Ce travail est une urgence face au risque que représentent d'autres réponses au désarroi des jeunes. Pour rappel, 23 % des moins de 35 ans qui ont voté, ont voté pour Marine Le Pen en 2017.

Les manifestations des jeunes de 2019 pour le climat sont une démonstration de leur force de mobilisation. En revendiquant leur droit à un avenir sur une planète saine, les jeunes grévistes du climat ne s'attaquent pas seulement à l'apathie des décideurs mais font converger les luttes environnementales, sociales et féministes, et portent un rejet général du système en place, de ce « conte de fées d'une croissance économique éternelle », dénoncé par Greta Thunberg. Les jeunes sont donc loin d'être dépolitisés ou apathiques d'un point de vue civique. Leur intérêt pour la politique s'exprime dans un climat de défiance envers le système ou le personnel politique. Cette défiance révèle une panne de

projet politique pour les jeunes. Si l'engagement des jeunes dans les partis politiques est en crise, il ne faut pas oublier que tous les partis politiques ne sont pas de même nature : la place de la jeunesse dans un parti révolutionnaire ne peut être la même que chez ceux qui veulent conserver les structures du système. La réflexion sur les pratiques militantes doit se mener en lien avec la visée, afin de mettre en lien ambitions pour la jeunesse et gestes du quotidien. Il existe un besoin d'immédiateté et de concret dans l'engagement des jeunes. Il faut prendre ces aspects en compte pour répondre à leurs aspirations, redonner confiance dans l'engagement politique et gagner en crédibilité. C'est dans ce sens que Fabien Roussel a initié un pacte pour la jeunesse.

La jeunesse est en quête d'un horizon différent, qu'elle n'appelle pas « communisme », mais les valeurs auxquelles elle adhère sont pour une large part celles du communisme. ■

***Émilie Lecroq** est membre du comité exécutif national du PCF. Elle est responsable du secteur Jeunesse.

Jeunesse française : le difficile portrait

Il n'y a pas une jeunesse uniforme, mais des jeunesses plurielles et singulières, traversées par des fractures sociales et territoriales.

PAR **AMAÏA COURTY***

« **L**a transition de l'enfance et de l'adolescence à l'âge adulte, le développement de l'identité personnelle, de l'autonomie psychologique et de l'autorégulation, la tentative de lier la transition temporelle personnelle à des images culturelles générales et aux rythmes cosmiques et de lier la maturation psychologique à l'émulation de modèles définis de rôles – tout cela constitue les éléments de base

« Le mouvement de retrait de la vie politique des jeunes n'est pas uniforme et il existe de grandes disparités. »

de l'image archétypale de la jeunesse. Cependant, les manières selon lesquelles ces différents éléments se cristallisent en configurations concrètes diffèrent grandement de société à société et à l'intérieur des secteurs d'une même société » (Eisenstadt, 1956, 1963).

De manière générale, la jeunesse dérange, quand elle ne fait pas peur. On lui reproche tout à la fois son manque de discernement, de participation politique et, dans le même temps, on décrédibilise les mouvements sociaux de jeunesse. Génération sacrifiée et feignante, pas assez ou trop politisée, la jeunesse reste un groupe à part dans le paysage politique français largement dominé par les hommes blancs de plus de 50 ans. Mais de quoi parle-t-on lorsqu'on parle de « jeunesse » ? ►►



►► Le triptyque jeunesse-âge adulte-vieillesse, jusqu'alors largement mobilisé par les sciences sociales ne permet plus de lire les métamorphoses des parcours de vie contemporains. Quant aux « seuils », qui faisaient qu'on passait d'un âge à l'autre, ils ne sont plus représentatifs du passage réel d'un monde à l'autre. La difficile autonomisation des jeunes adultes dans les pays occidentaux – largement liée aux difficultés d'accès à l'emploi – déplace les seuils, voire les fait disparaître, au profit de trajectoires de l'âge adulte de plus en plus instables sur le plan personnel comme sur le plan professionnel. Les études sont de plus en plus longues, le chômage très important chez les primo-entrants dans le marché de l'emploi, l'âge du premier enfant recule, ainsi que l'âge du premier achat immobilier et une forte mobilité spatiale est de plus en plus nécessaire pour résister à l'instabilité. Il n'y a pas une jeunesse uniforme, mais des jeunesses

« La disparition annoncée des classes sociales n'a pas eu lieu et les conditions de naissance déterminent toujours le destin des individus. »

plurielles et singulières, traversées par des fractures sociales et territoriales.

Les jeunesses partagent certaines références culturelles – à travers la mode et les réseaux sociaux notamment – largement liées à la culture de masse, mais aussi un certain pessimisme vis-à-vis de leur avenir professionnel et personnel. Mais ils n'ont pas de destin commun et de grandes inégalités traversent la génération des 18-30 ans. La disparition annoncée des classes sociales n'a pas eu lieu et les conditions de naissance déterminent toujours le destin des individus, de sorte qu'enfants d'ouvriers et enfants de cadres ont peu de chances d'avoir la même trajectoire scolaire, professionnelle et finalement sociale.

LE MILIEU SOCIAL DEMEURE DÉTERMINANT

Le milieu social d'origine demeure déterminant pour comprendre les parcours de vie différenciés des individus. Bien qu'en 2021, près de 80 %

d'une classe d'âge atteignait le niveau du baccalauréat, les dernières statistiques de l'INSEE nous rappellent que globalement les jeunes sont plus exposés que les autres classes d'âge à la pauvreté et au chômage. En 2021, 21 % des 15-24 ans sont sans emploi et la part des jeunes de 15 à 29 ans qui ne sont ni en emploi ni en formation atteint 13 %. Cependant, tous les jeunes ne sont pas touchés de la même manière par le chômage et la précarité. Selon le chercheur Ugo Palheta, les enfants issus de classes populaires ont huit fois plus de chances que les enfants issus des milieux les plus favorisés de fréquenter l'enseignement professionnel, et l'institution scolaire contribue fortement à façonner le devenir scolaire des jeunes. Or ce sont les individus les moins diplômés qui ont connu la plus forte augmentation du chômage entre 2000 et 2021. Par ailleurs, le système d'enseignement supérieur en France repose en partie sur la capacité des familles à assurer la subsistance matérielle des jeunes. Les ressources sociales et familiales des jeunes lors de la transition vers l'âge adulte conditionnent donc fortement leur capacité à poursuivre des études ou à s'intégrer sur le marché du travail. Enfin, la décohabitation du foyer parental est également rendue plus difficile à la fois par la précarité des premiers emplois occupés par les jeunes et par la pression foncière importante constatée notamment dans les grandes villes. Les jeunes en France font donc face à des parcours d'entrée dans l'âge adulte compliqués par le contexte socio économique dans lequel ils évoluent et ce contexte vient renforcer des inégalités sociales déjà présentes. Ces inégalités sociales se retrouvent également dans le rapport des jeunes à la politique.

QUE VOTENT LES JEUNES ?

Les générations les plus récentes font l'objet d'une attention particulière de la part des journalistes et des chercheurs à chaque élection, en France et dans le monde. Considérés comme des citoyens désintéressés par la politique, les jeunes seraient plus enclins à ne pas voter ou à voter pour les extrêmes.

Selon Éric Nunès dans *Le Monde Campus* et d'après un sondage IFOP pour l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ) réalisé auprès d'un échantillon représentatif de 1 203 personnes de 18 à 25 ans, l'abstention serait le premier parti chez les jeunes, puisque 52 % d'entre eux ne se seraient jamais

« Depuis les années 1980, les Français sont en fait de moins en moins conservateurs et intolérants, notamment les générations les plus récentes, particulièrement ouvertes d'un point de vue culturel par rapport à toutes les générations qui les précèdent. »

rendus aux urnes. Par ailleurs, Marine Le Pen arriverait en tête des intentions de vote, devant Emmanuel Macron et tous les autres, et représenterait même plus de 50 % des intentions de vote chez les jeunes issus de la classe ouvrière. Les résultats d'entre deux tours rapportés par l'IPSOS sont moins alarmistes, les abstentionnistes seraient près de 30 % chez les moins de 35 ans, et on remarque une baisse du taux d'abstention avec l'évolution positive des revenus du foyer. Selon ce même sondage, Marine Le Pen aurait perdu sa suprématie auprès des jeunes de 18 à 24 ans au profit de Jean-Luc Mélenchon (21 % contre 30 %) et d'Emmanuel Macron auprès des 25 à 34 ans. Elle arrive en revanche en tête chez les 35-49 ans avec près de 30 % des suffrages.

Deux enquêtes par sondage, des résultats relativement différents et, au bout du compte, des jeunes dont le rapport à la politique est difficile à cerner. Le mouvement de retrait de la vie politique des jeunes n'est pas uniforme et il existe de grandes disparités. Comme l'ont montré de nombreux chercheurs, bien que l'intérêt pour la politique ait baissé dans les nouvelles générations, les plus diplômés sont toujours plus intéressés que les moins diplômés. Et ce désintérêt pour la politique a un effet direct sur le vote.

UNE GÉNÉRATION MOINS CONSERVATRICE

Parallèlement à cela, les débats récents autour des questions d'immigration et d'identité portées largement par la droite et l'extrême droite et l'impression d'un plébiscite de Marine Le Pen par la jeunesse laisseraient à penser que les jeunes Français seraient en phase de repli politique et identitaire, à l'image d'autres démocraties ►►

► de l'espace européen (Pologne et Royaume-Uni entre autres). Ce conservatisme politique et culturel supposé des Français et en particulier des générations les plus récentes n'est pourtant pas confirmé par les recherches menées sur le sujet. Depuis les années 1980, les Français sont en fait de moins en moins conservateurs et intolérants, notamment les générations les plus récentes, particulièrement ouvertes d'un point de vue culturel par rapport à toutes les générations qui les précèdent. Cependant, comme pour le vote ou le positionnement politique, les générations les plus récentes ne sont pas homogènes et le degré de tolérance dépend largement du niveau d'éducation des individus. En effet, plus le niveau de diplôme augmente, plus le degré de conservatisme baisse. Ainsi, les jeunes les plus diplômés ne partagent pas tout à fait les mêmes valeurs culturelles que les jeunes les moins diplômés, qui sont globalement plus conservateurs sur les questions d'identité et d'immigration.

**« SELON QUE VOUS SEREZ PUISSANT
OU MISÉRABLE »**

Faire un portrait sociologique de la jeunesse française n'est pas un exercice facile. Génération plurielle, les jeunes de 18 à 35 ans n'ont ni les mêmes parcours, ni les mêmes opinions poli-

« Réduire ces inégalités ne pourra se faire qu'à la condition de mettre en place des politiques publiques fortes en direction des jeunes, afin que chacun puisse trouver sa place dans notre société et exercer réellement son rôle de citoyen. »

tiques, ni les mêmes valeurs et le milieu social d'origine continue de peser lourdement sur le destin social des individus. Outre les inégalités qui perdurent entre cette génération et les précédentes du point de vue de l'insertion sociale et professionnelle, il existe de fortes inégalités intragénérationnelles qui conditionnent les parcours des jeunes et creusent encore un peu plus le fossé culturel et social entre les différentes jeunes. Réduire ces inégalités ne pourra se faire qu'à la condition de mettre en place des politiques publiques fortes en direction des jeunes, afin que chacun puisse trouver sa place dans notre société et exercer réellement son rôle de citoyen. ■

***Amaïa Courty** est sociologue.
Elle est doctorante en science politique à l'université de Bordeaux.



Un pacte pour la jeunesse pour que jeunesse se fasse

La jeunesse regorge de forces créatrices, d'idées novatrices et d'ingéniosité, nécessaires pour répondre aux défis économiques, sociaux, sanitaires et environnementaux auxquels notre pays est confronté. Les nombreuses rencontres délocalisées avec les jeunes, organisées par le PCF et le MJCF depuis l'été, ont contribué à l'élaboration du pacte pour la jeunesse.

PAR **LÉON DEFFONTAINES***

La jeunesse est aujourd'hui dans une situation d'urgence. En septembre 2021, on dénombrait un million et demi de jeunes sans emploi ni formation, auxquels il faut ajouter les dizaines de milliers d'autres alternant entre contrats précaires (intérim, CDD, service civique...) et chômage. Les effets de cette situation sont très concrets : plus d'un jeune sur cinq vit sous le seuil de pauvreté. Côté formation aussi, la situation se dégrade fortement. Les derniers rapports du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), bien que non exhaustifs, montrent que les inégalités scolaires augmentent en France, faisant de notre système éducatif un des plus inégalitaires d'Europe. Le retrait d'une demi-journée en primaire, la mise en concurrence des établissements sco-

lares, la réforme du baccalauréat, la quasi-disparition d'un tronc commun général dans la filière professionnelle ont déroulé le tapis rouge à l'enseignement privé sur tout le territoire et sapé les fondements d'une école pour toutes et tous. À quoi s'ajoute la mise en place d'une sélection généralisée, de l'entrée à l'université jusqu'au master, renforçant en bout de chaîne la sélection sociale opérée par l'école.

« IL FAUT QUE JEUNESSE SE PASSE »

Si la situation a été mise en lumière pendant la pandémie, elle est loin d'être nouvelle. Alors que la jeunesse devrait être une période de découverte et de formation dans tous les domaines, elle se voit au contraire depuis longtemps acculée à la résignation et à l'abandon de ses projets. La jeunesse pâtit d'un manque d'ambition politique à son égard. Cette période charnière de la vie n'est pas appréhendée de la bonne manière par nos responsables politiques, prisonniers d'un dogme libéral incapable de répondre aux besoins et aux aspirations des jeunes.

Chaque gouvernement laisse entendre qu'« il faut que jeunesse se passe », et se passe le plus rapidement possible. Il accompagne la jeunesse d'une série de mesurées sporadiques pour qu'elle tienne le coup. Il la voit comme une période de vie compliquée, pleine d'erreurs inévitables, dont il vaudrait mieux sortir au plus vite, car pénible tant pour les jeunes que pour leur entourage, et coûteuse pour le pays. ►►

« Cette période charnière de la vie n'est pas appréhendée de la bonne manière par nos responsables politiques, prisonniers d'un dogme libéral incapable de répondre aux besoins et aux aspirations des jeunes. »

►► C'est pourtant tout le contraire : c'est précisément à cette période de la vie qu'il faut construire l'avenir commun à toute cette génération. Alors, plutôt que jeunesse se passe, je l'affirme, il faut que jeunesse se fasse, pour répondre aux enjeux et aux défis d'aujourd'hui et de demain. Loin d'être une difficulté à traiter, la jeunesse est une richesse collective pour l'avenir. Loin d'être le problème, elle est la solution. C'est elle qui pousse à des comportements nouveaux dans la société, pour l'égalité des droits, la fin du patriarcat, le respect de la dignité humaine comme de nos ressources naturelles. La jeunesse regorge de forces créatrices, d'idées novatrices et d'ingéniosité, nécessaires pour répondre aux défis économiques, sociaux, sanitaires et environnementaux auxquels notre pays est confronté. Pour nous qui considérons qu'un changement radical de système, un dépassement de l'ordre capitaliste est non seulement souhaitable mais possible, la jeunesse en constitue indubitablement un des principaux leviers.

LE PCF PROPOSE UN PACTE À LA JEUNESSE

Le Parti communiste français propose un pacte à la jeunesse, qui en toute cohérence s'élabore avec les jeunes eux-mêmes. En effet, qui de mieux placé que les jeunes pour construire leur propre projet ? C'est la garantie d'un programme répondant à leurs besoins et à leurs aspirations. Ainsi, dès l'été dernier, nous avons réuni l'ensemble des organisations de jeunesse communistes pour construire les premières revendications, dont nous avons dégagé les priorités.

- Première ambition : une jeunesse mieux formée. Nous souhaitons augmenter le temps passé à l'école et mettre fin aux devoirs à la maison : ce qui doit être appris à l'école le sera dorénavant à l'école. Cette mesure ira de pair avec le dédoublement des classes pour limiter à vingt-cinq le nombre d'élèves par classe.

Nous proposons la création d'un revenu pour tous les étudiants afin de les sortir de la précarité et du salariat et qu'ils puissent se consacrer à plein temps à leurs études. Cette ambition répond à la fois aux besoins de la jeunesse mais aussi de la société tout entière, afin de relever les défis de demain. D'un côté nous avons besoin d'avoir de meilleurs médecins, ingénieurs, enseignants, métallurgistes, tourneurs-fraiseurs, etc. ; de l'autre, des centaines de milliers de jeunes sont sans emploi ni formation. Nous les formerons et les recruterons.

- Seconde ambition : mettre fin au bizutage social que constitue l'entrée sur le marché du travail. Nous nous donnons pour ambition qu'aucun jeune ne soit au chômage. Trop souvent l'entrée dans la vie active est synonyme de précarité et c'est là le premier facteur de résignation. Mis en concurrence les uns avec les autres, les jeunes sont poussés bien souvent à accepter des emplois sous-payés, précaires et ne correspondant pas à leurs aspirations. Pour y remédier nous créerons un service public de l'emploi qui aura pour mission de proposer *a minima* à chaque jeune un CDI à la sortie de ses études. Parallèlement nous mettrons en place un système de prérecrutement dans le service public pour planifier les besoins.

- Troisièmement ambition enfin : nous voulons créer un statut social pour en finir avec la minorité sociale jusqu'à 25 ans et au-delà. L'épanouissement n'est pas qu'une question d'emploi et d'éducation, c'est aussi des transports gratuits, un droit au logement, l'accès au sport, à la culture, aux loisirs... Nous garantirons de nouveaux droits aux jeunes.

« La jeunesse est une richesse collective pour l'avenir. Loin d'être le problème, elle est la solution. »

Depuis l'été dernier, les militants du PCF et du MJCF arpentent les rues de leur ville, de leur village, mais aussi les lycées et les universités, pour mettre ces propositions en débat. Partout en France plus de cent rencontres sont déjà programmées et bien d'autres sont à prévoir. À côté de cela, les jeunes communistes organisent un processus d'assises de la jeunesse permettant aux jeunes d'un territoire de se rencontrer pour échanger sur leur situation et construire ensemble une alternative. De ces rencontres sortira un projet politique global, qui sera présenté au début de l'année 2022 et qui constituera un véritable pacte pour la jeunesse. ■

*Léon Deffontaines est secrétaire général du Mouvement jeunes communistes de France (MJCF).

L'école au temps de la crise sanitaire : inégalités éducatives et liens sociaux

Analyse de la situation créée par l'école à la maison à travers une enquête sociologique, menée dès le début du premier confinement.

PAR **FILIPPO PIRONE***

La décision de fermer tous les établissements scolaires français à partir du lundi 16 mars 2020 jusqu'à nouvel ordre n'a été communiquée par le gouvernement que quatre jours avant sa mise en application. Cela a fait précipiter tous les acteurs de l'école dans une situation d'urgence, dans laquelle ils ont été contraints de réadapter soudainement leurs pratiques éducatives.

Dans cet article, nous discuterons une partie des résultats d'une enquête sociologique menée entre le début du premier confinement de 2020 et les premiers mois après la rentrée scolaire 2020-2021, où nous avons questionné plus de 31 000 parents d'élèves et presque 6 000 enseignants. L'analyse de leur expérience éducative pendant la crise sanitaire permet de rendre plus visible qu'en temps ordinaire une partie des mécanismes de production des inégalités éducatives, mais aussi l'importance de la fonction de maintien des liens sociaux par l'école. Nous nous focaliserons ici sur la question des formes d'engagement dans l'école des différents acteurs

scolaires interrogés dans notre enquête. Nous montrerons d'abord comment la fermeture des établissements scolaires et la mise en place de l'enseignement à distance ont eu comme effet de faire tomber un cadre, celui de l'espace scolaire, qui, malgré ses limites, permet de modérer la reproduction des inégalités sociales liées au capital culturel des familles ; ensuite, nous montrerons comment la fermeture scolaire a amené une partie des enseignants et des élèves français à renouer avec leurs responsabilités, dans un sens de rapprochement réciproque.

L'« ÉCOLE À LA MAISON » : ENTRE DÉCROCHAGE SCOLAIRE ET DIFFICULTÉS PARENTALES

Le premier résultat de notre enquête qu'il nous semble indispensable de souligner est que, selon les enseignants interrogés, pendant le confinement, le chiffre des élèves ayant décroché scolairement a été bien plus important que la fourchette de 4 % à 8 % communiquée par le gouvernement au printemps 2020. En effet, selon notre enquête, au sein de plus de trois quarts des établissements scolaires (60 % en primaire et presque 90 % en secondaire), au moins un quart des élèves auraient décroché partiellement ou complètement pendant la période.

Il va sans dire que l'« école à la maison » a posé un certain nombre de problèmes, y compris à ceux qui n'ont pas décroché, et notamment ceux qui sont issus de milieux populaires. Nous avons en premier lieu observé l'existence de disparités quant à l'équipement numérique des foyers : 11,4 % des familles populaires ont déclaré avoir une connexion défectueuse, contre 7,9 % des ►►

« Pour la quasi-totalité des professeurs interrogés, l'objectif principal pendant la fermeture scolaire, par-delà la « continuité pédagogique », a été le maintien des liens sociaux. »

« Si la crise sanitaire a rendu encore plus évident qu'en temps ordinaire le rôle majeur que l'école doit jouer dans la lutte contre les inégalités, elle a également permis de rappeler les progrès qu'elle doit encore accomplir en tant qu'institution devant assurer le maintien des liens sociaux. »

- ▶ familles de catégories sociales supérieures. À la question : « Jugez-vous votre équipement informatique et votre accès internet suffisants pour répondre au travail de l'école à la maison ? » est apparu un écart encore majeur : 24,3 % contre 17 % de « non ». Cet écart a été encore plus visible dans le sentiment de compétence en informatique : 45 % des classes supérieures ont déclaré se sentir « tout à fait capables » de répondre aux exigences techniques numériques de l'école à la maison, contre seulement 31 % des classes populaires.

Par-delà ces disparités liées au numérique, la période d'école à la maison a confirmé l'existence au sein des pratiques d'accompagnement scolaire parental d'inégalités de nature pédagogique. Selon notre enquête, au sein de neuf foyers sur dix, les parents ont aidé scolairement leurs enfants : les classes populaires auraient passé 3 h 16 en moyenne par jour à l'accompagnement scolaire, contre 3 h 07 pour les classes supérieures et 2 h 58 pour les parents enseignants. Si ce résultat contribue à remettre en cause le préjugé selon lequel les parents de classes populaires seraient « démissionnaires » dans leur rôle de parent d'élève, il ne permet pas à lui seul de montrer que les formes de l'investissement parental demeurent très inégales, notamment par rapport à leur degré de proximité ou d'éloignement avec les attendus et les exigences implicites de l'école (le « curriculum caché »). À cet effet, selon ce qui a été déclaré par les parents, les classes populaires auraient eu plus que les autres recours à des pratiques d'accompagnement scolaire visant principalement à surveiller l'élève : s'assurer qu'il suive les consignes, lui faire réciter la leçon, lui faire faire des exercices en rapport avec la leçon. Si ces activités favorisent l'acquittement de la tâche scolaire dans ses



aspects formels, elles ne permettent pas pour autant de travailler sur les exigences et les compétences implicitement nécessaires à l'élève. Notre enquête révèle que pour ce type d'activités, ce sont davantage les parents des classes supérieures qui les ont investies : faire travailler les élèves par des exercices ayant un lien indirect avec la leçon et par des exercices de résolution de problèmes complexes, nécessitant la mobilisation de connaissances interdisciplinaires. Dans un même ordre d'idées, les classes supérieures ont déclaré avoir mobilisé plus fréquemment des supports d'apprentissage alternatifs à ceux proposés par les enseignants (25 % contre 19 %) : cette pratique peut en effet faciliter un renforcement dans l'appropriation des savoirs.

L'IMPORTANT DE CULTIVER LE LIEN SOCIAL EN TEMPS DE CRISE

Par-delà ces constats, un autre des résultats les plus marquants de notre enquête a été que, malgré l'éloignement physique dû à la fermeture, les relations entre les différents acteurs scolaires ont été bien plus fréquentes et intenses qu'en temps ordinaire. En effet, pour la quasi-totalité des professeurs interrogés, l'objectif principal par-delà la « continuité pédagogique », a été le maintien des liens sociaux. Pour atteindre cet objectif, sept enseignants sur dix ont déclaré avoir contacté individuellement chacun de leurs élèves (principalement par téléphone), au moins une fois par semaine. Pour plus de la moitié d'entre eux, ces prises de contact avaient comme fonction principale de rassurer et de motiver les élèves et leur famille. En outre, pendant le premier confinement, de nombreux enseignants ont mis en place de véritables opérations de soutien psychologique en faveur des élèves et de leurs familles : en restant disponibles pour écouter leurs problèmes matériels, en essayant de limiter le sentiment de culpabilité ressenti à l'égard de leurs difficultés dans le travail scolaire à la maison. D'autres enseignants nous ont raconté des actions d'assistance sociale en faveur des familles des élèves vivant une situation de précarité sociale due à la crise sanitaire liée à la pandémie. Il s'agissait surtout d'aider ces familles à entrer en contact avec des

« Par-delà les disparités liées au numérique, la période d'école à la maison a permis de confirmer l'existence au sein des pratiques d'accompagnement scolaire parental d'inégalités de nature pédagogique. »

organisations et associations d'aide sociale. Comme nous l'a dit une enseignante de primaire en exercice depuis quinze ans, pour la première fois dans la carrière de nombreux professeurs, c'était comme si « les relations humaines prenaient le pas sur la fonction d'enseignement ». La période a amené une grande partie d'entre eux (67,9 %, dont 76,1 % du primaire et 61,8 % du secondaire, tous contextes confondus) à s'investir dans leur métier avec une implication personnelle, affective et relationnelle plus intense que d'habitude, mais aussi et très pertinemment avec la peur du décrochage des élèves les plus en difficulté.

Un autre résultat remarquable de notre recherche a été que six enseignants sur dix, tous niveaux et contextes confondus, ont déclaré avoir acquis une connaissance inédite des élèves et de leur famille : une connaissance de l'engagement familial dans la scolarisation des enfants et des difficultés symboliques et matérielles des ménages. Enfin, la période de confinement a aussi permis de faire évoluer les relations des professeurs avec les élèves et leur famille dans

un sens de rapprochement plus « intime » et plus fort. Environ la moitié des professeurs interrogés (tous niveaux et contextes confondus) déclarent qu'ils se sentent désormais plus proches des élèves et de leur famille.

Certains enseignants ont également constaté une amélioration généralisée dans l'engagement et la motivation scolaires d'une partie de leurs élèves. Ils nous ont fait part de nombreuses initiatives dans lesquelles des élèves mettaient en place des pratiques collaboratives d'apprentissage horizontales centrées sur l'entraide et le maintien du lien social et de la motivation

pour le travail scolaire (par exemple à travers la création de blogs pour garder une trace de tout le travail à fournir pour chaque matière).

NÉCESSITÉ D'UNE REVALORISATION MATÉRIELLE ET SYMBOLIQUE DU MÉTIER ENSEIGNANT

Nous pourrions faire l'hypothèse que ce rapprochement réciproque entre les différents acteurs scolaires et ces nouvelles formes d'engagement aient été liées au sentiment collectif ►►

► d'avoir été plus égaux que jamais face à la pandémie, tous responsabilisés dans l'objectif de continuer à faire vivre l'école pendant la crise. Plus particulièrement, de nombreux professeurs ont pu enfin se sentir (temporairement) délivrés du « sale boulot » consistant à contrôler les conduites de leurs élèves, qu'ils peinent à assurer dans le quotidien de l'école massifiée. Du côté des élèves, nous faisons l'hypothèse que l'absence inédite du contrôle et des contraintes institutionnelles habituelles (évaluations, notes, sanctions) a joué un rôle primordial, permettant d'atténuer la pression que joue sur le climat scolaire le poids de la réussite « coûte que coûte », dans l'un des systèmes scolaires les moins cohésifs au monde, où les inégalités d'apprentissage sont le plus directement liées à l'origine sociale des élèves.

Si la crise sanitaire a rendu encore plus évident qu'en temps ordinaire le rôle majeur que l'école doit jouer dans la lutte contre les inégalités, elle a également permis de rappeler les progrès qu'elle doit encore accomplir en tant qu'institution devant assurer le maintien des liens sociaux. Cela ne paraît néanmoins pas envisageable sans une revalorisation matérielle et symbolique du métier enseignant, qui devrait passer également par un investissement dans la formation initiale et continue, jugée insatisfaisante par une très large partie des enseignants français. ■

*Filippo Pirone est maître de conférences en sciences de l'éducation et de la formation, de l'université de Bordeaux.

Qu'est-ce qu'être jeune dans un quartier populaire aujourd'hui ?

Une recherche participative conduite dans dix quartiers populaires franciliens avec une centaine de jeunes, garçons et filles, et des professionnels rend compte d'une jeunesse qu'on pourrait qualifier d'ordinaire, dont on parle peu.

PAR MARIE-HÉLÈNE BACQUÉ ET JEANNE DEMOULIN*

Les idées reçues sur les jeunes des quartiers populaires sont nombreuses. Elles sont largement véhiculées par les médias et par certains discours politiques qui ont fait émerger une figure homogène du jeune de quartier, homme, noir ou arabe, délinquant ou en voie de le devenir. Ces représentations laissent dans l'ombre tout une partie de la jeunesse des quartiers

populaires, qui est en réalité diverse, multiforme et éminemment plus complexe. C'est ce que nous avons montré au cours d'une recherche participative intitulée « Pop-Part, les quartiers populaires au prisme de la jeunesse ». Elle a été conduite dans dix quartiers populaires franciliens avec une centaine de jeunes, garçons et filles, et des professionnels de la jeunesse. Nous ne prétendons pas épuiser la question à l'aune de nos résultats. Mais cette recherche participative nous permet de proposer un tableau plus complet que celui que donnent à voir les discours dominants ou des travaux centrés sur les groupes les plus marginalisés. Elle rend compte d'une jeunesse qu'on pourrait qualifier d'ordinaire, dont on parle peu ; un tableau aussi qui prend au sérieux la parole des jeunes, alors que ces derniers sont plus souvent parlés que parlants.

« La diversité de la jeunesse des quartiers populaires rend certainement difficile la constitution d'un "nous" qui s'opposerait à un "eux". »

**« JEUNES DE QUARTIERS POPULAIRES » :
DE QUI PARLE-T-ON ?**

Regarder attentivement le profil des cent vingt jeunes, autant de filles que de garçons, avec lesquels nous avons travaillé, donne d'emblée à voir l'hétérogénéité de ce que signifie être un jeune de quartier populaire. D'abord, « jeune » recouvre une période de la vie étendue, et qui tend à s'étirer notamment du fait de l'allongement des études et de la difficulté à trouver un travail suffisamment rémunérateur pour s'émanciper financièrement de sa famille. Les jeunes qui ont participé à la recherche, et qui se sont donc reconnus dans cette appellation, sont ainsi nombreux à avoir entre 19 et 22 ans (35 %) mais leur âge s'étire de 15 à 34 ans. Ils sont majoritairement issus de milieux populaires, avec des parents ouvriers ou employés (64,4 % sont employés ou ouvriers, 14,9 % commerçants ou artisans, 16,1 % de professions intermédiaires et 4,6 % cadres), issus de familles nombreuses (95 % ont grandi dans des fratries de plus de trois enfants). Ils vivent toutes et tous dans des quartiers populaires, au sens de territoires qui accueillent les populations situées en bas de l'échelle sociale. Mais ces quartiers sont sans conteste différents les uns des autres : souvent assimilés en France aux grands ensembles d'habitat social, ils recouvrent en réalité une diversité urbaine. De Corbeil-Essonnes à Nanterre en passant par Vert-Saint-Denis, Aubervilliers, Clichy-sous-Bois, Saint-Denis, Suresnes, Villeneuve-la-Garenne, Pantin et le 18^e arrondissement de Paris (pour ne citer que les territoires sur lesquels nous avons travaillé), ces quartiers peuvent être

« Les idées reçues sur les jeunes des quartiers populaires laissent dans l'ombre toute une partie de la jeunesse, qui est en réalité diverse, multiforme et éminemment plus complexe. »

« Si les jeunes ont une conscience aiguë des inégalités multiformes, ils la vivent ainsi avant tout individuellement, et cette conscience ne se transforme pas en revendication ou manifestation collective. »

aussi pavillonnaires ou des îlots dégradés de centre-ville. Ils présentent dès lors des situations hétérogènes du point de vue de leur morphologie urbaine, de leur rapport aux centralités métropolitaines, des dynamiques de transformation urbaine contrastées qu'ils connaissent (de gentrification ou à l'opposé de paupérisation notamment). Cette réalité façonne des expériences urbaines contrastées et contribue à former, de fait, des individus et des collectifs divers.

Les jeunes des quartiers populaires peuvent être lycéens ou étudiants (67 % dans notre enquête), inactifs ou actifs, avec un emploi ou en recherche d'emploi. Ils connaissent des trajectoires scolaires et professionnelles variées, heurtées mais aussi linéaires, qui font jouer les parcours migratoires et résidentiels des familles et leurs situations socio-économiques, comme le genre et les expériences scolaires antérieures : plusieurs jeunes sont ainsi les premiers de leur famille à poursuivre des études après le lycée. Par ailleurs, une grande majorité se déclare d'une religion

(86 %) et la religion musulmane est la plus représentée parmi ceux-là (85 %). Enfin, ils sont largement issus de l'immigration et, en particulier d'une immigration post coloniale, mais dans des configurations diverses. Ainsi, si la très grande majorité est née en France (86 %) et a également au moins un parent immigré (88 %), leurs origines sont multiples : la majorité vient du Maghreb et d'Afrique subsaharienne, mais d'autres origines sont représentées (Égypte, Turquie, Chili, Russie, Serbie, Monténégro, Antilles...).

Ce tableau hétérogène laisse cependant apparaître une expérience commune, celle de la diversité ethno-raciale des origines, trajectoires, cultures et donc du rapport à l'altérité, contrairement aux images caricaturales qui ne voient dans les quartiers populaires qu'une forme d'apartheid ou de ghetto. Les jeunes ont aussi en partage une condition commune et en même temps éclatée, celle de l'immigration, souvent peu transmise par les parents. Au-delà, cette expérience commune se lit dans les différentes entrées thématiques de l'ouvrage issu de notre recherche *Jeunes de quartier : le pouvoir des mots*, parue en 2021 : « médias », « kebab », « gilets jaunes », « police », « grands/petits », « filles/garçons », « violence », « Zyed et ►►

► Bouna », « discriminations », « avenir » (parmi d'autres) constituent autant de fragments de ce qu'ils sont et en quoi ils se reconnaissent.

UNE EXPÉRIENCE COMMUNE :

LES INÉGALITÉS

Ce qui caractérise aussi ces jeunes, c'est une expérience commune des inégalités sociales, raciales et territoriales, mais aussi, comme pour la jeunesse dans son ensemble, générationnelles et de genre. Le terme a été peu utilisé par les jeunes au cours de la recherche. Ces inégalités multiformes semblent faire partie d'un paysage auquel il faut s'adapter, une intériorisation des contraintes qui n'est spécifique ni aux classes populaires ni aux jeunes des quartiers populaires, tant l'objectivation du monde social exige du temps, du travail et une confrontation parfois douloureuse à la réalité. Une objectivation des inégalités représente aussi un coût certainement plus particulier pour les jeunes des quartiers populaires : reconnaître ces logiques revient à

par contraste avec les espaces bourgeois parisiens. La précarité économique et sociale individuelle et familiale pèse fortement sur les trajectoires. Elle contribue non seulement à limiter les possibilités de déplacement social et de redéfinitions successives qui caractérisent la jeunesse, mais aussi à fermer l'avenir. La quasi-absence de prise de parole des jeunes avec lesquels nous avons travaillé sur cette dimension socioéconomique s'explique en partie par la pudeur. Mais elle renvoie certainement plus largement à un réajustement de la perception des inégalités par rapport à l'histoire militante des quartiers populaires et des mouvements sociaux. Si la question socioéconomique, portée par les syndicats et les partis de gauche, ordonnait les représentations et constituait l'enjeu politique principal jusque dans les années 1980, la désindustrialisation, la précarisation du salariat, l'arrivée de vagues successives de populations étrangères sont à la source d'une diversification des classes populaires, de leur parcellisation et d'un affaiblissement de la conscience de classe. La racialisation des rapports sociaux, entendue non en référence à des « races » biologiques mais comme une construction sociale relevant d'un processus de catégorisation et d'infériorisation, apparaît davantage prégnante dans l'expérience des jeunes et la façon dont ils appréhendent le monde, même si cette conscience ne débouche pas sur une dénonciation des discriminations, significative dans l'expérience des jeunes. De même, les inégalités entre filles et garçons sont peu posées en tant que telles. Elles ne sont d'ailleurs pas spécifiques à ces jeunes. Si elles structurent les relations dans le quartier et la famille, c'est ici aussi de façon moins caricaturale que bien des représentations ne le laissent penser, beaucoup de jeunes filles montrant leur capacité à négocier leur avenir dans un ensemble de normes sociales, familiales, religieuses.

Si les jeunes ont une conscience aiguë de ces inégalités multiformes, ils la vivent avant tout individuellement, et cette conscience ne se transforme pas en revendication ou manifestation collective.

Cela n'implique pas pour autant que ces jeunes ne s'intéressent pas à la politique, n'agissent pas et ne s'engagent pas. Ils le font sous des formes multiples, qui leur apparaissent à la fois accessibles et efficaces. Mais la diversité de la jeunesse des quartiers populaires rend certainement difficile la constitution d'un « nous » qui s'opposerait à un « eux ».

« La désindustrialisation, la précarisation du salariat, l'arrivée de vagues successives de populations étrangères sont à la source d'une diversification des classes populaires, de leur parcellisation et d'un affaiblissement de la conscience de classe. »

s'interroger sur sa place dans la société et à prendre conscience d'un ensemble d'obstacles et de barrières qui peuvent s'opposer à des projections de l'avenir. Or les aspirations de la plupart des jeunes de quartiers populaires ne s'écartent pas de celles d'autres jeunes et, s'ils retournent ponctuellement le stigmate en revendication identitaire, ils semblent avant tout ne pas vouloir s'y laisser enfermer.

Les jeunes donnent néanmoins à entendre une conscience diffuse mais omniprésente des inégalités : dans l'accès à la culture, les études et l'orientation scolaire, l'habitat et le cadre de vie,

La crise sanitaire a été l'occasion de rendre ces inégalités plus visibles, face à la santé et à la mort, dans les conditions de logement, de travail et d'études. Elle a contribué à fragmenter des trajectoires déjà heurtées et a fragilisé celles de jeunes aux trajectoires plus stables. La spirale n'a bien sûr pas épargné leur famille, voisins, entourage, et a laissé un grand nombre d'entre eux à bout de souffle. Après les belles paroles

de reconnaissance entendues au plus fort de la crise sanitaire, ne serait-il pas temps de faire de cette lutte contre les inégalités, dans leurs différentes composantes, enfin et véritablement une cause commune ? ■

***Marie-Hélène Bacqué** est professeure d'études urbaines à l'université Paris-Nanterre.

Jeanne Demoulin est maîtresse de conférences en sciences de l'éducation à l'université Paris-Nanterre.

Une enquête sur la jeunesse française

Avec Stewart Chau, responsable des études politiques et sociétales de l'institut de sondages Viavoice, Frédéric Dabi vient de publier *La Fracture*, ouvrage analysant sur près de 60 ans les résultats d'une grande enquête menée auprès des 18-30 ans (Les Arènes, 2021).

ENTRETIEN AVEC **FRÉDÉRIC DABI***

© Comment est née cette volonté de faire une enquête sur la jeunesse française ?

Cette étude ne sort pas de nulle part. Elle s'inscrit dans une histoire et dans le temps. Dès 1957, une grande enquête de l'IFOP menée auprès des 15-29 ans est absolument fondatrice. C'est d'ailleurs à partir de cette enquête que Françoise Giroud, autour d'un essai, forme le concept de « nouvelle vague ». Reproduite ensuite tous les dix ans jusqu'en 1999, nous avons souhaité, avec Stewart Chau, la « ressusciter » à l'occasion de ce livre. Nous avons renouvelé le questionnaire tout en conservant des questions déjà posées par le passé pour conserver une profondeur historique sur trois indicateurs clés : le sentiment de bonheur, le sentiment de vivre dans une époque chanceuse et la nécessité d'avoir un idéal pour vivre.

© Si la perspective historique est un outil important, votre enquête a été faite en pleine crise sanitaire. Comment en mesure-t-on l'effet sur la jeunesse actuelle ?

Notre enquête a été faite en février 2021, dans un contexte très anxieux. Bien sûr, la covid a été une déflagration et la crise sanitaire a durement éprouvé la jeunesse. Si cela produit des représentations communes, c'est en fait l'effet ultime de nombreux chocs et fractures profondes

« Les partis politiques gagneraient à proposer à la jeunesse un idéal dans lequel il lui serait possible de se projeter. »

qu'il faut remettre en perspective. La crise sanitaire n'a rien créé en soi mais a accéléré des tendances déjà là. Si on parle beaucoup aujourd'hui d'une jeunesse « sacrifiée » ou « irresponsable », d'une « génération foutue » ou d'une « génération covid », cette enquête sur le temps long a le mérite d'objectiver ces questionnements et de prendre le temps d'y réfléchir.

© L'ouvrage traite beaucoup de la perte de confiance des jeunes en l'avenir. Celle-ci se traduit aussi par la perte de croyance en un idéal. Si 83 % des jeunes interrogés estimaient qu'avoir un idéal leur permettait de vivre en 1978, ils ne sont plus que 42 % en 2021. Comment l'interpréter ?

On a perdu en effet quarante points en une trentaine d'années. Ce résultat est brutal et en dit long sur la désidéologisation. Dans les années 1980, ►►



►► l'arrivée de la gauche, la place importante du PCF (Georges Marchais arrivait en tête des intentions de vote des jeunes) et la volonté de changer la société sont autant de facteurs à prendre en compte. De l'autre côté, même si c'était minoritaire, une partie de la jeunesse a cru dans le libéralisme durant la période 1986-1988 sous l'influence de Reagan et Thatcher. Il est vrai que le tournant des années 1990, avec la chute du mur de Berlin, participe à ce désenchantement. Dès lors, cette perte d'idéal est également à relier avec une perte de confiance à l'égard de la politique. La politique ne semble plus être la solution ni le chemin vers la concrétisation d'un idéal. On est passé d'un idéal collectif d'émancipation à des idéaux individuels.

© La question du climat semble occuper une place centrale dans les nouvelles formes d'engagement. C'est en effet peut être le nouvel idéal. Mais notre enquête montre que les trois quarts des

« Ces jeunes de 18-30 ans n'ont pas connu la moindre action collective d'envergure ayant réussi à faire bouger les choses. »

jeunes indiquent être personnellement engagés, validant ainsi le fameux « Qui mieux que moi pour faire avancer ma cause ? » Les choses ne sont pas si manichéennes et doivent être balan-

cées mais c'est bel et bien un engagement qui reste éloigné des logiques de l'action collective, malgré l'existence des marches pour le climat. Je constate d'ailleurs que ces jeunes de 18-30 ans n'ont pas connu la moindre action collective d'envergure ayant réussi à faire bouger les choses. Ils n'ont vécu les mobilisations de 1986, 1994, 1995 que de manière livresque et les plus âgés de l'en-

quête n'avaient que quinze ans lors des manifestations contre le CPE en 2006. Je pense que ça a contribué à une perte de confiance dans l'action collective. Et même si les partis font aujourd'hui de la place aux jeunes, parce qu'ils ont intérêt à les mettre en avant dans le paysage médiatique, ces organisations ne sont pas perçues comme le meilleur réceptacle de leurs engagements.

© Vous évoquez à plusieurs reprises cette fracture avec les partis politiques mais qui semble être aussi un divorce avec la démocratie représentative. En revanche, le mandat impératif semble mieux correspondre aux exigences des jeunes interrogés.

En effet, lorsque vous demandez aux jeunes de définir ce qu'est un « bon » politique, leur réponse tourne toujours autour du motif de la « vérité », ainsi que du respect du programme politique annoncé. Les jeunes sont des citoyens français qui ont pu croire en la promesse politique comme un échange transactionnel avec l'idée suivante : je vote pour toi, je délègue, mais en contrepartie tu vas changer ma vie, transformer le quotidien et peser sur le cours des choses. Mais il y a eu de nombreux coups de canif dans ce contrat, qui n'inspire plus confiance. C'est le sentiment d'impuissance ou de procrastination du politique qui domine, particulièrement sur la question environnementale. Par exemple, les G20 et autres sommets internationaux sont l'occasion de prises de position fortes mais n'aboutissent pas à des résultats concrets. Il semblait y avoir une résistance sur le plan local mais, avec la baisse des dotations de l'État, les maires n'ont plus la capacité d'investir et de trouver des réponses concrètes aux besoins des jeunes. La démocratie représentative et la délégation de pouvoir sont donc questionnées à tous les échelons. Il faut bien sûr nuancer, car 90 % des jeunes interrogés considèrent que la démocratie est le meilleur système politique, mais le sentiment domine d'une incapacité de la politique à changer concrètement la vie. Par effet miroir, la démocratie participative donne l'impression qu'elle permet d'agir directement sur le cours des choses.

© Si on considère ce dernier point comme une nouvelle forme d'engagement, vous dites que l'engagement des jeunes est aujourd'hui plus spontané et éphémère, vous reprenez même l'image d'un engagement *snow flakes*, portée par le journaliste Chuck Palahniuk. Ne faut-il pas néanmoins rattacher cette évolution aux propriétés sociales des jeunes dans toute leur diversité ?

Nous montrons dans l'enquête l'existence de clivages au sein de la jeunesse elle-même. La jeunesse n'est pas ce bloc monolithique, auquel

« Les questions sociales, le chômage, les inégalités, la vie chère sont des préoccupations importantes qui ressortent toujours de l'enquête. Le mot capitalisme est un des plus rejetés par les jeunes. »

on accole des épithètes (générations « Charlie », « covid », « Greta Thunberg », « climat », « *digital natives* »...) qui dans leur multiplication même montre bien la difficulté à l'appréhender. Ce qui m'a frappé quand même, dans toute l'étude, c'est que les clivages sociaux sont bien sûr réels mais moins la classe sociale que la perception que les jeunes en ont. Les différences se retrouvent alors dans l'optimisme ou dans la capacité à se projeter dans l'avenir. Malgré l'hétérogénéité des propriétés sociales qui la caractérise, cette jeunesse marche quand même toujours sur deux jambes dans sa contestation politique : la jambe climat et la jambe discriminations/inégalités.

© Votre panel semble dire que l'État n'est pas le plus à même de lutter contre ces inégalités et accordent au contraire beaucoup plus de crédit au marché.

Les questions sociales, le chômage, les inégalités, la vie chère sont des préoccupations importantes qui ressortent toujours de l'enquête. Le mot *capitalisme* est un des plus rejetés par les jeunes. Le premier confinement n'a fait que renforcer le phénomène mais a aussi montré la fragilité d'un État, avec ses services publics affaiblis, incapable de protéger, de donner un cap. Nous glissons progressivement vers un sentiment d'abandon de la part de l'État. Les jeunes nous disent qu'ils ont d'abord confiance dans les citoyens eux-mêmes pour changer les choses, dans la famille perçue comme un refuge, dans les acteurs locaux et dans l'entreprise. Dans les représentations des personnes interrogées, ce n'est donc plus l'idée de régulation étatique qui domine mais plutôt, et très largement, un discours proentreprise qui s'accompagne néanmoins de critiques. On pourrait parler d'effet « gilets jaunes » dans ce sens, puisque l'injustice ►►

► jugée la plus criante, la plus injuste, c'est moins de ne pas avoir de travail que de mal vivre de son travail. Sont ainsi davantage valorisés la proximité avec son lieu de travail, le télétravail maîtrisé, la possibilité d'avoir du temps libre, que le fait d'obtenir une augmentation de salaire. Plus largement, l'enquête donne le sentiment d'être face à une jeunesse américanisée, avec ses doutes à l'égard de l'État central et du collectif, sujette à un retour du religieux, une sacralisation de la famille et un discours pro-*business*.

© Au vu de l'ensemble de ces constats, pensez-vous que les prochaines élections législatives et présidentielle puissent mobiliser la jeunesse ?

J'ai envie de dire à cinq mois de la présidentielle que les jeunes considèrent aux deux tiers qu'il y a une magie de l'élection présidentielle. Il y a une croyance qu'elle peut changer les choses si les candidats en présence prennent en compte les véritables préoccupations de la jeunesse. Sans tomber dans le jeunisme, face au repli sur soi, face aux 84 % d'abstention aux dernières élections régionales, les partis politiques en présence gagneraient à proposer un véritable pacte de confiance avec la jeunesse et un idéal dans lequel il lui serait possible de se projeter. ■

*Frédéric Dabi est directeur général de l'institut de sondage IFOP.

Propos recueillis par Nicolas Tardits

Des patrons syndicalistes ?

Trajectoires de jeunes en lutte contre l'ubérisation par la création d'entreprises de livraison.

PAR CHLOÉ LEBAS*

Les évolutions contemporaines du travail allient déstabilisation et précarisation des travailleurs, allant jusqu'à être comprises comme des reconfigurations du capitalisme lui-même, à l'aune de ce que certains appellent « capitalisme de plateforme » ou « capitalisme numérique ». Ses manifestations seraient, par exemple, le recours accru à la sous-traitance et l'imposition de l'auto-entrepreneuriat par les employeurs, qui semble menacer de plus en plus ce que Robert Castel appelait la « société salariale ».

« Un individu à vélo libre, autonome et heureux : l'utopie que vendent les plateformes serait donc accessible... à condition d'en sortir. »

Ce processus général d'externalisation, souvent appelé « ubérisation », place les travailleurs dans des activités aux marges ou en dehors du salariat, comme le sont, par exemple, les livreurs à deux roues au statut de micro-entrepreneur. Ce qui était un « complément de revenus » pour de jeunes étudiants *hipsters* libres de travailler quand ils le veulent est aujourd'hui davantage considéré pour ce qu'il est réellement : un aménagement du sous-emploi, sans protection, et une source de revenus unique pour les plus fragiles. Les jeunes sont surreprésentés parmi cette catégorie de précaires puisqu'en 2017, 42 % des auto-entrepreneurs ont entre 20 et 34 ans et que cette activité constitue souvent l'une des premières expériences professionnelles, en parallèle ou à la suite de « petits boulots », déclarés ou non, souvent saisonniers. Il existe cependant des rapports au travail ambivalents chez les livreurs, qui peuvent éclairer les différentes manières de résister à la plateforme. L'*exit* est l'une des manières les plus simples de résister : on quitte l'activité. Mais la rupture avec les *foodtechs* peut se matérialiser par la création d'entreprises « alternatives », comme les coopératives de livraison, ou en tout cas d'une acti-

tivité parallèle. Or ce processus ressemble non pas à une rupture mais à une continuité du rapport au travail au sein de la plateforme. Grâce à la comparaison de deux entreprises, l'une à Lille et l'autre à Bordeaux, dont les membres ont des trajectoires distinctes, nous éclairerons deux rapports à l'activité guidant cette défection particulière : d'un côté, une représentation « élitiste » de l'activité et, de l'autre, une pratique « militante ». Dans les deux cas, créer sa propre entreprise nous semble être l'une des modalités d'un répertoire d'action contestataire : et si être « son propre patron » c'était militer ?

COOPÉRATIVE VS SYNDICALISME ?

La constitution de coopératives, déjà analysée au sein du « coopérativisme de plateforme », a été particulièrement mise en lumière depuis la crise de la covid. La question des « alternatives » aux plateformes a rapidement émergé, alors que le constat général était à l'échec des mobilisations de livreurs et à l'incapacité des syndicats à les organiser. La constitution de coopératives est alors présentée comme une solution alternative à l'organisation syndicale et une « nouvelle » manière de se mobiliser. Or la coopérative des coursiers bordelais – qui salarie ses livreurs pour leur offrir une protection sociale et est organisée horizontalement avec une rotation des tâches – a été créée par des livreurs mobilisés et partiellement syndiqués à la CGT, comme une manière de « continuer la lutte » en proposant un « contre-modèle » aux plateformes. Cependant elle ne remplace pas l'action syndicale. Au contraire, évoluer au sein d'une coopérative est une manière de se maintenir dans l'engagement en restant livreur, dans une activité au fort taux de rotation du fait de la pénibilité du travail ou des déconnexions forcées (qu'on peut assimiler à des licenciements). Le réseau dont fait partie cette coopérative, CoopCycle, entend « subvertir » les outils numériques des plateformes en « détournant » leur algorithme pour leur propre organisation alternative. S'il existe une distance historique de la CGT vis-à-vis de la reprise en SCOP, par défiance à l'égard de la gestion d'entreprise, des réflexions sont actuellement menées au sein de la confédération autour de la promotion du coopérativisme. Création ou reprise en coopé-

rative ne serait donc pas opposé à l'action syndicale mais la compléterait.

INDÉPENDANCE ET BONNES PRATIQUES :

QUITTER LA PLATEFORME POUR « BIEN FAIRE SON MÉTIER »

L'entreprise lilloise, qui a le statut de société par actions simplifiée (SAS), a été créée au contraire par des livreurs ayant une longue expérience au sein des plateformes, souvent de plusieurs années, méfiants vis-à-vis du syndicalisme et qui collent davantage à l'« éthique entrepreneuriale » valorisée par les plateformes. Ils se voient comme des indépendants et souhaitent maintenir cette autonomie, qui est mise à mal par la dégradation des conditions de travail au sein des plateformes : baisse des rémunérations, augmentation des distances et ouverture des recrutements sans sélection préalable. Selon eux, ces évolutions les empêchent d'être de « bons professionnels » et donneraient

une mauvaise image de cette activité qu'ils considèrent comme un métier à part entière. Ils critiquent les plateformes et plusieurs ont participé à des mobilisations, voire organisé des grèves, mais ils refusent globalement le salariat, au nom de la liberté. La SAS emploie quelques salariés mais signe également des prestations de service aux membres. Tous ont encore un pied dans les plateformes pour lesquelles ils continuent de travailler et une partie d'entre eux ont des projets personnels en tant qu'indépendants à côté ; ils maintiennent donc tous leur microentreprise. De même, les syndiqués bordelais affirment qu'avec leur coopérative ils sont non

« La constitution de coopératives est présentée comme une solution alternative à l'organisation syndicale et une « nouvelle » manière de se mobiliser. »

seulement plus autonomes, notamment parce qu'ils effectuent toutes les tâches, mais également que le travail est « mieux fait » car plus intelligemment géré collectivement : « on est tous patrons », affirmait l'un d'eux. Tous expliquent que les plateformes sont finalement peu optimales dans la répartition des livraisons mais également qu'elles sont fragiles, contrairement aux entreprises qu'ils ont créées, car eux « connaissent le métier ». Non seulement les compétences acquises sont reconverties et utiles, mais l'absence de « pression » permet d'être plus agréables auprès des clients avec qui on a davantage le temps d'échanger. S'il existe différents rapports au travail au sein des plateformes, valorisant la « vraie indépen- ►►

► dance » ou revendiquant le salariat, la création d'entreprises de livraison semble être toujours le fruit d'un « ras-le-bol » face à l'exploitation et au manque de reconnaissance des plateformes. Si elle n'est pas affirmée comme telle, la reconversion professionnelle des livreurs en coopérative ou SAS se fait contre la plateforme mais dans la continuité du rapport au travail au sein de celle-ci. Si certains lancent qu'ils veulent « prendre des parts de marché » à ces monopoles, c'est en fait peu le cas car les « alternatives » ne sont pas sur le même créneau : elles ne livrent

globalement pas de repas chauds préparés mais sont plutôt dans le secteur de la logistique et ont pour clients des entreprises.

Créer sa propre activité est une manière de mieux faire son travail, de retrouver du sens et d'être réellement autonome. Un individu à vélo libre, autonome et heureux : l'utopie que vendent les plateformes serait donc accessible... à condition d'en sortir. ■

*Chloé Lebas est politiste. Elle est doctorante à l'université de Lille.

L'union des précaires de l'université à portée de main ?

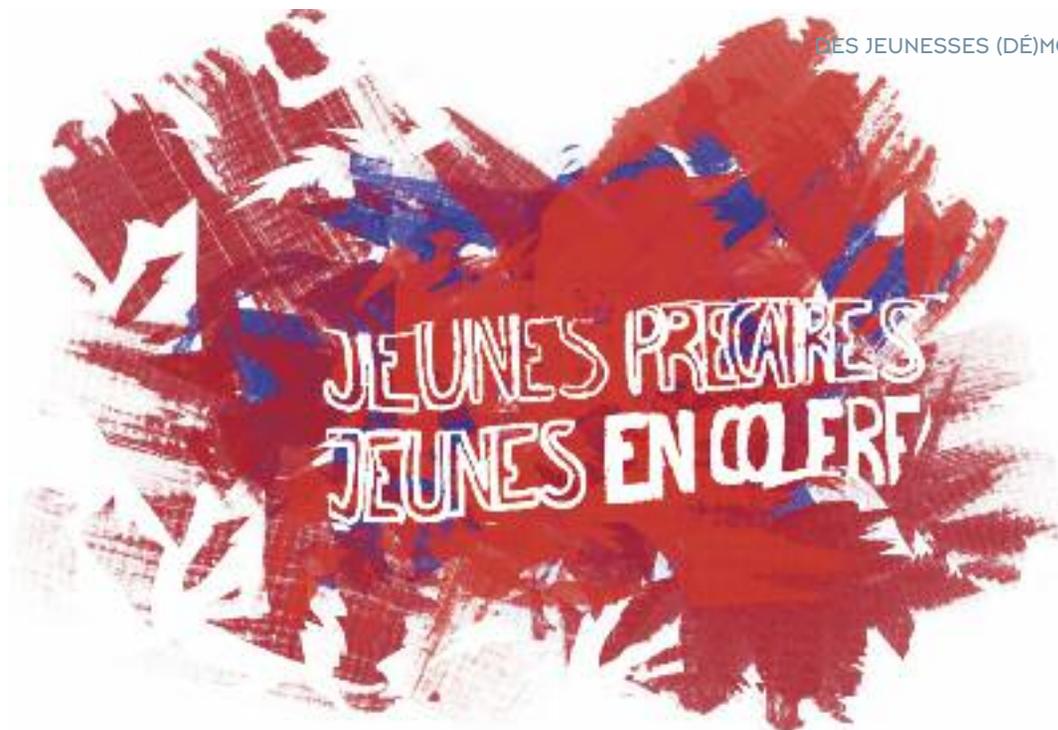
D'une façon particulièrement visible au cours des dernières années, le terme « précarité » s'est imposé avec constance pour décrire l'état de l'enseignement supérieur et de la recherche : précarité étudiante, précarité de la recherche, précarité des formations...

PAR **BENJAMIN RIVIALE***

La précarité renvoie aussi aux conditions d'entrée dans les métiers de l'enseignement supérieur et la recherche. Déclinée en formes morale (les jeunes chercheurs étant amenés à faire toujours plus dans l'espoir d'une titularisation toujours moins probable), symbolique (l'expérience doctorale ne suscitant qu'une faible reconnaissance) et, bien sûr, matérielle, cette précarité ne se distingue pas des autres par ses causes – le sous-financement du service public étant admis comme sa source – mais par les remèdes qu'elle appelle.

« Bien plus que la profusion de statuts, l'asynchronie des situations et des attentes prioritaires des précaires engendre une difficulté majeure à faire collectif. »

Les mobilisations abondent pour dénoncer la réalité de cette précarité, qui trouve une expression saillante dans la part croissante d'heures d'enseignement effectuées dans les établissements du supérieur par des travailleurs ne bénéficiant pas d'un statut pérenne. Des organisations durables, d'ampleur nationale, se sont structurées. À force de dénonciation, le phénomène a trouvé à s'inclure dans les revendications portées par les organisations syndicales représentatives du secteur (particulièrement celles affiliées à la FSU et à la CGT), mais aussi dans les réflexions transversales à l'ensemble de l'enseignement supérieur et la recherche, portées par des organisations telles que le Collectif de lutte contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur (CLASCHES). La précarité des travailleurs de l'enseignement et de la recherche a pu, ici et là, se frayer un chemin jusqu'aux cénacles de la démocratie universitaire, et ses porte-parole y défendre des mesures d'urgence à l'intention de collègues souvent ignorés. Un cortège impressionnant de collectifs, associations et coordina-



tions entreprennent, par discipline ou par établissement, d'organiser celles et ceux qui, souvent, se désignent simplement comme « précaires ». Ces groupements se signalent par leur profusion mais aussi par l'hétérogénéité de leurs objectifs et modalités d'action : mobilisations ponctuelles ou accompagnement des précaires au quotidien, ils usent de moyens dissemblables et parfois contradictoires pour agir (recours aux élections ou choix de l'anonymat, structuration formelle ou maintien d'une forme labile et horizontale, recherche ou refus d'accords avec les organisations syndicales implantées).

La cause des enseignants et des chercheurs précaires ne pâtit donc nullement d'une absence de combativité ou d'une faiblesse numérique

des mobilisations. Déclinée localement et nationalement, elle manque toutefois d'une structure en mesure de coordonner l'accompagnement des précaires sur leur lieu de travail, et la formulation de mots d'ordre à l'échelle d'un secteur professionnel. Une telle structure est néanmoins un horizon sans doute souhaitable pour une cohorte de travailleurs en plein *boom*, dont l'intérêt est à la fois de faire valoir une parole spécifique sur le devenir d'une université qu'elle contribue à faire vivre, et de lutter pour la défense et l'acquisition de droits encadrant son travail.

FAIRE CATÉGORIE,

DIFFICULTÉS ET INTÉRÊTS

Si la diversité des statuts (assistants temporaires vacataires, chargés d'enseignement vacataires, attachés temporaires d'enseignement et de recherche, lecteurs, etc.) est fréquemment invoquée pour expliquer la difficulté éprouvée par les précaires à se reconnaître – et à être reconnus – comme ressortissants d'une même catégorie, il est sans doute fécond de spécifier le problème pour en comprendre les ressorts. Bien plus que la profusion de statuts, l'asynchronie des situations et des attentes prioritaires des précaires engendre une difficulté majeure à faire collectif. En fonction de la distance qui les sépare d'une perspective de recrutement à un poste titulaire, les précaires sont amenés à privilégier des mots d'ordre distincts : l'amélioration du ►►

« L'expérience commune de la précarité s'incarne dans des difficultés quotidiennes partagées : être rémunéré dans des délais convenables, exercer des missions d'enseignement dans un cadre administratif et pédagogique sain, bénéficier des dispositifs dévolus aux agents. »

►► cadre de l'emploi dans un établissement donné est ainsi l'affaire d'un doctorant contractuel bien plus que celle d'un post-doc ; la nécessité d'exiger, au plan national, la mise au concours de davantage de postes titulaires est immédiate pour un post-doc, quand elle demeure lointaine pour un doctorant en début de thèse. L'effet le plus regrettable de cette asynchronie est certainement la mise en concurrence ponctuelle des mots d'ordre, ceci d'autant plus qu'elle ne peut poser que des choix insolubles : faut-il s'assurer d'abord que chacun cotise sur ses heures de travail ou faut-il porter tout l'effort sur l'offre de postes pérennes ?

Il importe d'adjoindre à cet aspect un élément moins fréquemment pris en compte. À l'échelle d'un établissement, il n'est pas rare pour un précaire de constater le dénuement de ses interlocuteurs quant aux impératifs et limites de son statut du moment. Dans les discours, les heures d'enseignement demeurent fréquemment associées à une composante de la formation des jeunes collègues,

plutôt qu'à un considérable stock de travail devant *de facto* être assuré par des précaires, faute de recrutement de personnels titulaires. Sans nier la dimension formatrice des enseignements dans l'expérience doctorale, il est probable que la persistance d'un regard qui minimise le poids global des précaires dans le fonctionnement quotidien de l'enseignement supérieur participe à restreindre le champ de la catégorie. En effet, les précaires s'assimilent – et sont assimilés – d'autant plus volontiers à cette catégorie qu'ils dépendent matériellement de leur activité d'enseignement, et que cette dernière se rapproche quantitativement de celle d'un maître de conférences.

Amenés à vivre et à penser leur activité professionnelle et leur devenir social de façon contrastée, les précaires n'en conservent pas moins une communauté d'existence et d'intérêt essentielle. Par leur partage d'une position transitoire (qui les solidarise alternativement dans l'attente d'ouverture de postes, ou dans le besoin d'une reconnaissance professionnelle de leur condition), par la fonction meuble que leur alloue l'institution (laquelle, indépendamment de la quantité d'enseignement assumé, tend à les trai-

ter en auxiliaires dévolus à « boucher les trous » plutôt qu'en agents à part entière), les précaires font groupe dans l'organisation du travail universitaire et dans leur intérêt à porter des revendications communes de court, moyen et long termes. Cette identité d'intérêt, bien sûr, ne réduit en rien les inégalités qui séparent les travailleurs suivant leur place dans des rapports sociaux qui excèdent et traversent leur secteur, mais aussi suivant leur discipline, leur établissement, leur lieu géographique d'exercice. Mais elle offre une base solide à la constitution d'un horizon organisationnel commun, à même de tenir ensemble les nécessités d'une action immédiate pour l'amélioration de leurs conditions de travail et celles d'un combat de longue haleine pour leurs perspectives de titularisation.

« Agir pour la revalorisation ne revient aucunement à “enterrer les statuts” de la fonction publique, mais au contraire à rendre plus coûteux le choix de les démanteler. »

S'UNIR POUR QUOI ?

L'expérience commune de la précarité s'incarne dans des difficultés quotidiennes partagées : être rémunéré dans des délais convenables – parfois être simplement rémunéré –, exercer des missions d'enseignement dans un cadre administratif et pédagogique sain, bénéficier des dispositifs dévolus aux agents (accès à la restauration, remboursement des frais de transports) sont autant d'attentes légitimes auxquelles l'employeur répond rarement de manière satisfaisante. La défense quotidienne des précaires s'incarnerait avec profit dans une action intéressée à mutualiser ces démarches et à en systématiser les modalités de règlement. De même, travailler à une meilleure inclusion du personnel non titulaire dans l'action des organismes investis de sa protection apparaît comme une nécessité. Trop souvent peu informés, et en retour difficilement touchés par ces organismes, peu de précaires se tournent par exemple vers les CHSCT de leur établissement, pourtant fondés à les accompagner.

Le développement d'une œuvre quotidienne d'assistance et d'organisation locale répond à la fois à une nécessité prophylactique immédiate, à un objectif impérieux de mobilisation pérenne et à une étape incontournable de développement de revendications, particulièrement dans le domaine de la contractualisation du travail. Organisés au sein du Collectif des enseignants

et chercheurs précaires (CECPN) de Nanterre, fondé en 2019 et représenté dans les conseils centraux de l'université Paris-Nanterre, les précaires de Nanterre ont pu agir en ce sens, en orientant leur action vers la contractualisation du travail, *via* l'obtention de mesures progressives permettant de cotiser et de recharger les droits au chômage.

CRÉER UN SYNDICAT DES PRÉCAIRES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Unifiées dans un cadre global commun, ces revendications visant l'alignement des conditions de travail des précaires sur la norme de l'emploi contractuel présentent l'intérêt majeur de ne pas trancher entre l'urgence de remédier à l'indigence de ces conditions et l'exigence de postes titulaires. Car c'est précisément en luttant pour la revalorisation massive des vacations et des faux temps partiels – lesquels, en l'état, sont autant de tentations pour un service public anémié par la désertion de l'État de recourir à une armée de réserve aisément corvéable – que les précaires contribueront à faire advenir les conditions d'une reconstruction du service public, adossée à des postes permanents. Agir pour la revalorisation, en somme, ne revient aucunement à « enterrer les statuts » de la fonction publique,

mais au contraire à rendre plus coûteux le choix de les démanteler.

Atteindre ces objectifs relève sans aucun doute de l'action syndicale. Seule à même de tenir durablement ensemble impératifs locaux et nationaux, une structure fédérant, sur la base du *travail*, le grand nombre de celles et ceux qui dans l'ombre contribuent à faire fonctionner l'Université apparaît indispensable. En mesure de porter une mémoire militante, d'assurer sa propre reproduction et sa déclinaison locale, de former et d'assumer une parole unitaire dans tous les cadres opportuns, un syndicat des précaires de l'enseignement supérieur et de la recherche est nécessaire. Sa réalisation n'est pas hors de portée, tant le besoin objectif d'une telle force semble rencontrer un état subjectif largement partagé parmi celles et ceux qui n'ont rien d'autre à perdre que l'incertitude et le pessimisme de leur condition. Les conjurer ne tient au fond qu'à la certitude que, comme ont coutume de le répéter les précaires de Nanterre organisés au sein du CECPN, « nous sommes le grand nombre ». ■

***Benjamin Riviale** est politiste. Il est doctorant en science politique à l'université de Paris-Nanterre. Il est membre collectif des enseignants chercheurs précaires de l'université Paris-Nanterre.



Un revenu pour les étudiants et étudiantes : miser sur l'avenir de la société !

Une jeunesse se préparant à son tour à l'accroissement des connaissances est une richesse pour le pays tout entier. Il est normal qu'elle puisse se former dans de bonnes conditions, et notamment qu'elle soit rémunérée pour pouvoir se consacrer entièrement à ses études. Ainsi la société mise sur son avenir.

PAR JEANNE PÉCHON*

La France compte plus de 2,7 millions d'étudiants. Pourtant, 20 % d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté et la moitié ne se consacrent pas pleinement à leurs études parce qu'ils sont obligés de se salarier pour les financer. Ce salariat étudiant participe au décrochage et à l'abandon du cursus universitaire de nombre d'entre eux. Il s'agit là de la première

« À l'inverse du projet libéral, les études, et au-delà la recherche, doivent permettre le libre développement des savoirs. »

cause d'échec à l'université et donc d'un gâchis pour la société, qui se prive ainsi d'une jeunesse formée et prête à relever les défis de demain. Dans leur activité d'études, les étudiants ne produisent pas de richesses, ne vendent pas leur force de travail et de fait ne sont pas exploités. Nous ne pouvons donc pas les considérer

comme des travailleurs. Quelle est leur place dans la société ? Ils sont de futurs travailleurs en formation. Cependant, nous ne pouvons pas les réduire à des travailleurs en devenir. Ce serait justifier le projet libéral voulant faire de l'université un lieu de formation professionnelle. Il appartient davantage à l'entreprise, *via* la formation en interne, de transmettre des compétences professionnelles.

À l'inverse du projet libéral, les études, et au-delà la recherche, doivent permettre le libre développement des savoirs. En acquérant un socle de connaissances, les étudiants se forment à élaborer à leur tour des savoirs. À l'inverse du projet libéral qui individualise la formation, nous pensons que les étudiants sont utiles à la société du fait qu'ils participent à élever le niveau général de connaissances et de qualification des travailleurs du pays. Une jeunesse formée qui peut se consacrer pleinement à ses études est une richesse pour la société. Instaurer un revenu pour les étudiants, basé sur un système de cotisations sociales prélevées sur la production de richesses, c'est miser sur l'avenir de la société en investissant dans la formation tout en mettant fin à la précarité étudiante. ■

*Jeanne Péchon est secrétaire nationale de l'Union des étudiantes et étudiants communistes (UEC).



« Retour au sommaire »

La France des jours heureux

Programme • Élections présidentielles 2022

Objectif N°3

La jeunesse, avenir de la France. Pour un pacte qui respecte les jeunes et engage la nation

Introduction : La jeunesse est une richesse collective. Loin d'être un « problème à traiter », elle est l'une des solutions à la crise qu'affronte le pays. C'est grâce à elle que se font jour des comportements nouveaux dans la société, que les batailles pour l'égalité des droits progressent, que l'on pourra dans le futur mettre fin au patriarcat, faire respecter la dignité humaine autant que nos ressources naturelles...

**33 - LA SÉLECTION À L'ENTRÉE DE L'UNIVERSITÉ
SERA SUPPRIMÉE** ▾

**34 - UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PUBLIC DIGNE
DE CE NOM SERA RECONSTRUIT EN FRANCE** ▾

**35 - LA POSSIBILITÉ DE PASSER LE BAC
PROFESSIONNEL SERA ÉTENDUE À QUATRE ANS,
AU LIEU DE TROIS ACTUELLEMENT** ▾

**36 - UNE RÉMUNÉRATION MINIMUM AU SMIC SERA
GARANTIE AUX ALTERNANT·E·S** ▾

**37 - UN REVENU, FIXÉ À 850 EUROS PAR MOIS,
POUR TOUS LES ÉTUDIANTS ET TOUTES LES
ÉTUDIANTES, SERA MIS EN PLACE** ▾

**38 - IL SERA MIS UN TERME AUX CONTRATS
PRÉCAIRES, AFIN D'EN FINIR AVEC LA
SUREXPLOITATION DES JEUNES ET DES FEMMES** ▾

**39 - LE NOUVEAU SERVICE PUBLIC DE L'EMPLOI ET
DE LA FORMATION PROPOSERA À CHAQUE JEUNE
ÉLOIGNÉ·E DU TRAVAIL, UNE FORMATION
QUALIFIANTE RÉMUNÉRÉE** ▾

**40 - UN PLAN PLURI-ANNUEL D'EMBAUCHES DANS
LA FONCTION PUBLIQUE SERA MIS EN OEUVRE** ▾

**41 - L'ENSEMBLE DES AIDES PUBLIQUES AUX
ENTREPRISES SERA CONDITIONNÉ À L'EMBAUCHE
DE JEUNES EN CONTRAT À DURÉE INDÉTERMINÉE
(CDI) ET À LA FORMATION PROFESSIONNELLE** ▾

**42 - LE REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA)
SERA OUVERT AUX MOINS DE 25 ANS** ▾

**43 - UN DROIT AU LOGEMENT SERA RENDU
EFFECTIF, AVEC LA CONSTRUCTION DE
LOGEMENTS CROUS DESTINÉS AUX ÉTUDIANT·E·S** ▾

**44 - LE DROIT À LA MOBILITÉ DEVIENDRA
EFFECTIF, AFIN DE FACILITER L'ACCÈS À LA
FORMATION, À L'EMPLOI ET AUX LOISIRS** ▾

**45 - LES PRATIQUES SPORTIVES ET CULTURELLES
DES JEUNES SERONT DÉVELOPPÉES** ▾

**46 - DES MAISONS DE LA JEUNESSE SERONT
CRÉÉES DANS LES COMMUNES, SOUS L'ÉGIDE DU
MINISTÈRE DE LA JEUNESSE** ▾

Une jeunesse étudiante féministe en pratique

Résultats de deux enquêtes dédiées aux appropriations du féminisme par les étudiantes et étudiants en Nouvelle-Aquitaine.

PAR VIVIANE ALBENGA ET JOHANNA DAGORN*

La quatrième vague du féminisme mobilise les jeunes à l'échelle internationale. Les générations vingtenaires, voire adolescentes, sont pleinement partie prenante des manifestations du 8 mars liées à la grève féministe en Espagne et en Argentine, pour citer deux pays où cette grève s'est déployée massivement depuis plusieurs années. Si la France semble dépourvue à ces jours de ces mobilisations massives, si on excepte la manifestation d'ampleur historique du 23 novembre 2019, comment le féminisme s'est-il diffusé, comment a-t-il infusé dans les jeunes générations, sans forcément susciter un militantisme collectif ?

En nous basant sur les résultats de deux enquêtes dédiées aux appropriations du féminisme par les étudiantes et étudiants en Nouvelle-Aquitaine, nous montrerons comment cette population définit le féminisme et s'y éduque. La jeunesse ne se réduit pas aux étudiants et, parmi ceux-ci, de fortes inégalités sociales les différencient. Nous avons pris en compte la variable du travail salarié dans l'enquête, ainsi que l'expérience des discriminations (raciste, homophobe, trans-

phobe). Nous montrerons tout d'abord les appropriations concrètes du féminisme comme résistances pratiques au harcèlement et aux violences sexistes et sexuelles avant de questionner les enjeux d'un féminisme qui se définit comme pratique et quotidien.

La méthodologie employée est basée sur deux enquêtes par questionnaire numérique auprès d'étudiantes et d'étudiants, qui ont recueilli 2 261 réponses utilisables (400 en 2019, 1 861 en 2020), dont 4 % d'hommes, complétées par cinq entretiens collectifs avec des étudiantes et deux entretiens avec des collectifs féministes étudiants, ainsi que quinze entretiens individuels (dont trois avec des hommes) avec des étudiants qui préféreraient l'entretien individuel à l'entretien collectif. Ces quinze personnes appartiennent majoritairement aux classes populaires (plusieurs ont des pères ouvriers) ou moyennes.

DES ÉTUDIANTES DAVANTAGE CONSCIENTES DES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

L'enquête a permis de mettre en évidence la prégnance du sujet des violences sexistes et sexuelles dans la définition du féminisme. Dans les réponses au questionnaire, le féminisme correspond à l'égalité entre les sexes pour plus de 75 % des personnes interrogées, par comparaison avec l'abolition du genre ou la complémentarité entre les sexes, recueillant respectivement 10 % de réponses. Parmi les causes prioritaires citées, on trouve la lutte contre le sexisme et la culture du viol en premier lieu (pour 54 % d'entre elles). Viennent ensuite les violences (22 %), et la lutte contre les inégalités salariales (près de 10 %). Du côté des étudiants, tous ont placé la lutte contre les violences en premier. En outre, la dénonciation du sentiment de discrimination sexiste est élevée

« Depuis #MeToo, le comportement des étudiantes a changé : avant elles évitaient des lieux par peur du harcèlement et "faisaient avec malgré tout" au moyen de procédés majoritairement individuels. Désormais, elles s'entraident entre filles. »

dès l'âge de 18 ans et dès le niveau de la première année de licence pour toutes les filières (plus de 60 %), même si elle augmente (à plus de 70 %) pour les étudiantes de *master* et celles qui ont plus de 23 ans. Ce constat montre que les étudiantes en lettres et sciences humaines de l'enquête sont une population sensibilisée au sexisme dès le début de leurs études, ce que l'expérience étudiante vient renforcer par plusieurs aspects : expériences de harcèlement dans l'espace public, sentiment d'insécurité sur le campus, exposition à un discours féministe par la sociabilité étudiante, sur les réseaux sociaux et en dehors, par les affichages et collages. En revanche, il serait erroné de conclure à un effet générationnel homogène par influence des réseaux sociaux : lors des entretiens individuels, deux étudiantes sur quinze ne connaissent pas #MeToo et ne fréquentent les réseaux sociaux que pour des centres d'intérêt loin de l'actualité. Par ailleurs, l'expérience de la discrimination raciste renforce la probabilité d'avoir vécu des violences sexistes et sexuelles, quelle que soit leur gravité : 80 % des étudiantes qui ont vécu des discriminations racistes ont subi des regards envahissants, contre 70 % du reste de l'échantillon ; 26 %, des contacts non désirés, contre 18 % ; enfin 6 %, des viols ou tentatives de viol, contre 3 %. Ces étudiantes sont un peu plus désireuses que la moyenne de s'engager dans un mouvement féministe.

Du côté des hommes, les réactions des étudiants âgés de 18 à 27 ans que nous avons recueillis *via* le questionnaire viennent également nuancer l'hypothèse d'effets massifs post #MeToo. La plupart des commentaires qu'ils laissent anonymement à la fin du questionnaire montrent que les représentations du féminisme comme d'un « extrémisme » ont la peau dure.

La comparaison de l'avant et l'après #MeToo fait cependant clairement apparaître des effets pratiques dans les résistances aux violences sexistes et sexuelles. Les étudiantes dénoncent davantage les faits qui se produisent dans l'espace public. Depuis #MeToo, leur comportement a changé : avant, elles évitaient des lieux par peur du harcèlement et « faisaient avec malgré tout » au moyen de procédés majoritairement individuels (vêtements neutres, coupures sensorielles, mimes d'une conversation téléphonique pour marquer leur non-disponibilité face aux agresseurs). Désormais, elles s'entraident entre filles : lorsqu'elles voient une autre fille harcelée dans l'espace public, elles interviennent en faisant semblant

« Cet engagement féministe diversifié des jeunes générations sur le thème des violences sexistes et sexuelles, s'il témoigne d'une vitalité du mouvement féministe, soulève cependant la question de l'absence de transmission intergénérationnelle au sein du féminisme. »

de la connaître. La solidarité se manifeste par ailleurs lors du dépôt de plainte à la police en cas de viol ou de tentative de viol. Entre amies, par des associations étudiantes ou *via* des groupes dédiés sur les réseaux sociaux, elles se conseillent pour porter plainte et se renseignent sur les commissariats les plus décourageants.

Un point aveugle important demeure la plus difficile dénonciation des violences vécues dans l'espace privé, qu'il s'agisse d'inceste, de violences dans une relation de couple ou commise par un proche. La difficulté peut être d'identifier les violences autres que sexuelles et physiques, telles que les violences psychologiques ou économiques, socialement et médiatiquement moins visibles. Mais un autre élément intervient dans les récits d'étudiantes : le déni de l'entourage face à une agression commise par un pair appartenant au même groupe d'amis.

Cette plus grande dénonciation des violences et la résistance en pratique au harcèlement dans l'espace public s'inscrivent dans un féminisme qui revendique d'être avant tout pratique, sans besoin de fondement théorique.

DE LA JUSTIFICATION D'UN FÉMINISME ACCESSIBLE THÉORIQUEMENT À L'ABSENCE DE MÉMOIRE DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT FÉMINISTE

Les étudiantes révèlent des références féministes essentiellement artistiques et culturelles, issues de leurs consommations médiatiques au sens large ou encore de la culture scolaire acquise dans le secondaire.

Emma Watson, interprète du personnage d'Hermione dans *Harry Potter* et publiquement engagée pour le féminisme, est de très loin la figure féministe choisie en premier (à hauteur de 40 %), alors que la seconde référence, loin derrière, ►►

►► est Simone de Beauvoir (14 %) et que la théoricienne Judith Butler ne recueille que 3,5 % des réponses.

Les mentions de Simone de Beauvoir, Adèle Haenel et Virginie Despentes permettent peut-être de nuancer l'idée d'un refus de théorie, étant donné que ces trois artistes ont également joué un rôle de théorisation ou d'intermédiaire dans la diffusion des théories féministes. Adèle Haenel et Virginie Despentes proposent un discours nourri de sciences sociales. Cependant, les entretiens individuels montrent qu'Adèle Haenel marque davantage les étudiantes par son geste de protestation – s'être levée en clamant « la honte ! » lors de la cérémonie des César récompensant Polanski – que par son discours dans *Mediapart* sur les violences qu'elle a subies. La performance féministe est un élément marquant *via* les réseaux sociaux également, comme en témoigne l'exemple fréquemment cité en entretien d'Irène, une instagrammeuse qui s'est fait connaître en sortant sans protections périodiques pendant ses menstruations dans les rues de Paris, afin de revendiquer la gratuité de ces protections. Elle a partagé les photos de ses vêtements tachés ainsi que les réactions des passants. Son livre récent, *La Terreur féministe* (Divergences, 2021), qui fait le récit de recours à la violence par des féministes (de femmes victimes de violences en situation de légitime défense jusqu'aux suffragistes), est lu par des étudiantes engagées dans des collectifs féministes comme par des étudiantes dont l'activisme est concentré sur les réseaux sociaux. Cette occupation de l'espace public par Adèle Haenel ou Irène sous la forme de la performance féministe peut être mise en relation avec l'activisme des « collages féministes ». Ce groupe manifeste son refus de l'élitisme dans de courtes phrases élaborées avant d'être collées sur les murs dans l'espace public. Dans l'entretien collectif réalisé avec collages féministes Bordeaux, la dimension éducative des collages, censés s'adresser à « n'importe qui », est clairement revendiquée.

Il est particulièrement intéressant à ce sujet de constater que la dimension éducative est explicitement formalisée par presque toutes les étu-

diantes interrogées comme étant particulièrement politique, au sens où elle constituerait un vecteur essentiel du changement social. D'après les étudiantes, les sujets du féminisme et de la cause LGBTI nécessitent une diffusion par capillarité, de personne à personne, en interpellant quotidiennement l'entourage lors des échanges les plus banals. Un militantisme quotidien serait préférable à des manifestations, lesquelles sont souvent évitées par peur des violences policières, d'après ce qui nous a été confié en entretiens individuels. Ainsi de cette étudiante qui déclare :

« Tout ce qu'on voit avec les gens qui se font tabasser pour x ou y raisons et souvent sans raison d'ailleurs... ça ne donne pas du tout envie d'aller en manifestation et je pense que c'est le but aussi. »

« Parmi les causes prioritaires citées, on trouve la lutte contre le sexisme et la culture du viol en premier lieu (pour 54 % d'entre elles). Viennent ensuite les violences (22 %), et la lutte contre les inégalités salariales (près de 10 %). »

Cet engagement féministe diversifié des jeunes générations sur le thème des violences sexistes et sexuelles, s'il témoigne d'une vitalité du mouvement féministe, soulève cependant la question de l'absence de transmission inter-générationnelle au sein du féminisme. L'absence de recul historique se manifeste particulièrement au sujet de #MeToo, perçu comme un mouvement féministe absolument nouveau par les étudiantes qui ignorent le rôle de la deuxième vague féministe dans le

dévoilement des violences, jusqu'aux plus intimes. En outre, les associations féministes de longue date apparaissent souvent comme des institutions difficiles d'accès. L'enjeu politique est selon nous d'arriver à créer les conditions d'une action féministe qui réunisse les acquis de toutes les générations, à l'instar des groupes de parole mis en place cette année à Sciences Po Bordeaux par l'association féministe étudiante Sexprimons-nous, en collaboration avec une association féministe spécialisée. Ce travail en commun favorise la transmission des expériences et des savoirs d'une manière plus horizontale, qui semble incontournable pour s'adresser aux jeunes féministes. ■

***Viviane Albenga** est sociologue. Elle est maîtresse de conférences en sociologie à l'université de Bordeaux.

Johanna Dagorn est docteure en sciences de l'éducation de l'université de Bordeaux.

Éducation à la sexualité et mobilisations lycéennes : les mésaventures scolaires de la lutte sexuelle des jeunes

Depuis 1968, refusant les attendus de l'enseignement officiel de la sexualité, des élèves se rebiffent et font entendre leur voix. Si l'État parvient à imposer l'obligation de l'éducation sexuelle dans le plan d'études scolaire en 1998, les mouvements d'opposition religieuse persistent à faire entendre leur contestation avec quelques succès, et l'éducation à la sexualité échappe en partie aux agents de l'institution scolaire.

PAR GAUTHIER FRADOIS*

La dernière circulaire du ministère de l'Éducation nationale portant sur l'éducation à la sexualité (Blanquer, 2018) ne parle ni d'amour ni de plaisir et expurge de l'instruction primaire la « dimension sexuelle *stricto sensu* à l'école élémentaire » pour faire taire la rumeur d'un apprentissage de la masturbation dans les classes. Mais que reste-t-il alors dans ce texte ? Les compétences psychosociales, la prévention, la morale contractuelle, encore un zeste de prévention... L'école française aurait-elle exclu Aphrodite de ses classes ? L'asepsie de telles prescriptions réglementaires ne doit pourtant pas voiler la diversité de l'offre associative

qui concourt à cette politique scolaire. En effet, l'éducation à la sexualité échappe en partie aux agents de l'institution scolaire. De nombreuses associations participent à sa mise en œuvre dans les établissements scolaires. Si l'État parvient à imposer l'obligation de l'éducation sexuelle dans le plan d'études scolaire en 1998, les mouvements d'opposition religieuse persistent à faire entendre leur contestation, avec quelques succès. Ainsi, des groupes d'adultes portant des jugements de valeur antagonistes aux accents émotionnels se mobilisent et rivalisent pour imposer aux enfants et aux adolescents scolarisés des normes de conditionnement des pulsions sexuelles. Mais parfois, refusant les attendus de l'enseignement officiel de la sexualité, les élèves se rebiffent et font entendre leur voix.

En mars 2002, l'exubérance sexuelle de la jeunesse perturbe la sérénité du prestigieux lycée parisien Henri-IV. Trois garçons et deux filles en classe préparatoire et en terminale, dont une mineure, posent nus sur la couverture de leur journal lycéen, *Ravaillac*. Une bandelette de papier adhésif amovible recouvre leur sexe. Intitulé « Du cul, du cul, du cul », le numéro traite en vingt-huit pages et pour un euro, de pornographie, d'homosexualité, de contraception, de prostitution, des rapports sociaux de sexe. Une autre éducation sexuelle y est revendiquée, au- ►►

« La politique scolaire de l'éducation sexuelle se construit au début des années 1970 contre les entreprises de subversion des rapports de domination scolaire et la parole profane émergente des élèves. »

► delà des frontières du savoir biologique et de la prévention médicale, dans le méli-mélo des plaisirs et de ses représentations. Le proviseur en interdit la libre diffusion, soucieux de la « protection de la jeunesse », les mineurs de l'établissement. Il propose la tenue d'un débat sur la sexualité, ouvert aux élèves majeurs et aux mineurs munis d'une autorisation écrite de leurs parents. Refusant la censure et renvoyés du lycée, les pornographes exhibitionnistes de *Ravaillac* sollicitent l'association nationale de la presse d'initiative jeune, J. Presse, pour les défendre. L'affaire passe en justice : le tribunal administratif annule l'interdiction du proviseur pour excès de pouvoir. La cour administrative d'appel de Paris confirme en 2004 cette décision et reconnaît la portée critique du numéro. Cet échange de coups entre élèves et administration pour définir le contenu de l'éducation sexuelle n'a rien d'inédit. La première circulaire réglementant l'éducation sexuelle scolaire, publiée en juillet 1973, portait déjà la marque des affrontements générationnels passés.

« Promulguée le 23 juillet 1973, la circulaire Fontanet introduit un enseignement sur le fonctionnement anatomique et physiologique de la procréation humaine dans les programmes de sciences naturelles des classes de 6^e et de 5^e. Elle délègue à des associations de conseil conjugal, catholiques pour la plupart, l'éducation à la responsabilité sexuelle. »

SURGISSEMENT DE LA PAROLE DES JEUNES

Dans l'effervescence de la crise de mai 68 et l'humeur insurrectionnelle qui succède, la sexualité s'invite dans les revendications lycéennes et étudiantes. Les affrontements physiques et symboliques dans les établissements scolaires participent d'une crise multisectorielle des rapports d'autorité sociale. Dans l'institution scolaire, comme dans bien d'autres institutions, le consentement à la domination s'effrite et les profanes revendiquent la légitimité de leur parole : « C'est

ainsi qu'à Montpellier, au lycée du Mas-de-Tesse, les cours confiés à un médecin sous le patronage des deux associations de parents d'élèves, après avoir fonctionné sans heurts pendant une année, se sont trouvés mis en question comme édulcorés, timorés et orientés dans un sens réactionnaire. Après de nombreuses séances, la commission désignée par la CP [commission permanente] n'a pas pu se mettre d'accord et les élèves de terminale ont pris l'initiative d'organiser sans participation d'adultes un débat sur *La Révolution sexuelle* de Wilhelm Reich. D'où incident » (compte rendu de la réunion du 17 mai 1971 de l'inspection générale chargée de la vie scolaire).

Cette observation de l'inspection générale témoigne du problème posé par la politisation de la sexualité. La politique scolaire de l'éducation sexuelle se construit au début des années 1970 contre les entreprises de subversion des rapports de domination scolaire et la parole profane émergente des élèves dénonçant les « lycées casernes » et les « CET usines ». Après l'élan contestataire des grèves et des manifestations de mai 68, les trois ministres de l'Éducation nationale successifs s'évertuent à réfréner l'agitation politique qui perdure dans les lycées et les universités. Le développement des comités d'action lycéens structure le mouvement. Y circule ainsi un tract intitulé : *Apprenons à faire l'amour. Car c'est le chemin du bonheur ! C'est la plus merveilleuse façon de se parler et de se connaître*. Écrit en février 1971 par le « comité d'action pour la libération de la sexualité », il réplique aux sanctions scolaires prises à l'égard de deux lycéens pour s'être embrassés dans leur établissement, un lycée mixte à Corbeil-Essonnes. Ce texte, d'inspiration freudomarxiste, célèbre les plaisirs de la sexualité et invite à leur apprentissage par la pratique. Il explique le fonctionnement de la verge, du clitoris, des zones érogènes, de l'orgasme, du coït et de la contraception, présente l'intérêt de la masturbation pour « combler le vide d'une heure de classe ou d'une soirée ennuyeuse » et encourage « les relations sexuelles, du baiser au coït en passant par les caresses les plus variées ». Par cette action de propagande, le comité veut lutter contre l'impuissance et la frigidité, en somme, la misère sexuelle.

RETOUR À UN ORDRE DE FAÇADE

Le tract est associé au nom de Jean Carpentier, médecin généraliste installé dans la municipalité

communiste de Corbeil-Essonnes. Né en 1935, il appartient à la génération politisée par les luttes anticoloniales (guerre d'Algérie puis comité Vietnam). Ses deux parents sont médecins. Neveu de Jacques Solomon, chercheur en physique théorique et marié à la fille du physicien Paul Langevin, militant au Parti communiste dès 1934, résistant proche de Georges Politzer, fusillé comme lui en 1942, il est issu par sa mère d'une famille d'intellectuels juifs communistes. Son père est maire d'un village des Alpes-Maritimes de 1945 à 1961, puis dirige le dispensaire médical du journal *L'Humanité*. Jean Carpentier étudie la médecine à Paris et milite à l'Union des étudiants communistes. Il est exclu du Parti communiste français en 1966 lorsque celui-ci confisque l'autonomie conquise par la jeunesse communiste dissidente. Il reconvertit ses savoir-faire militants dans les groupes d'extrême gauche nés de la crise des mouvements de jeunesse, chrétienne et communiste. Maoïste engagé dans le mouvement antipsychiatrique, il fait figure d'agitateur de la jeunesse. En réaction au scandale provoqué par le tract, le conseil régional de l'Ordre des médecins le condamne à un an de suspension d'exercice professionnel pour n'avoir pas, en sa qualité de médecin, « craint d'inciter, par une propagande publique à la porte d'établissements scolaires, de jeunes enfants à se livrer, sans aucun frein, à la débauche, sous toutes ses formes ». La circulation du tract au sein des lycées excite suffisamment la presse pour que le ministre de l'Éducation nationale, Joseph Fontanet, rassure l'Hémicycle en 1972 sur le maintien de l'ordre scolaire. De multiples plaintes d'associations de parents d'élèves sont déposées contre ce manifeste jugé amoral et incitatif. Le problème prend de l'ampleur lorsqu'une jeune enseignante de philosophie est sanctionnée en décembre 1972 pour l'avoir lu en classe de terminale. D'assemblées générales en manifestations, la mobilisation s'amplifie et la presse s'empare de l'affaire.

TOUJOURS EN VIGUEUR : LA CIRCULAIRE FONTANET

La figure sulfureuse du docteur Carpentier trouble jusqu'aux réunions du groupe de travail ministériel chargé de préparer une circulaire sur l'éducation sexuelle. Le « sensualisme » du tract et « la violence morale » qu'il exerce à l'encontre des élèves y sont réprochés. On lit également « pour l'édification des membres du

groupe, quelques passages du petit livre rouge », manuel d'initiation à la révolte scolaire, publié en 1969 au Danemark, traduit et imprimé en 1971 à Lausanne par des militants trotskystes et distribué clandestinement dans les lycées après son interdiction en France par le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin. Promulguée le 23 juillet 1973, la circulaire Fontanet introduit un enseignement sur le fonctionnement anatomique et physiologique de la procréation humaine dans les programmes de sciences naturelles des classes de 6^e et de 5^e. Elle délègue à des associations de conseil conjugal, catholiques pour la plupart, l'éducation à la responsabilité sexuelle, facultative, sous le contrôle du chef d'établissement et soumise à une approbation parentale. Partisan d'une décentralisation administrative de l'institution scolaire et fidèle soutien de l'enseignement libre, le ministre Joseph Fontanet consacre le respect du pluralisme religieux des familles, alors que s'amplifient les mobilisations féministes pour libéraliser l'avortement et que les avortements illégaux se multiplient. En riposte à cette « mascarade officielle », des lycéens se mobilisent pour produire et contrôler une offre lycéenne d'éducation sexuelle, avec le soutien du Mouvement français pour le planning familial, du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception, et de l'École émancipée notamment. Militants au Parti socialiste unifié, à l'Alliance marxiste révolutionnaire et sympathisants du journal *Antinorm* publié par le Front homosexuel d'action révolutionnaire annoncent ainsi la fondation d'un centre lycéen d'information sexuelle, en janvier 1974. Cette initiative échoue à s'institutionnaliser et la parole des profanes à s'imposer dans les établissements scolaires. Partie prenante d'un mouvement général de remise en ordre politique et morale, la circulaire Fontanet conditionne le mode opératoire (toujours actuel) de l'éducation sexuelle, en arrimant les interventions en classes à la logique concurrentielle d'un marché associatif, hors de la compétence des agents de l'institution scolaire, profanes ou professionnels. En fermant l'espace des possibles, elle a réduit également celui des pensables. ■

*Gauthier Fradois est politiste. Il est docteur en science politique de l'université Paris-Nanterre.

Mobilisation des jeunes : l'exemple de Grigny

Par leur engagement et leur mobilisation les jeunes ont contribué à une dynamique d'accompagnement des habitants en particulier durant la crise sanitaire.

ENTRETIEN AVEC **ANAÏS KÖSE***

© Dans la ville la plus jeune de l'Essonne, comment les jeunes participent-ils à la vie de la cité ?

À Grigny on se souvient de la période du confinement, pendant laquelle la mobilisation des jeunes a été remarquable. Par leur engagement et leur mobilisation, ils ont pleinement contribué à une dynamique d'accompagnement des habitants durant cette crise, tant au niveau sanitaire que social. Je me souviens encore des jeunes joueurs et entraîneurs de l'union sportive de Grigny prêtant main forte aux élus et aux agents de la ville pour distribuer des masques à chacun et chacune dans tous les quartiers de la ville. On se souviendra de ces jeunes qui par leur dévouement ont contribué à donner sens au service public et à la reconnaissance qu'il mérite. Au-delà de la distribution de masques, je me souviens des jeunes de Grigny 2 (la plus grande copropriété d'Europe), qui se sont mobilisés chaque samedi pour nettoyer leur quartier, sensibiliser les habitants à garder leur environne-

ment propre et à ne pas jeter leurs déchets par la fenêtre. Identifiables à leur gilet jaune, ils donnaient l'exemple pour que tout le monde puisse vivre dans un bon cadre de vie. La mobilisation des jeunes de Grigny s'est manifestée aussi dans le cadre de la lutte des villes populaires contre la pauvreté. La crise sanitaire a fait exploser la précarité. Nous n'oublions pas les images d'étudiants faisant la queue devant les associations solidaires pour se nourrir. Face à ces besoins, les jeunes ont massivement investi les associations solidaires de la ville.

© Comment faire en sorte que ces jeunes puissent se mobiliser pour le service public et l'intérêt général au-delà de cette période aiguë de la crise ?

C'est tout l'objet de réflexion que nous menons avec le maire, les élus et les services de la ville. La ville de Grigny a longtemps compté des conseils municipaux de collégiens et d'enfants. Créé en 2011, le premier réunissait trente élèves des trois collèges grignois. Le conseil municipal des enfants comptait quarante élèves issus des différentes écoles élémentaires. Ces instances avaient pour rôle de permettre aux enfants d'accéder à l'information, de débattre sur les politiques municipales, d'agir, de faire émerger des idées et de les concrétiser. Ces enfants et ces jeunes sont les citoyens de demain, ceux qui prendront notre place, il est important de nous engager pour eux tous les jours, de les accompagner, de les écouter et de faire d'eux peu à peu des acteurs et des actrices de notre ville. Cette année, le mandat impulsé par le maire Philippe Rio accorde une place importante aux

« Les jeunes sont les citoyens de demain, ceux qui prendront notre place, il est important de nous engager pour eux tous les jours, de les accompagner, les écouter et faire d'eux peu à peu des acteurs et actrices de notre ville. »

étudiants. La casse de l'enseignement supérieur et les lois contre la recherche ont poussé l'instance politique la plus proche des habitants, la mairie, à pallier le désengagement de l'État en proposant aux étudiants une aide et un accompagnement. C'est ainsi qu'est né le « pack étudiant », composé d'un coup de pouce financier et d'informations concernant la santé, l'accès aux droits et la mobilité internationale. Peu de villes ont pris ce genre d'initiative, se satisfaisant d'en laisser le monopole à l'État ou à la région.

L'équipe municipale a mené une importante réflexion sur la manière dont toutes les générations de notre ville pouvaient contribuer à son épanouissement. Le label « Cité éducative » dont bénéficie la ville de Grigny et qui accompagne la réussite des 0-25 ans nous a naturellement orientés vers l'idée de créer un comité d'usagers qui permettra de réunir élèves, collégiens, lycéens et étudiants afin qu'ils puissent

« Penser avec les jeunes, pour les jeunes, ce n'est jamais perdre son temps que d'inclure les jeunes à l'activité politique. »

échanger, s'informer et donner du sens aux actions municipales. Ainsi peut s'opérer une transmission à la nouvelle génération, à la relève, tout en faisant de leur voix une voix d'ores et déjà légitime et audible.

Nous relèverons ce défi de réunir les générations et d'en faire notre force. Penser avec et pour les jeunes, leur présenter nos politiques, les informer des dispositifs de la ville, permettre aux plus grands de soutenir les plus petits, les laisser s'exprimer, proposer des initiatives, se mobiliser, expliquer parfois des choses toutes simples, pourquoi par exemple le maire dépose une gerbe à l'anniversaire de dates historiques : ce n'est jamais perdre son temps que d'inclure les jeunes à l'activité politique. ■

***Anais Kôse** est conseillère municipale déléguée, chargée de la réussite lycéenne et étudiante à Grigny.



Renforcer le pouvoir d'agir des jeunes générations

Interroger le sens, les formes et les représentations que les jeunes donnent à leurs engagements, et adapter les politiques publiques en conséquence afin de renforcer leur pouvoir d'agir. L'éducation populaire, un levier indispensable.

PAR HÉLÈNE BIDARD*

La participation des jeunes à la société est souvent analysée sous le prisme d'un constat en apparence paradoxal : ils sont plus nombreux que les autres générations à s'abstenir lors des élections, mais investissent d'autres formes d'engagement parfois plus massivement. Pour autant, il manque bien souvent à cet engagement une dimension d'organisation collective en mesure de tisser des liens avec les institutions politiques pour le rendre plus efficace. À nos yeux, soutenir l'investissement politique et citoyen des nouvelles générations passe par l'éducation populaire.

Si 84 % des moins de 25 ans se sont par exemple abstenus lors des élections régionales de 2021, nous savons également que, l'année précédente, 40 % des 18-30 ans avaient donné de leur temps pour du bénévolat au sein d'une association ou d'une organisation, 47 % avaient signé une pétition en ligne ou participé à la défense d'une cause sur les réseaux sociaux, et près d'un jeune sur cinq avait pris part au moins une fois à une

manifestation, une grève ou une occupation de l'espace public. À l'évidence, la jeunesse est loin d'être désengagée ou désintéressée de la chose publique. Dès lors, plutôt que de lancer de sempiternelles campagnes d'incitation au vote – stratégie qui peine à convaincre la jeunesse –, n'est-il pas plus pertinent d'interroger le sens, les formes et les représentations que les jeunes se font de leurs engagements, et d'adapter nos politiques publiques en conséquence, afin de renforcer leur pouvoir d'agir et de retisser ainsi un lien en apparence distendu avec les institutions ? À cette fin, un prérequis semble indispensable : comprendre les aspirations des jeunes ainsi que les luttes et modes d'action dans lesquels ils et elles s'investissent.

DES ENGAGEMENTS ET DES MOBILISATIONS PLURIELS

En la matière, l'ouvrage de Valérie Becquet et Paolo Stuppia, *Géopolitique de la jeunesse : engagement et (dé)mobilisations* (Le Cavalier bleu, 2021), propose une grille de lecture intéressante. Les sociologues distinguent quatre grandes causes et moteurs d'engagement chez les jeunes, qui parfois se complètent, voire se confondent : les causes démocratiques dans le sillage de l'alternant mondialisme avec l'aspiration à un nouveau modèle de société libéré des intérêts économiques et financiers (Nuit debout) ; les causes environnementales (marches pour le climat) ; les causes civiques concernant les droits des minorités et la lutte contre les discriminations (#MeToo, #BlackLivesMatter) ; enfin, les causes liées aux conditions de vie des jeunes et « propres à leur classe d'âge », qui recourent aussi bien les ques-

« Redonner une place à l'intelligence collective, au partage et à la transmission de connaissances, au sein d'un univers pensé comme un espace de consommation de relations sociales et de "temps de cerveau disponible". »

tions liées à l'éducation (manifestations lycéennes et étudiantes) que celles liées aux inégalités territoriales (protestations urbaines). Selon les causes, et même au sein de chacune d'entre elles, les modes opératoires de revendication et d'action ne sont pas les mêmes. Différentes nuances de radicalité peuvent s'exprimer – marche déclarée, contre-sommet, constitution d'une ZAD, voire appel à des formes de désobéissance civile – et certaines mobilisations sont ou se sont structurées autour de collectifs, de syndicats, d'associations et de porte-paroles, quand d'autres sont davantage spontanées, plus ponctuelles, plus horizontales et moins hiérarchisées, à l'image de Nuit debout ou encore des protestations urbaines. Ces dernières d'ailleurs expriment également une frustration sociale dont il faut pouvoir tenir compte – environnement défavorisé, système méritocratique illusoire, conditions de vie dégradées, contrôles au faciès récurrents : la liste est longue de ces « éléments qui pèsent objectivement sur le *destin social* des jeunes générations », comme le soulignent les deux sociologues. Ce panorama des mobilisations permet de comprendre la dynamique et le mouvement, chez les jeunes, de prise de conscience des inégalités à l'œuvre dans la société. La jeunesse ne se contente plus de les subir : elle les interroge, les met en perspective les unes avec les autres et entend bien le faire savoir. Plutôt que de traiter de « wokisme » les motifs de révolte et d'engagement des jeunes, posons-nous plutôt la question de la capacité des pouvoirs publics à répondre à ces aspirations, et à déployer un cadre d'action publique qui en favorise tout à la fois l'expression et la prise en compte.

UN PUZZLE D'INITIATIVES LOCALES POUR FAVORISER LA PARTICIPATION DES JEUNES

De nombreuses collectivités territoriales ont mis en place des dispositifs, aides, structures ou instances pour susciter, renforcer ou accompagner l'engagement des jeunes ; du moins, une certaine forme d'engagement perçue comme un moyen de développer leur autonomie et leur citoyenneté. Côté institutionnel, dans une logique de démocratie participative et d'acquisition d'une forme de citoyenneté politique, les conseils de jeunesse

« L'éducation populaire est un processus continu visant l'émancipation collective des individus et l'acquisition de dispositions et de compétences affranchies des urgences pratiques et des tracas du quotidien. »

se sont ainsi multipliés à différents échelons territoriaux, selon différentes formes et modalités de fonctionnement. D'une instance à l'autre, les prérogatives et marges d'action sont très hétérogènes et oscillent entre un rôle consultatif, association à l'élaboration des politiques publiques, et mise en œuvre de projets en propre, à l'instar du conseil parisien de la jeunesse, qui est sollicité tout au long de l'année à propos de projets et perspectives de politiques publiques pour avis, mais dispose également de la faculté d'initier chaque année une campagne de communication sur le

sujet de son choix ou encore de présenter un vœu au conseil de Paris. Pour favoriser cette dynamique et lui donner une envergure plus importante, quatre cents collectivités territoriales se sont regroupées en réseau avec une quinzaine de mouvements de jeunesse et d'éducation populaire au sein de l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (ANACEJ), dans laquelle a été institué un « comité jeune », constitué de membres représentatifs des conseils territoriaux de jeunesse.

Concernant les dispositifs mis en place par les pouvoirs publics, la philosophie est différente. Ils fonctionnent davantage dans une logique d'incitation à l'engagement et d'acquisition d'une forme de citoyenneté civile. À titre d'exemple, la ville de Paris déploie le dispositif « quartiers libres » pour les 16-30 ans, qui permet l'accompagnement et l'octroi d'une aide financière allant jusqu'à 1 500 euros pour la création d'une association et le développement d'un projet local de solidarité. À l'échelle nationale, mais aussi à l'échelon local, nous retrouvons dans cette catégorie les programmes de volontariat en service civique.

Concernant les aides et les structures, la logique est plutôt celle de la transmission d'information dans une perspective d'acquisition d'une forme de citoyenneté juridique. Ce sont les points d'information jeunesse, les conseils régionaux d'information jeunesse (CRIJ), les espaces jeunes ou encore les points d'accès aux droits des jeunes. L'objectif poursuivi, même si ce n'est pas le seul, est de renforcer la capacité d'action des jeunes par la connaissance et l'usage de leurs droits et des aides qui leur sont destinées.

Toutes ces initiatives, plus ou moins formelles ou innovantes, ont néanmoins une faiblesse ►►

- ▶▶ intrinsèque : elles s'inscrivent dans une certaine verticalité des rapports entre jeunes et institutions (principe de tutorat, d'accompagnement de projet par des professionnels adultes, etc.), tandis que les mobilisations de jeunesse que nous avons citées se caractérisent davantage, dans leur ensemble, par une démarche horizontale, parfois jusque dans leur organisation. Renforcer le pouvoir d'agir des jeunes doit donc passer par une politique publique de jeunesse qui tienne compte de ce paramètre. Elle tient selon nous en deux mots : éducation populaire.

L'ÉDUCATION POPULAIRE : OUTIL D'ACTION PUBLIQUE AU SERVICE DU POUVOIR D'AGIR DES JEUNES GÉNÉRATIONS

L'éducation populaire est un processus continu visant l'émancipation collective des individus et l'acquisition de dispositions et de compétences affranchies des urgences pratiques et des tracas du quotidien. Elle enrichit le capital humain de chacune et chacun par la formation d'un rapport réflexif et distancié au monde afin de pouvoir agir sur lui, et ce en dehors des cadres d'apprentissage traditionnels que sont les études ou le travail notamment. Dans une contribution à la revue *Progressistes* (décembre 2021), nous avons déjà montré que la mise en place d'une société du temps libre était une condition indispensable au déploiement d'une véritable politique publique d'éducation populaire. Favoriser le temps libre, c'est permettre aux jeunes d'avoir plus de temps pour, entre autres mais non exclusivement, défendre les causes qui leur tiennent à cœur et s'y engager pleinement, et renforcer ainsi leur pouvoir d'agir. L'éducation populaire est ainsi tout à la fois un cadre, un outil et une philosophie de l'action publique pour favoriser le renforcement du pouvoir d'agir des jeunes générations. Il s'agit par exemple d'expérimenter de nouveaux lieux et formats de débats, de confrontation des idées, d'apprentissage démocratique par l'expression et la mise en œuvre concrètes de valeurs au quotidien, et de développer massivement des espaces de partage de pratiques et d'expériences pour inventer et susciter de nouveaux modes d'action collective. Tout ceci est de nature à favoriser la participation des jeunes dans

« Toutes les initiatives institutionnelles, plus ou moins formelles ou innovantes, s'inscrivent dans une certaine verticalité des rapports entre jeunes et institutions, tandis que les mobilisations de jeunesse se caractérisent davantage par une démarche horizontale. »

un cadre où les relations et le dialogue peuvent se dérouler sur un pied d'égalité, facilitant les échanges et les initiatives. Les « grands voisins » à Paris peuvent constituer un exemple, mais de façon plus générale, les collectivités territoriales peuvent s'appuyer sur leurs équipements jeunesse et les associations d'éducation populaire pour multiplier la tenue de forums, ciné-débats, conférences entre pairs, etc.

Si nous prenons l'angle de la lutte contre le sexisme et des violences faites aux femmes par exemple, il pourrait être intéressant de réfléchir au développement d'une politique des « grandes sœurs » qui ne se réduirait bien évidemment pas aux seuls quartiers populaires, qui accorderait une place évidente aux associations pleinement investies dans ce domaine, mais qui permettrait de créer un climat de confiance entre pairs dans cette démarche d'horizontalité recherchée, et de multiplier les modalités d'échange à partir des problématiques et situations concrètes du quotidien. À l'heure du numérique cependant, l'éducation populaire doit pouvoir prendre en compte les nouveaux usages des jeunes générations. À l'évidence,

les jeunes n'attendent pas qu'une salle leur soit offerte un jour donné et à une heure donnée pour s'exprimer. Les réseaux sociaux nous le démontrent tous les jours. Toutefois, ces usages actuels posent certaines questions au regard de notre objectif de renforcer la participation citoyenne et le pouvoir d'agir des jeunes générations. Tout en reconnaissant que « ces nouveaux outils permettent de donner la parole à celles et ceux qui ne l'avaient pas », le sociologue Lionel Arnaud pointe notamment, dans « La citoyenneté : une éducation populaire 2.0 ? » (*Nectart*, février 2018) le risque d'une émancipation de la parole et de l'action réduites

à une forme d'« individualisme en réseau ». Tel serait alors l'enjeu d'une « éducation populaire 2.0 » : tisser du sens collectif à partir de l'action numérique des jeunes, transformer une certaine dépendance et expression atomisée – qui ne sont par ailleurs pas sans conséquences parfois dramatiques chez les jeunes les plus isolés – en opportunités d'émancipation, d'expression et d'action collectives. Reconnaissons-le, l'enjeu n'est pas simple : il s'agit de redonner une place à l'intel-

ligence collective, au partage et à la transmission de connaissances, au sein d'un univers pensé comme un espace de consommation de relations sociales et de « temps de cerveau disponible ». N'ayons cependant pas peur de cette ambition. L'enjeu n'est pas, pour les institutions, d'investir massivement les réseaux sociaux pour parler aux jeunes. L'enjeu est plutôt de développer des espaces d'éducation aux médias, des lieux collectifs et partagés de production numérique ou audiovisuelle – entre pairs, entre les jeunes et leurs influenceuses et influenceurs, ou accompagnés par des professionnels de ces métiers par exemple – qui permettent tout à la fois aux jeunes de gagner en compétences numériques, de tisser

de nouvelles relations sociales – un réseau humain – et de produire du contenu pensé pour servir le collectif et non la valorisation des individualités.

L'éducation populaire, nous le savons, a une histoire. Ainsi réhabilitée et placée au cœur des politiques publiques de jeunesse, elle offre également un horizon, un cadre commun d'apprentissage, de partage et d'action pour interagir avec les pouvoirs publics et transformer le monde. En un mot, elle est un outil puissant au service du pouvoir d'agir des jeunes générations. ■

***Hélène Bidard** est adjointe PCF à la maire de Paris, chargée de l'égalité femmes-hommes, de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Chili : une victoire pour la gauche, une victoire de la jeunesse mobilisée !

Au lendemain de la victoire d'un candidat de la gauche de transformation sociale au Chili, *Cause commune* a demandé à Antonio Valdivia, représentant du Parti communiste chilien (PCC) en France, son analyse de cet événement historique.

La victoire de Gabriel Boric au second tour de l'élection présidentielle chilienne, le 19 décembre 2021, résonne comme un espoir pour toute l'Amérique latine. Candidat de la coalition Apruebo Dignidad (Approbatión dignité), qui regroupe de nombreuses organisations de gauche, dont celle, décisive, du Parti communiste chilien, il faisait face à une candidature d'extrême droite qui menaçait, entre autres, les droits des travailleurs, des femmes, des peuples autochtones, des personnes LGBT. Cette élection du premier président de transformation sociale depuis Salvador Allende doit beaucoup à la mobilisation de la jeunesse chilienne.

© La victoire à la présidentielle du candidat Gabriel Boric est un véritable tournant pour le pays. Comment interprétez-vous la mobilisation massive des jeunes au second tour des élections ?

Le deuxième tour a mobilisé 1 250 000 nouveaux votants, surtout des jeunes et surtout des jeunes femmes, car c'est les 68 % de femmes de moins de 30 ans qui ont littéralement fait la victoire de Gabriel Boric. Leur forte mobilisation est en

grande partie une réaction face aux mesures rétrogrades annoncées par le candidat José Antonio Kast : suppression des allocations aux mères isolées au profit des femmes mariées, remise en cause de l'avortement et du mariage pour tous. Le sentiment que l'ensemble des droits obtenus par la lutte pouvaient être remis en question a contribué puissamment à cette mobilisation électorale.

© À 35 ans, l'ancien syndicaliste étudiant devient le plus jeune président de l'histoire du pays. Son parcours et sa participation aux mobilisations de 2011 pour réclamer une réforme du système éducatif reflètent-ils la politisation d'une partie de la jeunesse étudiante ?

D'abord la mobilisation de 2001 a été très importante pour le mouvement lycéen. Pour défendre un transport accessible, des milliers de collégiens et de lycéens se sont mobilisés. De même, en 2006, plus d'un million de jeunes ont lutté contre la privatisation de l'éducation. En 2011, Gabriel Boric, héritier de ces luttes, a été élu à la tête du syndicat de l'université du Chili (FECh), secondé ►►



Gabriel Boric, nouveau président chilien, au centre.

► par Camila Vallejo (PCC) et Giorgio Jackson (Revolución democrática, RD). L'élection du 19 décembre a rejoué et prolongé ces combats avec des listes qui représentent tout aussi bien les mouvements de jeunesse, les étudiants, que toute cette génération à laquelle appartient Gabriel Boric : des jeunes mobilisés et politisés ces dernières années, qui ont investi massivement les structures politiques et en sont devenus les principaux responsables.

© Les mobilisations des jeunes durant le mouvement social de 2019 face à l'extrême droite n'ont-elles pas, elles aussi, contribué à cette victoire de la gauche ?

Effectivement, les jeunes sont véritablement ceux qui ont porté la révolte d'octobre 2019. Les jeunes étudiants, travailleurs, chômeurs, mais aussi les lycéens, sont les premiers à avoir donné le ton en refusant de payer les tickets de transport, en sautant par-dessus ou en ouvrant de force les portillons d'accès au métro. La répression a été brutale et sanglante, faisant des milliers de blessés, officiellement 34 morts, plus de 17 000 arrestations, dont 5 084 mises en examen, et 2 500 incarcérations. Ils sont d'ailleurs encore 144 en détention provisoire, toujours en attente d'un jugement.

© L'Assemblée constituante va être très importante pour stabiliser la situation politique

« Cette élection du premier président de transformation sociale depuis Salvador Allende doit beaucoup à la mobilisation de la jeunesse chilienne. »

et répondre aux attentes liées à l'éducation, la santé, les retraites, les droits des femmes et des minorités. Face à des marchés toujours déterminés à nier le droit des peuples à décider de leur destin, la mobilisation va-t-elle se poursuivre pour soutenir son action ?

Il y a quelques mois et avant que la Convention constituante démarre ses travaux, le président du Parti communiste chilien, Guillermo Teillier, a indiqué qu'il « faudrait entourer la convention » pour la protéger des attaques médiatiques des défenseurs du système néolibéral, opposés à

tout changement qui pourrait nuire aux intérêts du patronat et de la droite. Dans cette convention, des élus de droite (minoritaires) et des sociaux-démocrates cherchent à limiter les changements malgré la demande de bouleversements profonds émanant du peuple chilien lors des grandes mobilisations. La mobilisation du peuple continuera à être la seule garantie pour que les transformations nécessaires soient menées à bien. Et celle-ci devra se faire dans la rue, dans les entreprises, mais aussi sur les réseaux sociaux, pour gagner la bataille de l'opinion. Les défis sont

donc nombreux et compliqués. La place des jeunes communistes chiliens sera d'ailleurs fondamentale dans ces mouvements sociaux, tout comme dans le gouvernement, dont la composition sera présentée le 20 janvier. ■

Propos recueillis par Nicolas Tardits.

À (re)découvrir...



Les ouvrages *Découvrir Marx*, *Découvrir Engels* et *Découvrir Gramsci*, publiés aux Éditions sociales, reprennent chacun douze extraits expliqués par Florian Gulli et Jean Quétier dans la rubrique « Dans le texte » de *La Revue du projet* puis de *Cause commune*. Un bon moyen d'entrer dans l'œuvre de ces théoriciens et acteurs majeurs du mouvement ouvrier ! Il en est de même pour *Introduction à la pensée de Lénine*, publié aux éditions Aden, qui reprend des extraits choisis dans *Cause commune* et commentés par Aurélien Aramini et Florian Gulli.



★ MILITER ★

RUBRIQUE COORDONNÉE PAR **DELPHINE MIQUEL**

POUR DES JOURS HEUREUX !

Des initiatives ancrées sur le réel, au cœur de la campagne présidentielle

L'élection présidentielle s'enlise souvent dans de faux débats. Il nous faut redonner du sens à la discussion, l'enrichir, porter la contradiction. Cette campagne d'un candidat communiste à la présidentielle nous permet, unis, de porter nos aspirations. Nous savons, militants régu-

liers ou non, combien le contact humain, sur les marchés, dans les immeubles, voire avec le passant interrogatif ou admiratif devant un collage, est essentiel. C'est la boussole dont nous ne devons pas nous dessaisir.

Belle campagne à tous et à toutes. ● **Delphine Miquel**



VENDÉE (85)

À partir du terrain, le vote pour Fabien Roussel sur le thème de la santé !

ENTRETIEN AVEC **BERNARD VIOLAIN** ET **MARIE-FRANÇOISE MICHENAUD***

Au fur et à mesure que la campagne de l'élection présidentielle et celle des législatives progressent, nous en arrivons au même constat : les électeurs et électrices supportent de moins en moins les « envolées », les « divisions ». Ils n'attendent plus rien d'un homme ou d'une femme providentielle. Les gens ont besoin de sens et les jeunes veulent renouer avec des imaginaires.

En Vendée, notre campagne en faveur de Fabien Roussel se mène, actuellement, autour d'un thème, celui de la santé. 11% de la population vendéenne n'a pas de médecin traitant, il manque tout autant

« Les électeurs et les électrices n'attendent plus rien d'un homme ou d'une femme providentielle, ils ont besoin de sens et les jeunes veulent renouer avec des imaginaires. »

de spécialistes dans des domaines aussi divers et essentiels que la cardiologie, la radiologie, la dermatologie, la gynécologie, la psychiatrie, la gérontologie, la médecine d'urgence... Bien sûr que la présidentielle et les législatives relèvent d'une campagne nationale. N'empêche que tout se nourrit de tout, du national au local et vice versa. Nous avons loué un camion utilitaire (le

Ti Truck Santé 85), et nous nous rendons, au moins trois fois par semaine, dans une commune ou un quartier, pour parler santé. Les propositions de notre candidat à l'élection présidentielle sont bien présentes. Personne ne les ignore. Notre atout réside dans notre connaissance du terrain. On ne parle pas aux gens rencontrés en général mais à partir de situations concrètes. Les questions de santé et d'accès aux soins sont devenues pour les citoyens et les citoyennes un sujet de préoccupation principal, au même rang que le chômage.

DES ACTIONS GAGNANTES

C'est une obligation que nous nous sommes fixée : mener des « actions gagnantes ». À ce jour, nous comptabilisons plus d'une douzaine de centres municipaux de santé en Vendée, assurant la permanence des soins et le tiers payant, avec des médecins salariés. Nous avons ouvert la voie à La Roche-sur-Yon où un centre municipal de santé a été mis en place sous notre impulsion, après les élections municipales de 2014 (pourtant municipalité de droite). Le conseil départemental de Vendée a par la suite mis en place un centre départemental de santé, avec des médecins également salariés, allant sur des secteurs qui en sont dépourvus.

Nous avons déjà gagné cette partie et nous avons largement contribué à en gagner une autre : notre département est déclaré en urgence médicale. En ce début du mois de janvier, « sept centres de soins non programmés, financés par l'État vont ouvrir en Vendée ». Deux le sont déjà depuis le 3 janvier, à Fontenay-le-Comte et Luçon. Un troisième ouvre à la Roche-sur-Yon le 17 janvier (puis

Challans, Les Herbiers et Les Sables-d'Olonne). C'est une première victoire, même si elle ne règle pas tout. Maintenant il faut faire vivre ces centres de soins, qui mettront des médecins permanents à la disposition des femmes et des hommes qui n'ont pas ou plus de médecin traitant (installés dans un local des hôpitaux publics, trois chargés de mission pour l'organisation, un numéro de téléphone pour les patients le 116/117). Nous devons mener la bataille pour que ces centres non programmés soient à terme pérennisés. Le moment est venu en Vendée de présenter ces différents centres de santé publics comme une réponse pragmatique aux exigences du « droit à la santé pour tous ».

Face au désarroi des gens que nous rencontrons et au renoncement aux soins, nous avons ouvert une piste de travail complémentaire mais nécessaire pour une vraie égalité territoriale et pour les gens encore trop éloignés de ces nouveaux centres de soins : l'acquisition, par les dix-sept communautés de communes et les deux agglomérations, de trois bus médicaux. Ils iraient au plus près des patients sans médecin, dans les quartiers, dans nos communes rurales.

Nous sommes dans une logique de construction du « communisme ». Nous poursuivons nos efforts de mobilisation pour que puissent se mettre en place de nouvelles politiques qui permettent aux Vendéennes et aux Vendéens de retrouver espoir et confiance dans leur système de santé publique. Démontrer que c'est possible, que les Jours Heureux, c'est du concret. ●

Bernard Violain et **Marie-Françoise Michenaud** sont membres de la fédération PCF de Vendée.

HAUTS-DE-SEINE (92)

À Gennevilliers, un parti utile aux luttes et porteur du droit à la dignité

PAR LE BUREAU DE LA SECTION DE GENNEVILLIERS

Véritable espace de construction et d'initiatives, la section de Gennevilliers invite chacune et chacun à agir pour porter les propositions du Parti communiste français, construire des mobilisations qui défendent les intérêts du plus grand nombre sur la ville.

Lors de la dernière fête de l'Humanité la proposition a été lancée d'inviter Fabien Roussel à Gennevilliers le 12 janvier, à l'occasion des vœux de la section et dans le cadre de la campagne présidentielle.

Les thèmes de campagne correspondent aux luttes menées sur la ville et dans le département des Hauts-de-Seine :

- les luttes actuelles menées sur le plan économique avec les salariés du groupe Safran/Snecma de Gennevilliers, où les échanges ont porté sur la désindustrialisation s'accompagnant de la suppression de plusieurs millions d'emplois, les délocalisations qui s'enchaînent depuis plusieurs années, voire s'aggravent avec l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron ;
- les luttes menées sur le plan du développement des services publics telles que celle pour le maintien des bureaux de La Poste à Gennevilliers, le rassemblement devant le ministère du Logement à Paris, afin que des moyens soient donnés à la construction de logements sociaux et le refus du projet de fusion des hôpitaux Beaujon et Bichat à Clichy, entraînant la fermeture de quatre cents lits, une aberration en pleine pandémie ;
- la lutte contre le racisme, pour la reconnaissance et la réhabilitation des travailleurs invisibles, ces der-

niers de cordée – les retraités travailleurs migrants, dits « Chibanis » du foyer Adoma (qui ont contribué à la richesse de ce pays en construisant ponts, chemins de fer et routes) auxquels l'État impose des conditions de vie inacceptables et qui, en raison de la dématérialisation, sont victimes d'une injustice flagrante dans le renouvellement de leur titre de séjour – ces travailleurs sans papiers de l'agence d'intérim RSI de Gennevilliers (spécialisée dans le BTP, fournissant sur les chantiers de la main-d'œuvre à bas coût, exploitée et corvéable à merci), qui se battent pour leur régularisation.

« Les thèmes de la campagne [de Fabien Roussel] correspondent aux luttes menées sur la ville et dans le département des Hauts-de-Seine.

La secrétaire et la direction de section ont proposé un programme pour cette journée du 12 janvier, validé par la fédération des Hauts-de-Seine et l'équipe de campagne de Fabien Roussel. Il s'agissait dans un premier temps

de coordonner l'événement avec les différents intervenants tels que les organisations syndicales du groupe Safran/Snecma, le collectif contre la fermeture de l'hôpital Beaujon, les sections du PCF des villes du nord du département – dont Clichy et Colombes – et du groupe Safran/Snecma, qui se sont tout naturellement inscrits dans cette initiative d'envergure, en rédigeant pour chacun un tract. Le bureau de section a fait connaître l'événement auprès des Gennevillois et des Gennevilloises. Des temps forts ont été organisés dès le début du mois de janvier à travers la ville. À commencer par les distributions de tracts devant les trois stations de métro, sur les marchés et dans les différents quartiers.

La venue de Fabien Roussel a été annoncée sur les réseaux sociaux avec le programme finalisé ; une affiche, créée à cette occasion, a été apposée dans les halls des immeubles et collée sur les murs de la ville. Pour le dernier temps fort, des points de rencontre simultanés dans tous les quartiers et des distributions ont été organisés par les communistes des Hauts-de-Seine, ainsi que devant l'usine du groupe Safran/Snecma et l'hôpital Beaujon, la veille du 12 janvier. Cette journée ancrée sur les luttes des travailleurs et le droit à la dignité correspond aux valeurs que porte Gennevilliers, la ville où nous inventons un nouvel art de vivre populaire. La présence de Fabien Roussel rappelle qu'après la pluie vient toujours le beau temps : celui des jours heureux. ●

VAR (83)

Lancement du comité des Jours heureux de la Dracénie

PAR PIERRE DASPRE*

En présence d'une trentaine de participants devant le local de la section du PCF, en plein centre de Draguignan, Michel Pelloquin, ancien maire de Bauduen, ancien dirigeant syndical, président du comité des Jours heureux, a insisté sur la nécessité de permettre aux progressistes de s'engager résolument dans la campagne de Fabien Roussel pour l'élection présidentielle, en insistant sur quelques points : pour la justice sociale, pour une réforme de la fiscalité en rétablissant l'ISF et la chasse à l'évasion fiscale, pour une intervention forte de la France au niveau international en faveur de la paix et de la solidarité entre les peuples. En tant que secrétaire départemental du PCF, j'ai souligné l'importance de la sécurité de l'emploi, de l'éradication du chômage et de la précarité, de la formation. Le projet de sécurité d'emploi, de formation et de revenus est un projet révolutionnaire comme l'a été la création de la Sécurité sociale.

Pas d'hésitation, l'heure est trop grave, la crise de la société française, les difficultés des Français, des Dracénois pour se loger, pour trouver un véritable emploi, pour donner du sens à leur travail, pour une éducation de qualité, pour



des services publics performants en particulier dans la santé... poussent à un engagement fort des communistes et des progressistes pour proposer une véritable alternative sociale et économique. C'est le sens de la candidature de Fabien Roussel. En mettant en cause

enfin la domination du capital ! La lutte pour la réouverture des urgences de l'hôpital de Draguignan a été également au centre des discussions des militants. ●

Pierre Daspre est secrétaire départemental du Var.



Sous Macron, de quoi la présidence française de l'UE est-elle le nom ?

Emmanuel Macron, revêtant davantage les habits d'un candidat que d'un président en exercice, a livré lors d'une conférence de presse jeudi 9 décembre, les orientations et les jalons de la présidence française du conseil de l'Union européenne. Plusieurs leçons peuvent en être tirées.

— PAR VINCENT BOULET —

Ce discours est révélateur des rapports de force, des évolutions des bourgeois européennes et des contradictions qui les traversent, en général, et de la place du macronisme dans ce maelstrom, en particulier. On y trouve à la fois une illustration de la recomposition des modes d'accumulation du capital en crise, un jeu d'équilibrisme mesquin sur quelques questions sociales et, surtout, une économie globale qui donne des gages au bloc droitier conservateur, réactionnaire et xénophobe en Europe.

DES GAGES AU BLOC DROITIER

C'est d'ailleurs sur ce dernier aspect que Macron a ouvert son discours. Il donne quitus aux gouvernements polonais, lituanien et letton à propos de leur politique indigne de refoulement des migrants à la frontière biélorusse, réduits à mourir de faim et de froid, en violation complète du droit international, de la déclaration internationale des droits de l'homme et de la convention de Genève. Macron replace donc le pire des gouvernements en Europe au centre du jeu, alors que les mêmes étaient mis à l'index il y a quelques semaines sur les questions d'État de droit.

Par ailleurs, Macron inscrit la présidence française dans la voie prise par la recherche en cours de modes d'accumulation



du capital en Europe. Certes, cela implique d'aborder des questions nouvelles pour l'UE, mais dans un exercice d'équilibre instable visant à ne pas remettre en cause les fondamentaux de la construction libérale de l'UE. C'est le cas sur le pacte de stabilité et de croissance, qui n'est pas aboli mais remplacé par de nouveaux critères budgétaires, et ce à condition d'en convaincre la coalition allemande dont un des éléments de l'accord interne repose sur le retour aux règles de Maastricht.

Les questions écologiques et numériques sont abordées dans le cadre libéral de soutien aux *start-up* et aux géants « de la tech » pour reprendre le verbatim présidentiel. Les questions sociales sont effleurées, pour tenir compte de la recomposition des rapports de force et des initiatives d'augmentation des salaires prises par un certain nombre de gouvernements, dont celui de l'Allemagne qui augmente le salaire minimum de 25 %, mais sans rien dire de concret, à part renvoyer à un sommet social en mars, dont rien ne laisse augurer qu'il se termine autrement que le sommet de Porto de mai dernier, c'est-à-dire dans le néant.

« Une illustration de la recomposition des modes d'accumulation du capital en crise, un jeu d'équilibriste mesquin sur quelques questions sociales et, surtout, une économie globale qui donne des gages au bloc droitier conservateur, réactionnaire et xénophobe en Europe. »

DES IMPASSES SUR DES QUESTIONS ESSENTIELLES

De ce fait, on ne saurait s'étonner des impasses faites sur des questions essentielles : pas un mot sur la lutte contre la pauvreté, pas un mot sur la lutte contre l'évasion fiscale, pas un mot sur le fait d'agir pour que l'UE cesse d'être le principal élément de blocage au niveau international pour

la levée des brevets sur les vaccins.

La « souveraineté stratégique » (on ne parle déjà plus d' « autonomie stratégique »), largement vantée par Emmanuel Macron, vire à la farce. La boussole stratégique de l'UE, annoncée avec tambours et trompettes, est soumise au sommet de l'OTAN qui aura lieu à Madrid en juin 2022.

PROPOSITIONS DU PCF POUR UNE NOUVELLE CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Pour être à la hauteur des enjeux pour les peuples et les nations d'Europe, le PCF et Fabien Roussel mettent dans le débat politique des propositions concrètes pour une nouvelle construction européenne, c'est-à-dire pour une rupture avec les traités européens actuels. Par exemple :

- Le respect de la souveraineté des peuples et des nations, par l'abolition pure et simple du pacte de stabilité et de croissance et son remplacement par un pacte de progrès social et de transition écologique, qui encadre un véritable plan d'urgence social et écologique financé, comme le recommande le GIEC, à 6 % du PIB, à savoir 900 milliards d'euros par an.
- La sortie de l'OTAN, à commencer par celle du commandement intégré, et la proposition d'ouvrir les discussions en vue de conclure un traité de paix, de coopération et de sécurité collective en Europe et avec ses voisins, comme la Russie. La France pourrait prendre l'initiative de proposer l'organisation d'une conférence sur le modèle de celle d'Helsinki.
- Des mesures concrètes pour bâtir des coopérations dans le domaine de la santé et du médicament, par la constitution d'un pôle public du médicament en Europe, et d'un « Airbus du vaccin » ; et dans celui du numérique, par la constitution de filières publiques numériques.

La présidence française sera émaillée de dates importantes, qui seront autant d'occasions de mobilisation des communistes dans le cadre de la campagne de la présidentielle et des législatives, à commencer par la réunion des ministres des Affaires étrangères et de la Défense à Brest, qui s'est tenue les 13 et 14 janvier, et le discours d'Emmanuel Macron au Parlement européen le 19 janvier. ●

Pour un droit inconditionnel d'accès à l'énergie

Aujourd'hui, en France, la précarité énergétique touche 12 millions de personnes (5,6 millions de ménages, soit 20 % des ménages français) qui ne peuvent pas répondre à leurs besoins fondamentaux. À cela s'ajoute le fait que près d'une résidence principale sur six est une passoire thermique.

Proposition de loi du groupe CRCE, le 15 décembre 2021.

— PAR **FABIEN GAY*** —

HAUSSE HISTORIQUE DES PRIX DE L'ÉNERGIE

Depuis septembre 2021, nous connaissons un emballement historique des prix de l'énergie. En effet, si, au cours des dix dernières années, les prix du gaz domestique ont augmenté de plus de 40 % pour les usagers particuliers, depuis l'été 2021 ces prix connaissent une augmentation particulièrement inquiétante : plus 8,7 % en septembre, qui fait suite aux augmentations de 5 % en août, et de 10 % en juillet, soit une augmentation de près 298 € de la facture annuelle de gaz entre les mois de juin et septembre 2021. Cela sans compter l'augmentation de 12,6 % d'octobre 2021. Même constat pour les prix de l'électricité qui connaissent une hausse continue depuis plus de dix ans (plus 52 %) et tout comme pour le gaz, le prix de l'électricité continue de flamber et semblerait atteindre un pic de +15 % en février 2022 (au lieu des 6 % initialement prévus par la commission de régulation de l'énergie) après une augmentation de 1,6 % en février 2021 et de 0,48 % en août.

Cette hausse historique pourrait avoir

pour conséquence une hausse de 180 euros en moyenne sur la facture annuelle des Français. Or, déjà en 2019, près de trois cent mille foyers ont subi une coupure d'électricité ou une réduction de puissance en raison de factures impayées. En comptant les coupures de gaz, il y a eu au total plus de six cent soixante-dix mille interventions en 2019.

DES MESURES INSUFFISANTES

La situation menace aujourd'hui d'empirer sous l'effet de la crise économique et de la déflagration sociale qu'elle entraîne. Les impayés risquent de s'accumuler et le nombre de coupures va se multiplier en conséquence. Or l'annonce d'un gel des prix du tarif réglementé de vente de gaz (TRVG) ne constitue en rien une mesure protectrice du pouvoir d'achat des consommateurs.

En effet, si d'ici le printemps prochain les tarifs du TRGV restent figés au haut niveau actuel, le « lissage » des prix évoqué par le Premier ministre imposera en réalité aux consommateurs de payer par la suite, à une période sans risque électoral, ce qui

ne l'aura pas été d'ici là. Autrement dit, au global, les consommateurs ne tireront aucun bénéfice d'un gel des tarifs, ils paieront la note. Le gel des tarifs, le bien mal nommé « bouclier tarifaire », ne trompe personne. Il correspond en réalité à un gel du pouvoir d'achat.

De plus, face à l'envolée des prix de l'énergie, EDF a annoncé, le 12 novembre, qu'elle cesserait de couper l'électricité en cas d'impayés à partir de la fin de la trêve en 2022, cela tout au long de l'année. Les usagers concernés verront toutefois leur débit électrique réduit à 1 kW par jour. Ainsi, bien que les coupures soient interdites durant la trêve hivernale, les réductions de puissance (sauf pour les usagers en situation de précarité énergétique) conduisent tout de même les personnes concernées à faire des choix cruels : la lumière, le chauffage ou la machine à laver.

Il est inacceptable qu'un ménage soit conduit à choisir entre se chauffer au risque d'impayés ou ne plus se chauffer et subir les conséquences du froid sur sa santé, son logement. Il est de la responsabilité des pouvoirs publics

de mettre fin à de telles situations et de garantir les conditions d'une vie décente à l'ensemble des individus. C'est bien le sens de l'article L.121-1 du code de l'énergie qui définit l'électricité comme un « produit de première nécessité », cela après l'adoption d'un amendement du groupe CRCE lors du débat sur la loi de transition énergétique pour une croissance verte.

de l'année. Il faut donc aller plus loin, les coupures d'électricité comme de gaz doivent être abolies et les réductions de puissance plus limitées. De plus, le Premier ministre a annoncé un chèque énergie exceptionnel de 100 euros, certes cette mesure est à prendre, mais elle est loin d'être satisfaisante pour répondre aux besoins de millions d'usagers en précarité énergétique et ne compen-

« L'Observatoire national de la précarité énergétique préconisait une revalorisation du chèque énergie de 710 euros en moyenne, afin que le taux d'effort énergétique des familles en situation de précarité soit inférieur à 8 %. »

De plus, la décision d'EDF ne concerne pas les autres fournisseurs et ne s'applique qu'à l'électricité et non au gaz, ainsi allonger temporairement la trêve hivernale n'est pas une solution à la hauteur des enjeux. D'autant que de nombreux fournisseurs choisissent de résilier les contrats pour cause d'impayés ou de difficultés avant la trêve hivernale. Par ailleurs, cela ne règle en rien la dette que ces familles accumulent et qu'au final elles devront régler pour retrouver la totalité de leur abonnement.

Enfin, cette mesure risque d'avoir un effet rebond et de permettre une baisse de puissance aujourd'hui interdite pour les personnes en situation de précarité qui serait le corollaire d'une interdiction des coupures tout au long

sera pas non plus les hausses continues des prix de l'énergie livrée à la « libre concurrence » qui, soi-disant, devait faire baisser les prix.

Une facture de chauffage, c'est en moyenne 1600 euros par an ; 1925 euros en moyenne pour les ménages en précarité énergétique, selon l'enquête nationale logement (ENL) menée par l'INSEE en 2013. C'est pourquoi, l'Observatoire national de la précarité énergétique préconisait une revalorisation du chèque énergie de 710 euros en moyenne, afin que le taux d'effort énergétique des familles en situation de précarité soit inférieur à 8 %.

D'autant que les conditions pour bénéficier de certaines aides sont trop restrictives et laissent de côté de nombreux ménages en situation de pré-

carité. C'est le cas pour les ménages chauffés par une chaudière collective (le chèque énergie ne peut pas être utilisé pour régler des charges de chauffage collectif, que l'on soit copropriétaire ou locataire, dans le parc social comme privé), les étudiants et les gens du voyage.

Enfin, selon l'Observatoire de la précarité énergétique, si 5,7 millions de chèques ont été émis en 2019 leur d'utilisation n'est que de 80 %.

Toutefois, cette augmentation du chèque énergie ne saurait être financée par une augmentation des charges de service public. Ce droit inconditionnel d'accès à l'énergie peut être financé par les fournisseurs d'énergie comme ENGIE ou Total. Ces derniers ont versé cette année respectivement 1,3 et 7,6 milliards d'euros à leurs actionnaires. Du fait de l'envolée des prix de l'énergie, Total a même multiplié ses bénéfices par 23 en un an. La lutte contre la précarité énergétique et l'instauration d'un véritable droit à l'énergie constituent des chantiers prioritaires pour mener à bien la transition énergétique dont notre pays a besoin. En ce sens, il est impératif de considérer la précarité énergétique comme une question de politique énergétique et non pas seulement comme une question sociale. C'est pourquoi les parlementaires du groupe Communiste, citoyen, républicain et écologiste plaident pour un bilan et un débat public sur des dizaines d'années de casse néolibérale du secteur de l'électricité et du gaz : aucun des objectifs n'a été atteint par cette libéralisation dogmatique et autoritaire du marché de l'énergie. ●

*Fabien Gay est sénateur PCF de Seine-Saint-Denis.

Familles françaises : le mariage, une institution bourgeoise ?

On se marie de moins en moins en France. C'est vrai en général. Sauf pour les classes aisées qui continuent de recourir au mariage de manière à peu près inchangée. Histoire de consolider leur patrimoine et leur classe.

— PAR **GÉRARD STREIFF** —

La pandémie a porté un méchant coup au mariage : 155 000 mariages ont été célébrés en France en 2020, soit une chute de 31 % sur 2019. C'est vrai que les célébrations ont été interdites durant le premier confinement puis tolérées et encadrées. N'empêche. Il faut remonter à 1915, en pleine Première Guerre mondiale (avec l'appel sous les drapeaux de millions d'hommes) pour retrouver un niveau plus bas : 88 000. Il faut certes tenir aussi compte des chiffres des pacs pour 2020 (chiffres non encore publiés ; il y eut autant de mariages que de pacs en 2019). Jérôme Fourquet, dans son livre *L'Archipel français. Naissance d'une nation multiple et divisée* (Seuil, 2019) estime que le mariage n'est plus « une norme sociale hégémonique ». Laurent Toulemon,

démographe à l'Institut national d'études démographiques (INED), observe « un recul du mariage comme rite de formation des couples depuis les années 1970. Aujourd'hui les couples souhaitent se former mais ils ne veulent pas nécessairement se marier, ce qui entraîne une augmentation importante des naissances d'enfants dans des couples non mariés ». Autres caractéristiques des familles d'aujourd'hui : les retards des naissances (qui interviennent chez des femmes plus âgées) et puis l'augmentation de la diversité des formes légales de couples (pacs, mariage pour les personnes du même sexe).

UNE DÉSAFFECTION DU MARIAGE DIFFÉRENTE SELON LES CATÉGORIES SOCIALES

Toutefois, cette désaffection n'est pas la même selon les catégories sociales, si on en croit une étude de l'INSEE, « Les familles en 2020 » d'Élisabeth Algava, Kilian Bloch et Isabelle Robert-Bobée. Pour dire vite : plus on est aisé, plus on se marie.

Une comparaison : en 1990, 80 % des ouvrières vivaient en couple pour 70 % de femmes cadres ; ces chiffres tendent à s'inverser à partir de 2010. D'où un double débat, à partir d'observations pointées également aux États-Unis : on se marie de moins en moins dans les classes moyennes et les catégories les plus pauvres, alors que le taux de mariage est resté à peu près inchangé parmi les catégories les plus favorisées. De 1979 à 2018, le nombre de gens mariés de la génération 33-44 ans est passé de 84 à 80 % chez les plus riches,

« Les affinités culturelles, les pratiques langagières, photographiques, mais aussi les codes de séduction, différenciés selon les milieux sociaux, favorisent les contacts et les appariements entre personnes socialement proches. »

Marie Bergström

de 82 à 66 % parmi la classe moyenne et de 60 à 38 % chez les plus pauvres.

LES FAMILLES MONOPARENTALES

Dans le même temps, le phénomène des familles monoparentales touche essentiellement les catégories les plus pauvres. Une famille sur quatre est monoparentale, selon l'INSEE. « La hausse de la monoparentalité, note Laurent Toulemon, entraîne un risque de pauvreté accru, mais dans le même temps elle illustre une amélioration de la situation des femmes qui, dans les années 1960 par exemple, ne pouvaient tout simplement pas partir. Il faut aussi garder en tête que ces situations de fragilité correspondent à des périodes dans la vie qui ne durent pas nécessairement. Il existe des besoins spécifiques assez clairs, liés au fait que les familles monoparentales sont plus que les autres sans emploi. À cet égard, c'est d'ailleurs différent pour les mères, très majoritaires dans les familles monoparentales, et pour les pères. »

L'HOMOGAMIE SE PORTE TRÈS BIEN

D'où cette question : le déclin du mariage accroît-il les inégalités ? le brassage social est-il en panne ? Comme l'écrit le journaliste Jean-Pierre Robin : « Le mariage serait-il désormais l'apanage des populations aisées et a-t-il cessé de favoriser la promotion sociale ? » Le mariage peut être en effet un moment de changement social, c'est d'ailleurs la trame romanesque qui a nourri toute une littérature depuis Balzac. Il existe trois termes (plutôt barbares) pour désigner les modes de rencontres : l'homogamie désigne des unions de personnes de même statut, ou même classe ; l'hypergamie consiste à se marier avec quelqu'un d'un milieu social supérieur ou supposé supérieur ; l'hypogamie au contraire évoque un choix de conjoint de condition sociale moins forte.

On aurait pu penser que les nouveaux modes de vie, l'ouverture au monde, le dépassement des frontières (réelles ou symboliques), l'accroissement phénoménal des lieux de rencontre (et des sites de rencontres numériques singulièrement), allaient multiplier et diversifier les possibilités de choix du conjoint. Ce n'est pas vraiment ce qui se passe. L'homogamie se porte très bien, les mêmes se retrouvent avec les mêmes. La sociologue Marie Bergström évoque ainsi les pratiques sur les sites de rencontre : « Les affinités culturelles, les pratiques langagières, photographiques, mais aussi les codes de séduction, différenciés selon les milieux sociaux, favorisent les contacts et les appariements entre personnes socialement proches. » L'élite épouse l'élite et la tendance à l'homogamie

économique est implacable. En 2021, les très riches épousent des très riches, les héritiers épousent des héritières et *vice versa* (et les surdiplômés, qui semblent repliés sur eux-mêmes, ne marieraient que des surdiplômés). Question de revenus mais aussi (et surtout) question de composition de l'héritage des individus.

« L'absence de patrimoine hérité est un handicap si l'on veut être en couple avec un héritier », indique l'étude réalisée par Nicolas Frémeaux (dont le directeur de thèse a été Thomas Piketty) de l'université de Cergy-Pontoise, étude publiée dans le dernier numéro de la revue trimestrielle *Population*, diffusée par l'Institut national d'études démographiques.

Cette étude (on peut la rapprocher des travaux de Monique et Michel Pinçon-Charlot sur « l'entre-soi ») montre l'importance du patrimoine (plus que la question de revenus ou de niveaux d'éducation) dans ces épousailles des très riches.

« Ce n'est pas une surprise, tous les travaux de Piketty ont montré ce retour du patrimoine et des héritiers dans la société, mais c'est la première fois qu'on le quantifie ainsi », dit Nicolas Frémeaux. ●

L'union fait la force et le couple permet de cumuler les salaires.
« Mais ajouter deux smics n'est pas la même chose que de doubler deux revenus mensuels de 3 000 à 4 000 euros. Et le fait qu'on se marie moins change aussi la donne », fait remarquer Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités. Loin d'être un facteur de réduction des inégalités salariales, comme il a pu l'être durant les Trente Glorieuses, le mariage tend au contraire à les exacerber. Il y a deux raisons à cette « homogamie économique » : malgré les disparités salariales tant décriées entre hommes et femmes, les couples rassemblent de plus en plus des salaires de niveau comptable (l'avocat n'épouse plus sa secrétaire mais une avocate) et la multiplication des familles monoparentales est bien souvent gage de pauvreté. L'étude de l'INSEE rappelle qu'en 2020 le quart des familles (avec enfant(s) n'avait qu'un parent, que 4 millions d'enfants mineurs vivaient dans des foyers monoparentaux dont 41 % en dessous du seuil de pauvreté (21 % pour l'ensemble des enfants). En France comme aux États-Unis, les tendances décennales concordent : plus on dispose de revenus élevés et plus on continue de se marier, avec en outre une quasi-inexistence de familles monoparentales parmi les plus aisés. À croire que le passage devant le maire est vraiment (re)devenu une institution bourgeoise.

Jean-Pierre Robin, *Le Figaro*, 21 septembre 2021

Chaque mois, *Cause commune* donne carte blanche à l'association ACRIMED (Action-CRitique-MÉDIAs) qui, par sa veille attentive et sa critique indépendante, est l'incontournable observatoire des médias.

Bilan de la réforme de l'ISF: L'éditocratie choisit la désinformation

— PAR ACRIMED —

Le rapport de France Stratégie (14/10) sur la politique fiscale d'Emmanuel Macron avait tout pour plaire aux grands journalistes : source « officielle », données chiffrées et éléments de méthode nouveaux, comité d'évaluation « respectable » à leurs yeux (« économistes, députés, représentants de l'INSEE, du Trésor ou encore du MEDEF et de la CFDT », selon *Le Monde*). Tout pour plaire... ou presque. Car, sur le fond, le bilan du rapport est accablant. Mais pas assez pour que les grandes matinales radios décident de mentionner ses conclusions face aux représentants du gouvernement, pourtant massivement invités. Quant aux « experts éco », la désinformation est au menu (unique).

Le 14 octobre 2021, France Stratégie, « organisme d'expertise et d'analyse prospective » travaillant auprès du Premier ministre, a publié un bilan de la réforme de la fiscalité du capital menée par Emmanuel Macron. Il s'agit du troisième rapport de ce comité d'évaluation depuis 2019, chargé de mesurer les effets de la transformation de l'ISF en IFi (impôt sur la fortune immobilière) et de la mise en place de la *flat tax*.

Comme le souligne *Le Monde* (14/10), qui a interrogé plusieurs des co-auteurs, le rapport « livre des conclusions peu encourageantes quant à l'efficacité du fameux "ruissellement" par lequel, assuraient le chef de l'État et sa majorité, les montants moins taxés iraient irriguer l'économie et, ainsi, profiteraient à tous les Français ». Et c'est un euphémisme : les dividendes

se sont accrus, ont été davantage investis dans l'immobilier (et non majoritairement pour l'« investissement productif ») et ont été, de surcroît, concentrés « chez les plus aisés : en 2017, 0,1 % de contribuables (38 000 foyers fiscaux) percevaient la moitié des dividendes, soit 7,6 milliards d'euros. En 2019 comme en 2018, cette même proportion de contribuables en perçoit les deux tiers, soit, compte tenu de la forte hausse des versements, 14,9 milliards d'euros ».

Un bilan qui « risque d'être difficile à défendre dans les prochains mois », insiste *Alternatives économiques*, et qui, au dire du *Monde*, « ne manquera pas de faire débat à six mois du scrutin présidentiel ».

C'était sans compter nos valeureux matinaliers ! Car chez eux, point de débat... Au cours des deux semaines ayant suivi la publication du rapport de France Stratégie, ministres et représentants du gouvernement ont pourtant couru les matinales radiophoniques. Mais nos courageux matinaliers et matinalières ne leur ont pas posé une seule question à propos du bilan de France Stratégie !

LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT ÉPARGNÉS

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, premier concerné donc, était par exemple le 18 octobre sur Europe 1 : Sonia Mabrouk a « oublié » le rapport de France Stratégie. Même trou de mémoire chez les confrères de RTL le lendemain face à

Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement.

Sur France Info, Marc Fauvel et Salhia Brakhliya n'ont mentionné les conclusions du rapport ni face à Aurore Bergé [présidente déléguée du groupe LREM à l'Assemblée nationale] le 22 octobre, ni face à Amélie de Montchalin (ministre de la Transformation et de la Fonction publiques) le 23.

Le 26 octobre, Gabriel Attal était encore épargné, cette fois sur Europe 1. Aux commandes de la matinale de LCI, Élisabeth Martichoux fut tout aussi intransigeante à l'égard d'Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'Industrie, invitée le 27 octobre.

Le silence fut également de mise face à Elisabeth Borne (Europe 1, 14/10), Frédérique Vidal (France Info, 15/10), Emmanuelle Wargon (France Info 17/10), Roselyne Bachelot (France Inter, 18/10), Éric Dupond-Moretti (France Inter, 19/10). Si ces derniers sont de fait moins directement « concernés » par les politiques fiscales, ils restent des membres du gouvernement, que les matinaliers interrogent régulièrement sur des sujets qui excèdent leurs strictes compétences, notamment au gré de questions... « d'actualité ».

Les médias avaient-ils d'autres sujets à aborder ? Nous n'en doutons pas ! Il n'en reste pas moins que cette réforme de l'ISF est l'un des piliers de la politique économique du gouvernement. De ce point de vue, matinaliers et matinalières, qui se piquent de « faire de l'information », peuvent-ils se permettre un tel angle mort ?

**LES PROPAGANDISTES
EN MISSION POUR SAUVER
LA POLITIQUE FISCALE
D'EMMANUEL MACRON**

Et ce n'est guère mieux du côté des « experts » des matinales, passablement gênés aux entournures. Sur Europe 1, « L'édito éco » n'aborde pas la question. Nicolas Barré aurait eu sans doute plus de mal à rejouer la partition propagandiste livrée l'année précédente à l'occasion de la parution du deuxième rapport de France Stratégie : « Suppression de l'ISF : le bilan est nettement positif » était le titre de sa chronique (9/10/2020), qu'il consacrait à « la chute du nombre d'exilés fiscaux », « le plus spectaculaire dans ce bilan ». Avant de conclure sur un souhait : « Il faut surtout espérer que la prochaine campagne présidentielle ne réveillera pas le vieux débat sur le rétablissement de l'ISF [...] ». Jamais mieux servi que par Nicolas Barré, le gouvernement peut dormir sur ses deux oreilles : le chroniqueur ne prendra pas part au « réveil » de ce « vieux débat ». *Idem* du côté de France Info, où « Le décryptage éco » de Fanny Guinochet, ancienne journaliste à *L'Opinion* et squatteuse de sièges à « C dans l'air » (France 5), n'a pas abordé le bilan de France Stratégie.

Sur France Inter, le rapport a fait l'objet du « débat éco » du 15 octobre, Vendredi saint : c'est le seul jour où Dominique Seux se voit opposer un contradicteur dans la matinale. Mais face à Thomas Piketty, l'éditorialiste des *Échos* balaye le rapport d'une sentence : « Quand on interroge les spécialistes, ils poussent un énooorme éclat de rire en voyant ce type de rapport. Et disent qu'évidemment, les licornes (start-ups valorisées

à plus d'un milliard de dollars) ne sont pas parties et elles seraient parties s'il y avait encore l'ISF. »

C'est tout ? Quasiment. Sans argument ? Sans argument.

Un peu moins d'arrogance aurait pourtant pu conduire l'éditorialiste à reconnaître ce que son propre journal chroniquait la veille (*Les Échos*, 14/10, voir ci-contre).

Mais l'éditorialiste assène, s'arrange avec les faits et ment par omission. C'est aussi ce à quoi s'attellent François Lenglet et Yves Calvi sur RTL (15/10). Ça commençait pourtant plutôt bien : « Quatre ans après la réforme, les bénéfices ne sautent pas au visage, hein. Les experts de France Stratégie [...] n'ont pas constaté d'augmentation significative de l'investissement des entreprises. » Avant de valser dans la mauvaise foi :

François Lenglet : « Il faut quand même préciser que l'épidémie est intervenue entre-temps, il est tout à fait possible qu'elle ait brouillé les cartes. Ensuite, la réforme n'a pas été si coûteuse pour le budget, parce que les fameux dividendes pour les actionnaires, sur lesquels on avait abaissé le prélèvement, ont fortement augmenté. Comme si les entreprises, en voyant l'impôt diminuer, avaient distribué davantage de dividendes. Du coup, rentrée fiscale en hausse, malgré la baisse de l'impôt. C'est la confirmation sur ce point de la doctrine libérale qui veut que, quand l'impôt baisse, le contribuable cherche moins à l'éviter et que donc l'État y perd moins qu'on le redoute. Enfin dernier point : si cette réforme a réinstallé la France dans la moyenne européenne de

Impôts : les effets encore mitigés de la réforme de l'ISF

Le ministère de l'Économie et des Finances a publié le bilan de la réforme de l'ISF. Dans un communiqué, le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire, a déclaré : « La réforme de l'ISF a permis de réduire le poids de l'impôt sur le revenu des personnes physiques de 0,2 point de pourcentage en 2020. »

Les Échos, 14/10

l'impôt sur le capital, il faut quand même du temps pour que l'image du pays change. Bercy se prévaut déjà de la forte croissance des financements de start-ups en France, c'est spectaculaire cette année, bah il est possible que ce soit un effet indirect de la réforme et c'est quand même important. »

Un argumentaire qui ressemble à s'y méprendre aux éléments de langage déroulés par le gouvernement. Se félicitant ensuite du fait que « la France a importé des riches », le duo conclut dans un retournement spectaculaire :

François Lenglet : « C'est le coût politique qui est lourd, pour un exécutif accusé de favoriser les quelques dizaines de milliers de contribuables en haut de l'échelle, dans un pays où on pratique la chasse aux riches avec passion. [...] »

Yves Calvi : « En tout cas, je retiens cette notion : les rentrées fiscales ont été plus fortes que prévu, malgré la baisse de l'impôt. » Rideau !

Désinformer est un métier. Suite à la publication du rapport de France Stratégie de 2021, matinaliers et experts des radios se sont particulièrement illustrés en la matière. Tous les ingrédients étaient pourtant réunis pour qu'une information digne de ce nom ait lieu dans les médias : un rapport d'une institution officielle, documenté et argumenté ; une réforme majeure voulue par le président de la République ; une précampagne présidentielle, où le quinquennat Macron est prétendument « mis en bilan »... Et pourtant, les matinales ont choisi de détourner les yeux, l'éditocratie mobilisant son pouvoir d'agenda pour en exclure la question des inégalités et de la concentration des richesses. Ainsi va le cirque médiatique. ●

« Les matinales ont choisi de détourner les yeux, l'éditocratie mobilisant son pouvoir d'agenda pour en exclure la question des inégalités et de la concentration des richesses. »

L'économie féministe, une approche récente et plurielle

Les économistes ont longtemps été aveugles aux rapports sociaux de sexe, et beaucoup le demeurent. Les recherches se sont multipliées pour corriger ce biais problématique, mais en partant de différents points de départ. On peut notamment distinguer trois grands courants parmi elles.

— PAR IRÈNE BERTHONNET* —

A lors que le travail domestique et gratuit fourni par les femmes constituait un impensé pour l'économie politique – y compris marxiste – de l'époque, les luttes féministes des années 1960 et 1970 ont généré une intense théorisation pour penser la contribution des femmes à l'économie. Les sciences sociales se sont rapidement emparées de ces thématiques, mais l'économie politique ne s'est véritablement saisie de la question qu'à la fin des années 1990, et essentiellement outre-Atlantique.

Aujourd'hui, l'économie féministe et du genre semble connaître un vrai développement en France, comme en témoigne

la parution en 2014 d'un numéro de la revue *Regards croisés sur l'économie* intitulé « Peut-on faire l'économie du genre ? » et celle en 2020 de deux ouvrages consacrés à la question, celui d'Hélène Périer, *L'Économie féministe*, et celui de Guillaume Vallet, *Économie politique du genre*.

L'économie qui se revendique féministe se place explicitement dans une démarche normative, c'est-à-dire qu'elle propose à la fois de prendre en compte les multiples dimensions des inégalités entre hommes et femmes et minorités de genre dans l'analyse, et de réfléchir aux stratégies permettant de faire disparaître ces inégalités. En tant que dis-

cipline analysant la production et la répartition des richesses, l'économie implique une étude matérialiste des enjeux liés à la différenciation sociale des sexes. En tant qu'analyse du capitalisme, elle pose la question des rapports entre le système de domination subi par les femmes et les minorités de genre, et l'exploitation capitaliste proprement dite.

Par rapport à l'ensemble de ces questions, on peut aujourd'hui distinguer trois branches qui composent l'économie féministe et du genre, chacune étant définie par : 1) une analyse spécifique de la domination des femmes ; 2) une façon de penser l'articulation de cette domination avec l'exploitation capitaliste ; 3) une stratégie de lutte contre la domination masculine.

LE FÉMINISME MATÉRIALISTE : PATRIARCAT ET LUTTE AUTONOME

La première approche de l'économie féministe a été développée dans les années 1970 par des militantes engagées dans le féminisme que l'on qualifie habituellement de « deuxième vague ». Il s'agit d'une « économie politique du patriarcat », sous-titre de l'ouvrage de la sociologue Christine Delphy paru en 2013 et rassemblant ses articles rédigés

« En tant que discipline analysant la production et la répartition des richesses, l'économie implique une étude matérialiste des enjeux liés à la différenciation sociale des sexes. »



depuis 1970. Cette approche – essentiellement développée par des sociologues (Christine Delphy, Colette Guillaumin, Nicole-Claude Mathieu, entre autres) a été qualifiée de « féminisme matérialiste (français) ». Le féminisme matérialiste affirme son opposition au marxisme, tout en conservant une approche matérialiste ainsi que le concept de mode de production.

Cette approche théorise la domination masculine comme une exploitation des femmes dans le cadre d'un mode de production domestique (ou patriarcal), qui existe en parallèle du mode de production capitaliste, et qui repose à la fois sur un travail gratuit féminin et sur une transmission patrimoniale inégalitaire à travers l'héritage. La coexistence de ce mode de production avec le capitalisme implique que les femmes sont victimes d'une double exploitation : par les hommes d'une part, dans le cadre domestique, et par les capitalistes d'autre part, dans le cadre salarial. Cette position se distingue de celle d'Engels dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884), qui consi-

« L'économie qui se revendique féministe propose à la fois de prendre en compte les multiples dimensions des inégalités entre hommes et femmes et minorités de genre dans l'analyse, et de réfléchir aux stratégies permettant de faire disparaître ces inégalités. »

dérait lui aussi que « dans la famille, l'homme est le bourgeois ; la femme joue le rôle du prolétariat », mais pour qui l'exploitation intrafamiliale bénéficiait en dernière instance aux capitalistes et non aux hommes. Ainsi, alors que le marxisme traditionnel considère que le renversement du capitalisme mettra fin à la domination masculine, le féminisme matérialiste considère qu'il n'y a pas de nécessité logique entre les deux. Par conséquent, le féminisme matérialiste

prône une organisation autonome des femmes pour leur lutte, organisation complémentaire à celle existant sur une base de classe, voire qui peut être amenée à la remplacer. Cette stratégie de lutte a d'ailleurs été mise en place dans des organisations telles que le MLF (Mouvement de libération des femmes) ou que le Collectif féministe international, à l'origine du mouvement *Wages for Housework* (« Des salaires pour le travail domestique »). ►►

» LA THÉORIE

DE LA REPRODUCTION SOCIALE

Plus récemment est apparue la théorie dite de la « reproduction sociale », qui intègre certains apports du féminisme matérialiste autonome mais en les replaçant dans un cadre théorique et politique marxiste et révolutionnaire. Elle est basée essentiellement sur une lecture critique d'Engels et de Marx, attentive à la question de l'exploitation spécifique des femmes, et sur une prise en compte des apports des féministes de l'Internationale des femmes socialistes (parmi lesquelles, Clara Zetkin, Alexandra Kollontaï, Rosa Luxemburg). La théorie de la reproduction sociale entend développer une analyse commune de la production capitaliste et de ce qu'elle appelle « la reproduction », c'est-à-dire tout ce qui relève des conditions de l'accumulation du capital. Le travail reproductif correspond alors à l'ensemble du travail nécessaire à fabriquer la marchandise force de travail, seule marchandise qui n'est pas nécessairement produite dans des conditions capitalistes. C'est pourquoi certaines théoriciennes de la reproduction sociale comme Cinzia Arruzza parlent d'« économie politique de la force de travail ». En résumé, la théorie de la reproduction sociale inclut dans l'étude de l'accumulation capitaliste les mécanismes par lesquels le système se procure la force de travail, que ces mécanismes reposent sur des processus biologiques (gestation) ou non (esclavage), qu'ils soient localisés dans un cadre domestique, ou non (services socialisés ou privatisés). Les femmes sont alors exploitées dans leur travail productif (tout comme les prolétaires hommes) et reproductif (davantage que les prolétaires hommes) mais, dans les deux cas, cette exploitation permet l'accumulation du capital. Le combat contre le capitalisme reste donc central et prioritaire, même si le renversement du capitalisme ne suffira pas à réaliser automatiquement l'égalité entre hommes et femmes.

Cette théorie est d'une construction récente (fin des années 2010) et mobilise

« En tant qu'analyse du capitalisme, elle pose la question des rapports entre le système de domination subi par les femmes et les minorités de genre, et l'exploitation capitaliste proprement dite. »

diverses théoriciennes, essentiellement philosophes (Tithi Bhattacharya, Cinzia Arruzza, Nancy Fraser, entre autres), autour d'une tradition théorique et politique qui n'est pas complètement unifiée. Si la stratégie revendiquée consiste à s'organiser sur une base de classe dans le cadre des rapports de production, la théorie de la reproduction sociale met aussi l'accent sur la multiplicité des lieux de crise et de lutte.

L'ÉCONOMIE FÉMINISTE DES INSTITUTIONS

La dernière branche constitutive de l'économie féministe et du genre est développée quant à elle par des économistes de profession. Il s'agit d'une approche dite « hétérodoxe », ou « institutionnaliste », qui constitue un courant encore moins unifié que les deux précédents, regroupant des économistes américaines (Nancy Folbre, Julie Nelson, Sylvie Morel, William Waller, entre autres) et, plus récemment, françaises (Rachel Silvera, Anne Eydoux, Hélène Périer, Guillaume Vallet).

Cette approche intègre à son analyse du capitalisme une dimension genrée, c'est-à-dire qu'elle analyse les institutions socio-économiques qui organisent et maintiennent la domination masculine au cœur du système économique. On pense par exemple au rôle du modèle d'État « social », organisant par le biais des protections juridiques et sociales associées au mariage une incitation forte au maintien des femmes hors de la sphère de la production capitaliste. Ainsi, cette approche peut être qualifiée de réformiste,

au sens où elle ne s'inscrit pas dans une lutte contre le capitalisme. Pour cette économie féministe, le capitalisme peut être débarrassé de toute domination masculine, et son fonctionnement peut être « aménagé », il suffit d'identifier les politiques publiques et fiscales adéquates. Cette tradition rejoint donc celle d'une économie politique conseillère du pouvoir, développant des expertises sur la façon dont l'État peut organiser le meilleur capitalisme possible. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le développement de cette branche de l'économie concorde avec le mouvement d'« institutionnalisation » du féminisme, c'est-à-dire son entrée au cœur de l'État à travers la question de la parité et aussi du développement d'un mouvement associatif auquel l'État délègue des missions de service public, telles que la lutte contre les violences familiales.

Bien sûr, les frontières entre les trois approches ne sont pas complètement étanches, dans la mesure où les travaux documentant tel ou tel aspect de la domination masculine sont toujours éclairants pour l'ensemble des analyses. Cependant, les positionnements théoriques et politiques au fondement de ces trois branches sont si éloignés qu'il reste difficile de les mobiliser conjointement pour penser le(s) système(s) de domination, et plus encore la stratégie d'action pour y mettre fin. ●

***Irène Berthonnet** est économiste. Elle est maîtresse de conférences en économie à l'université de Paris Diderot.

Dernière sortie vers le socialisme (1^{re} partie)

Publié dans *Jacobin* en juillet 2021, cet article de Slavoj Žižek, « Last Exit to Socialism », part du constat que les crises écologiques majeures risquent de conduire rapidement l'humanité à sa perte. Le philosophe slovène se demande s'il y a une porte de sortie avant la catastrophe. Nous proposons aux lecteurs une traduction inédite de cet article en deux parties.

— PAR **SLAVOJ ŽIŽEK*** —

Les dernières données montrent clairement que, même après la propagation (très inégale) de la vaccination, nous ne pouvons pas nous permettre de nous détendre et de revenir à l'ancienne normalité.

DES POINTS DE BASCULEMENT MONDIAUX

Non seulement la pandémie n'est pas terminée (le nombre d'infections augmente à nouveau, de nouveaux confinements nous attendent), mais d'autres catastrophes s'annoncent à l'horizon. À la fin de juin 2021, un dôme de chaleur – un phénomène météorologique où une

crête de haute pression emprisonne et comprime l'air chaud, faisant monter les températures et cuisant la région – au-dessus du nord-ouest des États-Unis et du sud-ouest du Canada a fait que les températures approchaient les 50 °C (122 °F), de sorte que la ville Vancouver était plus chaude que le Moyen-Orient. Cette pathologie météorologique n'est que le point culminant d'un processus beaucoup plus large : au cours des dernières années, le nord de la Scandinavie et la Sibérie ont régulièrement vu des températures supérieures à 30 °C (86 °F). Dans une station météorologique à Verkhoyansk en Sibérie – au nord du cercle

polaire arctique –, l'Organisation météorologique mondiale a enregistré une journée à 38 °C (100,4 °F) le 20 juin. La ville d'Oymyakon en Russie, considérée comme l'endroit habité le plus froid de la planète, était plus chaude (31,6 °C [88,9 °F]) qu'elle ne l'a jamais été en juin. En bref : « Le changement climatique fait frire l'hémisphère nord. » Certes, le dôme de chaleur est un phénomène local, mais il est le résultat d'une perturbation globale des modèles qui dépendent clairement des interventions humaines dans les cycles naturels. Les conséquences catastrophiques de cette vague de chaleur sur la vie dans l'océan sont déjà palpables : « Le "dôme de chaleur" a probablement tué un milliard d'animaux marins sur la côte canadienne », affirment les experts. Un scientifique de la Colombie-Britannique (côte ouest du Canada) explique que la chaleur a purement et simplement fait disparaître les moules par un processus de cuisson : « Le rivage ne craque généralement pas lorsque vous marchez. »

Alors que le temps se réchauffe globalement, ce processus atteint un point culminant dans les extrêmes locaux, et ►►

« La régénération de la Terre ne dépend évidemment pas de "notre rôle plus petit et plus conscient", elle dépend de notre rôle gigantesque, qui est la vérité sous tous les discours sur notre finitude et notre mortalité. »

► ces extrêmes locaux fusionneront tôt ou tard dans une série de points de basculement mondiaux.

Les inondations catastrophiques en Allemagne et en Belgique en juillet 2021 sont un autre de ces points de basculement, et qui sait ce qui va suivre. La catastrophe n'est pas quelque chose qui commencera dans un avenir proche, elle est ici, et elle n'est pas non plus dans un pays lointain d'Afrique ou d'Asie, mais ici, au cœur de l'Occident développé. Pour le dire franchement, nous devons nous habituer à vivre avec de multiples crises simultanées.

Non seulement une vague de chaleur est au moins partiellement conditionnée par une exploitation industrielle imprudente de la nature, mais ses effets dépendent également de l'organisation sociale. Début juillet 2021, dans le sud de l'Irak, les températures ont gonflé à plus de 50°C (122°F), et ce qui s'est passé simultanément a été un effondrement total de l'alimentation électrique (pas de climatiseur, pas de réfrigérateur, pas de lumière), ce qui a fait de l'endroit un enfer. Ce résultat catastrophique a clairement été causé par l'énorme corrup-

tion de l'État en Irak, avec des milliards d'argent du pétrole disparaissant dans les poches privées. Si nous accédons sobrement à ces données (et à de nombreuses autres), il y a une conclusion simple à en tirer. Pour chaque entité vivante, collective ou individuelle, la sortie finale est la mort (c'est

NOTRE PLACE DANS LE MONDE

pourquoi Derek Humphry a eu raison de titrer son livre de 1992 pro suicide assisté *Final Exit*). Les crises écologiques qui explosent ces derniers temps ouvrent une perspective réaliste de sortie finale (suicide collectif) de l'humanité elle-même. Y a-t-il une dernière sortie de la route vers notre perte ou est-il déjà trop tard, de sorte que tout ce que nous pouvons faire est de trouver un moyen de nous suicider sans douleur ?

Alors, que devrions-nous faire dans une telle situation ? Nous devons avant tout éviter la sagesse commune selon laquelle la leçon des crises écologiques est que nous faisons partie de la nature, pas de son centre, nous devons donc changer notre mode de vie – limiter notre individualisme, développer une nouvelle solidarité et accepter notre modeste place parmi la vie sur notre planète. Ou, comme l'a dit Judith Butler : « Un monde habitable pour les humains dépend d'une terre florissante qui n'a pas d'humains en son centre. Nous nous opposons aux toxines environnementales non seulement pour que nous, les humains, puissions vivre

qui seront incroyablement puissantes, des interventions directes dans le fragile équilibre des formes de vie ? Lorsque nous disons que l'augmentation de la température moyenne doit être maintenue en dessous de 2°C (35,6°F), nous parlons (et essayons d'agir) en tant que directeurs généraux de la vie sur Terre, et non en tant qu'espèce modeste. La régénération de la Terre ne dépend évidemment pas de « notre rôle plus petit et plus conscient », elle dépend de notre rôle gigantesque, qui est la vérité sous tous les discours sur notre finitude et notre mortalité.

Si nous devons aussi nous soucier de la vie de l'eau et de l'air, cela signifie précisément que nous sommes ce que Marx appelait des « êtres universels », pour ainsi dire, capables de sortir de nous-mêmes, de nous tenir sur nos propres épaules et de nous percevoir comme un moment mineur de la totalité naturelle. S'évader dans la modestie confortable de notre finitude et de notre mortalité n'est pas une option ; c'est une fausse sortie vers une catastrophe. En tant qu'êtres universels, nous devrions apprendre à accepter notre environnement dans tout son mélange complexe, qui comprend ce que nous percevons comme des déchets ou de la pollution, ainsi que ce que nous ne pouvons pas percevoir directement car il est trop grand ou trop minuscule (les « hyper-objets » de Timothy Morton).

Pour Morton, être écologique : Il ne s'agit pas de passer du temps dans une réserve naturelle vierge, mais d'apprécier la mauvaise herbe qui se fraye un chemin à travers une fissure dans le béton, puis d'apprécier le béton. Cela fait aussi partie du monde, et fait partie de nous...

La réalité, écrit Morton, est peuplée d'« étrangers étranges » – des choses qui sont « connaissables mais étranges ». Cette étrange étrangeté, écrit Morton, est une partie irréductible de chaque rocher, arbre, terrarium, statue de la Liberté en plastique, quasar, trou noir

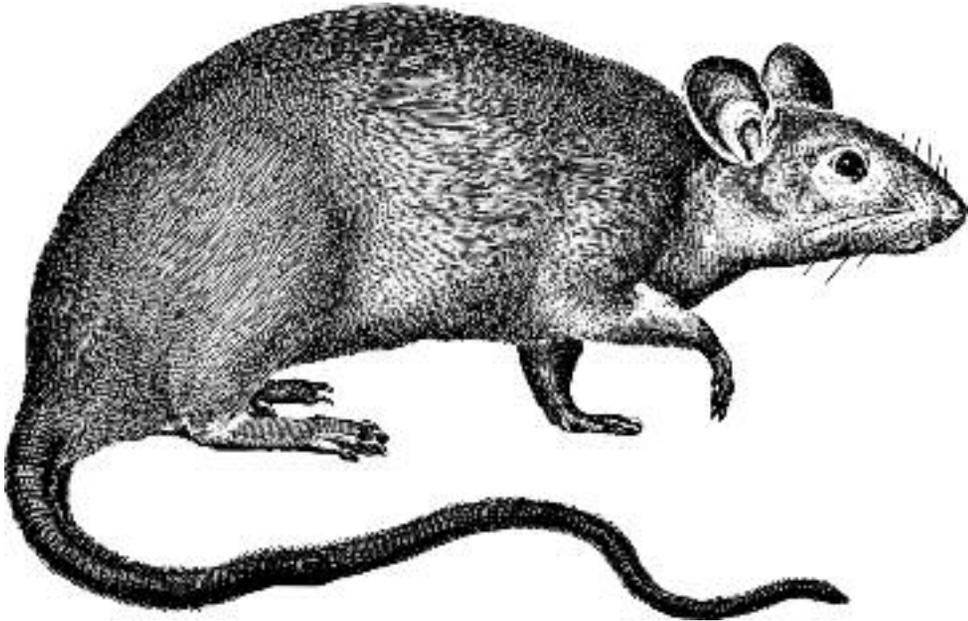
« Nous devons donc changer notre mode de vie – limiter notre individualisme, développer une nouvelle solidarité et accepter notre modeste place parmi la vie sur notre planète. »

et respirer sans craindre d'être empoisonnés, mais aussi parce que l'eau et l'air doivent avoir des vies qui ne sont pas centrées sur nous-mêmes. »

Mais n'est-ce pas que le réchauffement climatique et d'autres menaces écologiques exigent de nous des interventions collectives dans notre environnement

et respirer sans craindre d'être empoisonnés, mais aussi parce que l'eau et l'air doivent avoir des vies qui ne sont pas centrées sur nous-mêmes. »

Mais n'est-ce pas que le réchauffement climatique et d'autres menaces écologiques exigent de nous des interventions collectives dans notre environnement



ou oustiti que l'on pourrait rencontrer ; en le reconnaissant, nous nous éloignons d'essayer de maîtriser des objets et nous apprenons à les respecter dans leur insaisissabilité. Alors que les poètes romantiques rhapsodiaient sur la beauté et la sublimité de la nature, Morton répond à son étrangeté omniprésente ; il inclue dans la catégorie du naturel tout ce qui est effrayant, laid, artificiel, nocif et dérangeant.

N'est-ce pas un exemple parfait d'un tel mélange que le sort des rats à Manhattan pendant la pandémie ? Manhattan est un système vivant d'humains, de cafards et de millions de rats. Le confinement au plus fort de la pandémie signifiait que, puisque tous les restaurants étaient fermés, les rats qui vivaient de leurs ordures étaient privés de la source de leur nourriture. Cela a provoqué une famine de masse : de nombreux rats ont été trouvés en train de manger leur progéniture. La fermeture de restaurants, qui a changé les habitudes alimentaires des humains mais ne représentait aucune menace pour eux, a été une catastrophe pour les rats, les rats en tant que camarades.

Un autre accident similaire de l'histoire récente pourrait être appelé « moineau en tant que camarade ». En 1958, au début du Grand Bond en avant, le gouvernement chinois déclara que « les oiseaux sont des animaux publics du capitalisme » et lança une vaste campagne pour éliminer les moineaux, soupçonnés de consommer environ quatre livres de céréales par individu et par an. Les nids de moineaux ont été détruits, les œufs ont été cassés et les poussins ont été tués ; des millions de personnes se sont organisées en groupes et ont frappé bruyamment sur des casseroles et des poêles pour empêcher les moineaux de se reposer dans leurs nids, dans le but de les faire mourir d'épuisement.

Ces attaques massives ont épuisé la population des moineaux, la conduisant à la quasi-extinction. Cependant, en avril 1960, les dirigeants chinois ont été forcés de se rendre compte que les moineaux mangeaient un grand nombre d'insectes dans les champs, de sorte que, plutôt que d'être augmentés, les rendements en riz après la campagne ont été considérablement réduits. L'ex-

termination des moineaux a perturbé l'équilibre écologique et, en raison de l'absence de prédateurs naturels, les insectes ont détruit les cultures. À ce moment-là, cependant, il était trop tard : sans moineaux pour les manger, les populations de criquets ont explosé dans le pays et aggravé les problèmes écologiques déjà causés par le Grand Bond en avant, y compris la déforestation généralisée et l'utilisation abusive de poisons et de pesticides. Le déséquilibre écologique a exacerbé la grande famine chinoise au cours de laquelle des millions de personnes sont mortes de faim. Le gouvernement chinois a finalement eu recours à l'importation de deux cent cinquante mille moineaux de l'Union soviétique pour reconstituer sa population. ●

***Slavoj Žižek** est philosophe.

Traduit de l'anglais par Jean-Michel Galano.

La suite de l'article paraîtra dans le prochain numéro de **Cause commune**.

Les relations cinématographiques entre la France et la RDA

Entre camaraderie, bureaucratie et exotisme, ces échanges apparaissent particulièrement révélateurs des contraintes, mais aussi des espaces de négociation possibles de part et d'autre du « rideau de fer ».

— PAR PERRINE VAL* —

« Protection sociale, justice, bonheur et sentiment de sécurité, une vie en paix – qui ne se le souhaite pas ? [...] Est-il possible qu'un tel monde existe ? [...] En RDA, cette politique pour la prospérité du peuple n'est pas une proclamation, c'est une réalité. » Ainsi s'ouvre la brochure *Politik zum Wohle des Volkes (Politique pour la prospérité du peuple)* éditée en 1976 par l'agence de presse Panorama DDR. Créée pour relayer à l'étranger la propagande officielle du régime est-allemand, cette dernière a pour pendant cinématographique le groupe Camera DDR. Celui-ci se lance au même moment dans la production de moyens-métrages documentaires exclusivement destinés à l'étranger. Sur fond de ciel bleu, de paysages verdoyants et d'habitants souriants, ces films sont envoyés partout dans le monde pour promouvoir le mode de vie est-allemand et encourager les étrangers à venir découvrir la République démocratique allemande. Ces années 1970 constituent un moment charnière dans les relations de la RDA avec les pays occidentaux, puisqu'elles marquent la reconnaissance officielle de cette « autre » Allemagne par ces derniers. Ce tournant fait suite à plusieurs décennies d'échanges culturels souvent entravés par les obstacles géopolitiques, et suppléant malgré eux à l'absence de relations diplomatiques officielles avec l'Ouest. Les échanges

cinématographiques entre la RDA et la France apparaissent, à cet égard, particulièrement révélateurs des contraintes, mais aussi des espaces de négociation possibles de part et d'autre du « rideau de fer ». Ils confirment l'idée que, loin d'être des « blocs » homogènes et imperméables, l'Ouest et l'Est constituent avant tout deux pôles reliés de manière continue tout au long de la guerre froide.

LES RELATIONS CINÉMATOGRAPHIQUES FRANCO-EST-ALLEMANDES

Elles débutent en 1946, trois ans avant la création de la RDA. Cette année-là, dans les ruines de l'immédiat après-guerre, des communistes allemands fondent la DEFA (*Deutsche Filmaktiengesellschaft*), la société chargée de la production et de la diffusion du cinéma dans la zone d'occupation soviétique, RDA en devenir. La pénurie de profes-

sionnels et de films encourage les responsables de la DEFA à faire appel à des cinéastes et à des acteurs et actrices venus de l'étranger. Anne Vernon et Roland Alexandre, que l'on retrouvera plus tard l'une sous les traits de la mère de Catherine Deneuve dans *Les Parapluies de Cherbourg* (Jacques Demy, 1964) et l'autre sur les planches de la Comédie française, sont les premiers Français à participer au tournage d'un film de la DEFA, *Das Fräulein von Scuderi* (Eugen York, 1954). Ils sont rapidement imités par des compagnons de route du Parti communiste français. Gérard Philippe tourne ainsi en RDA l'unique film de sa carrière en tant que réalisateur (*Les Aventures de Till l'Espiègle*, 1956). Simone Signoret et Yves Montand partagent pour la première fois l'affiche grâce aux *Sorcières de Salem* (Raymond Rouleau, 1957), coproduit par la DEFA. Le réalisateur communiste Louis Daquin

« En 1957, les producteurs français et italiens de l'ambitieuse adaptation des *Misérables*, avec Jean Gabin dans le rôle principal, font appel à leurs homologues est-allemands pour bénéficier des moyens techniques des studios de Babelsberg. »

est momentanément accueilli en Roumanie puis en RDA, alors qu'il rencontre en France des difficultés professionnelles liées à son engagement politique. Il réalise une adaptation de *La Rabouilleuse* de Balzac dans les studios est-allemands de Potsdam-Babelsberg en 1960 (*Trübe Wasser/Les Arrivistes*).

La proximité politique ne constitue pourtant pas la seule motivation à travailler avec la DEFA. En 1957, les producteurs français et italiens de l'ambitieuse adaptation des *Misérables*, avec Jean Gabin dans le rôle principal, font appel à leurs homologues est-allemands pour bénéficier des moyens techniques des studios de Babelsberg. Le film, réalisé par Jean-Paul Le Chanois, met en scène le parcours de Jean Valjean dans des décors est-allemands, avec une Madame Thénardier incarnée par une comédienne originaire de Berlin-Est (Elfriede Florin).

en couleurs, en noir et blanc, en allemand, anglais, arabe et français qui circulent clandestinement à l'Ouest et véhiculent le message anticolonialiste de René Vautier.

LA DÉNONCIATION DES EXACTIONS COMMISES PAR LA JUNTE MILITAIRE AU CHILI

Outre l'Algérie, les relations cinématographiques franco-est-allemandes se jouent également au Chili. Les films est-allemands ayant le plus circulé en France sont les longs métrages du cycle documentaire produit par le Studio H&S lors du coup d'État de Pinochet le 11 septembre 1973. En se revendiquant ouvertement communistes et propagandistes, et en développant un art du montage inspiré d'Eisenstein et de Vertov, le duo est-allemand constitué de Walter Heynowski et de Gerhard Scheumann se forge une solide réputation auprès des

1974 et 1978, la production du Studio H&S se concentre ensuite exclusivement sur l'actualité chilienne. Tandis que le mouvement de la solidarité internationale fédère de nombreux Européens qui accueillent les réfugiés chiliens et organisent des événements de soutien, les documentaires du duo est-allemand contribuent à dénoncer les exactions commises par la junte militaire qui s'est emparé du pouvoir par la force. *Der Krieg der Mumien (La Guerre des momies, 1974)*, *Ich war, ich bin, ich werde sein (J'étais, je suis, je serai, 1974)*, *El Golpe blanco (Le Coup d'État blanc, 1975)* et *Eine Minute Dunkel macht uns nicht blind (Une minute d'obscurité ne nous aveugle pas, 1976)* sont largement diffusés par l'entremise du PCF partout en France, dans les salles de cinéma comme dans les festivals. Les réactions sont unanimement enthousiastes. En juillet 1975, Serge Toubiana parle par exemple de « scoop filmique » à leur égard dans *Les Cahiers du cinéma*. Ces films produits par la RDA contribuent encore aujourd'hui à l'écriture cinématographique de l'histoire chilienne, puisque certaines de leurs images sont régulièrement reprises dans des documentaires sur le Chili. Images dont Walter Heynowski a pourtant indirectement révélé, bien après la fin de la dictature de Pinochet, ne pas être l'auteur. Une enquête menée par Jean-Noël Darde révèle en effet le rôle décisif joué par Miguel Herberg, un journaliste espagnol qui a interviewé Pinochet et filmé au péril de sa vie les camps de prisonniers chiliens, fournissant au Studio H&S des images inédites, sans que son nom soit pourtant jamais cité.

Les films est-allemands dont la diffusion en France est remarquable partagent tous pour point commun l'oubli systématique de leur provenance géographique par les spectateurs français. La nationalité est-allemande de Heynowski et Scheumann n'est presque jamais mentionnée dans la presse. Leurs documentaires sont perçus comme chiliens, alors qu'il s'agit moins de films partisans de la solidarité internationale que ▶▶

« Les films des cinéastes actifs au sein de la DEFA sont porteurs des tensions et des contradictions entre leurs aspirations et la réalité qui, paradoxalement, constitue un espace de rencontre avec les spectateurs et spectatrices d'aujourd'hui. »

Si, jusqu'en 1973, l'absence de relations diplomatiques officielles entre la France et la RDA ne facilite pas les échanges entre les deux pays, elle constitue aussi parfois une opportunité unique. Ainsi, pendant la guerre d'indépendance algérienne, le documentariste René Vautier filme les affrontements du côté des combattants algériens et se rend à Berlin-Est pour postproduire son film militant pour l'indépendance. Le manque de relations officielles garantit en effet l'absence de toutes représailles diplomatiques de la part de la France. Les studios est-allemands produisent des copies de *L'Algérie en flammes* (1958)

dirigeants de la RDA. Leurs films prennent activement parti contre l'« impérialisme capitaliste », et l'efficacité de leurs documentaires leur permet de jouir du rare privilège de partir tourner à l'étranger. Après avoir dénoncé les exactions commises au Congo par un légionnaire ouest-allemand (*Der lachende Mann/L'Homme qui rit, 1966*), puis lors de la guerre du Vietnam par les Américains, ils filment les oppositions rencontrées au Chili par Salvador Allende, premier président socialiste élu démocratiquement en Amérique latine. Leur séjour précède de quelques mois le coup d'État de Pinochet. Entre

►► de manifestes idéologiques utilisant la situation chilienne pour promouvoir avant tout le discours « anti-impérialiste » officiel de la RDA. Les rares projections de films de la DEFA au festival de Cannes illustrent la même méprise. En 1959, un film de la DEFA avait par exemple été récompensé pour la première fois à Cannes, mais au prix de l'oubli de la provenance est-allemande du film – *Sterne (Étoiles, Konrad Wolf)* concourait en l'occurrence sous la nationalité bulgare (la Bulgarie ayant coproduit le film). Dix ans plus tard, les responsables est-allemands n'avaient pas hésité à faire appel au colonel Rémy, pourtant sympathisant de l'Action française, pour accompagner à Cannes le film de la DEFA *Die gefrorenen Blitze (Et l'Angleterre sera détruite, János Veiczi, 1967)*, mettant en scène le réseau de Résistance Marco Polo au sein duquel Rémy fut actif pendant la guerre.

UN INTÉRÊT FRANÇAIS POUR LA DEFA

Ironie de l'histoire, ce n'est qu'après la chute du mur de Berlin que les Français et les cinéastes en particulier s'intéresseront avec plus de curiosité à ce que fut la RDA. En 1990, Chris Marker et Jean-Luc Godard se rendent à Berlin pour suivre l'unification allemande – respectivement dans le reportage *Berliner Ballade* et dans le long métrage *Allemagne année 90 neuf zéro*. Leurs regards se caractérisent par beaucoup d'amertume, avec le sentiment d'une victoire du capitalisme et de la disparition du contre-modèle allemand qu'en

carnait la RDA. Un point de vue assez affecté puisque Godard n'avait jamais voyagé en RDA auparavant et que Marker ne s'était plus rendu au festival international du cinéma documentaire de Leipzig depuis 1968.

Cet intérêt français pour la DEFA perdure jusqu'à aujourd'hui. Bien que la circulation des films est-allemands soit discrète, elle est néanmoins régulière. Depuis la chute du Mur, plusieurs productions de la DEFA sont diffusées chaque année en France – le plus souvent dans le cadre de festivals (entre autres à La Rochelle dès 1990, à Clermont-Ferrand en 2004, à Nantes en 2009 et à Belfort en 2019) ou de rediffusions à la télévision. Cet intérêt français toujours renouvelé est d'autant plus remarquable qu'on observe parfois à l'inverse un certain détachement à l'égard de cette cinématographie en Allemagne. Par exemple, le documentariste (est-)allemand Jürgen Böttcher fut nommé officier des Arts et des Lettres dès 1994 en France, mais ne reçut la décoration allemande similaire qu'en

« Pendant la guerre d'indépendance algérienne, le documentariste René Vautier filme les affrontements du côté des combattants algériens et se rend à Berlin-Est pour postproduire son film militant pour l'indépendance. »

2001. Un autre exemple est celui du cinéaste Volker Schlöndorff, figure emblématique du nouveau cinéma allemand, qui s'exprima publiquement en 2008 de manière très dépréciative et sans nuance envers la DEFA (« le nom de la DEFA doit disparaître », écrivit-il). Plusieurs facteurs expliquent l'intérêt des spectateurs français pour la cinématographie est-allemande. On peut d'abord y voir l'héritage des relations patiemment nouées au cours des décennies de la guerre froide. On peut aussi y déceler un intérêt plus large pour la RDA et son histoire si singulière, dont les films de la DEFA incarnent la dernière trace encore en mouvement. Plus généralement, ces films sont aussi porteurs de questionnements universels, tels que les processus de négociation avec la censure ou le rapport à l'altérité dans la construction d'une identité nationale. La plupart des cinéastes actifs au sein de la DEFA partageaient les idéaux communistes des dirigeants politiques et souhaitaient œuvrer à la création d'une Allemagne socialiste et à l'amélioration de la vie en RDA. Leurs films sont donc révélateurs des tensions et des contradictions entre leurs aspirations et la réalité, soit un sentiment de décalage qui, paradoxalement, constitue aussi un espace de rencontre, voire une impression de proximité, avec les spectateurs et spectatrices d'aujourd'hui. ●

*Perrine Val est historienne du cinéma. Elle est docteure en histoire de l'art de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

« Des films produits par la RDA contribuent encore aujourd'hui à l'écriture cinématographique de l'histoire chilienne, puisque certaines de leurs images sont régulièrement reprises dans des documentaires sur le Chili. »

Construire nos émancipations collectives en bâtissant nos villes

Dans une période qui voit divers discours anti-urbains gagner un écho croissant, la défense d'un véritable « droit à la ville » est peut-être plus d'actualité que jamais. Forgé par Henri Lefebvre, sociologue et philosophe marxiste qui publia *Le Droit à la ville* en 1968, il s'agit à la fois d'un outil d'analyse et d'un outil d'action, au service d'un projet politique émancipateur.

— PAR VÉRONIQUE BONTEMPS ET GILLES MARTINET* —

On ne peut comprendre le droit à la ville indépendamment des conditions de la production des espaces urbains. Cette production implique de nombreuses personnes dans bien des dimensions de la vie sociale (politiques, économiques, sociales, culturelles, etc.). L'espace n'est jamais un simple cadre ou support des faits sociaux : Henri Lefebvre le conçoit à la fois comme un produit des rapports sociaux – en particulier des rapports de production – et comme un

puissant levier de leur reproduction. Sans entrer dans le détail des élaborations conceptuelles d'Henri Lefebvre – et notamment de son fameux triptyque espace conçu, espace vécu, espace perçu –, toute la puissance subversive du « droit à la ville » repose dans cette relation entre production de l'espace et rapports de production.

Il définit le droit à la ville comme un « droit à la vie urbaine, transformée, renouvelée », à la fois « droit à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation,

à l'habitat et à l'habiter [...] droit à l'œuvre (à l'activité participative) et droit à l'appropriation (bien distinct du droit à la propriété) » (*Le Droit à la ville*, p. 121 et 140). Il s'agit de défendre le droit des personnes – en particulier des membres de la classe ouvrière – à concevoir et à façonner l'espace dans lequel elles déploient leurs activités, ainsi que leur droit à en jouir pleinement. Outil d'analyse, le droit à la ville permet de saisir les processus de production de l'espace qui mettent ce dernier au service de certaines habitantes et habitants et de certains usages, au détriment d'autres, et de révéler la genèse des injustices spatiales qui se structurent autour de ces antagonismes. Il s'inscrit au cœur d'une réflexion sur l'espace profondément ancrée dans le matérialisme dialectique : le droit à la ville des personnes et des groupes dominés et des exploitées, vient s'opposer à la production ►►

« Compte tenu de sa genèse, le succès institutionnel du "droit à la ville" au début du XXI^e siècle – en particulier l'international – est surprenant. »

► capitaliste de l'espace et aux intérêts des possédants. Il ne peut donc être pleinement réalisé sans que soient renversés les rapports de domination.

LE DROIT À LA VILLE, UN DROIT À GAGNER

Bien des questions abordées dans la rubrique Production de territoires de *Cause commune* pourraient être saisies par ce prisme. Comme l'écrit le géographe Matthieu Noucher, les toponymes – en particulier les odonymes –

formés pour empêcher l'installation de populations migrantes ? Ici, on saisit le droit à la ville par son envers, par la construction de groupes sociaux indésirables et par la matérialisation – notamment dans la morphologie urbaine et à travers les actions des forces de police – de leur exclusion et de leur dispersion. Le droit à la ville peut aussi nous aider à comprendre les mécanismes de production d'espaces par et pour des personnes en situation de marginalisation ou de domination.

Compte tenu de sa genèse, le succès institutionnel du « droit à la ville » au début du XXI^e siècle – en particulier à l'international – est surprenant. Ainsi, il est en 2016 au cœur d'Habitat III, la conférence des Nations unies sur le logement et le développement urbain durable. Il y est défini par le comité préparatoire comme étant « le droit de tous les habitants, présents et futurs, d'occuper, d'utiliser et de créer des villes justes, inclusives et durables, qui soient un bien commun essentiel à la qualité de vie. Le droit à la ville engage, en outre, les responsabilités des gouvernements et des personnes à revendiquer, défendre et promouvoir ce droit ». Si on retrouve ici la défense d'une production de la ville par et pour celles et ceux qui y habitent, la plupart des discours institutionnels et des politiques publiques qui se réclament du droit à la ville en font un simple « droit d'accès à la ville », qui joint au « droit au logement » un droit à l'usage des services urbains, publics ou privés, et parfois un droit à la « participation ». Même dans les productions d'Habitat III, le droit à la ville est aseptisé : les contradictions et les conflits entre des intérêts antagoniques en sont largement évacués. Défini comme outil moral au service de la liberté individuelle, l'outil est ainsi vidé de son contenu politique et systémique. On retrouve pourtant le contenu du droit à la ville comme outil d'action, dans des luttes urbaines, depuis Fives à Lille jusqu'à la Villeneuve de Grenoble, en passant par Belleville où un collectif lutte pour « le droit à la [Belle]Ville » ; il est également au cœur

« Le droit à la ville “droit à la vie urbaine, transformée, renouvelée”, à la fois “droit à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter [...] droit à l'œuvre (à l'activité participative) et droit à l'appropriation (bien distinct du droit à la propriété)” . »

Henri Lefebvre

sont des marqueurs puissants des groupes sociaux qui participent à la production des espaces, en concevant leurs formes, en établissant leurs fonctions, en les nommant et en y contrôlant les pratiques. Et que dire du droit à la ville de celles et ceux qui n'ont pas de logement, surtout lorsque les bancs publics deviennent si inhospitaliers, comme l'explique Corinne Luxembourg, ou quand les espaces publics sont trans-

Ainsi, les squats présentés par la géographe Céline Bergeon sont, à leur échelle, une mise en œuvre concrète du droit à la ville : leurs habitantes et habitants produisent leur espace, contre la propriété privée lucrative et bon nombre de lois de l'ordre urbain instauré, et se dotent ainsi d'une « ressource dans la vie quotidienne » – mais cet espace et ce droit sont toujours menacés, toujours à défendre.

d'actions associatives, comme celles d'APPUII (Alternatives pour des projets urbains ici et à l'international).

Lorsque l'expression « droit à la ville » se fait entendre en France aujourd'hui, c'est souvent dans le cadre de mobilisations contre la gentrification, ce processus au cours duquel des acteurs dominants s'approprient les quartiers populaires, modifient leur morphologie et les pratiques qui peuvent s'y déployer, génèrent une élévation des valeurs foncières et immobilières et provoquent, à terme, le départ des anciennes habitantes et habitantes. Au-delà des luttes organisées qui s'emparent du « droit à la ville » comme outil d'action et de légitimation dans les enceintes médiatiques et politiques, toutes les pratiques populaires qui font usage des ressources produites collectivement dans un espace, et contribuent à les reproduire, exercent leur droit à la ville. Ainsi, « résister en habitant », pour reprendre l'expression du géographe Matthieu Giroud, c'est actualiser – au moins partiellement – son droit à la ville, entendu comme étant la capacité de chacune et de chacun à participer à la production collective de biens matériels, sociaux et imaginaires. On comprend mieux ainsi les efforts que déploient des propriétaires ou des pouvoirs publics pour évincer certaines pratiques : en effritant l'ordre urbain qu'ils veulent mettre en place, elles subvertissent l'ordre social et sapent leur pouvoir.

UN CONTEXTE EN ÉVOLUTION

Ancré dans le matérialisme dialectique, dynamique et révolutionnaire, le droit à la ville – projet de transformation de la société par l'action collective sur l'espace – devrait conserver toute sa radi-

« En France comme ailleurs, la production des espaces urbains est au cœur de la reproduction et du renforcement du capitalisme financiarisé : la revendication, la formulation et la réalisation du droit à la ville peuvent donc être de puissants leviers de sa fragilisation. »

calité et sa puissance subversive. Cependant, pour qu'il soit pleinement émancipateur, nous ne pouvons aujourd'hui le penser et le pratiquer comme l'envisageait Henri Lefebvre. Nous ne sommes plus dans le contexte que ce dernier étudiait : les acteurs dominant la production des espaces urbains ne sont plus les mêmes. L'action planificatrice et aménageuse de l'État s'est rabougrie, tandis que nouvelles entités privées ont gagné en puissance. En France comme ailleurs, la production des espaces urbains est au cœur de la reproduction et du renforcement du capitalisme financiarisé : la revendication, la formulation et la réalisation du droit à la ville peuvent donc être de puissants leviers de sa fragilisation.

Néanmoins, avec la généralisation de l'urbanisation et la production de formes plurielles d'espaces suburbains, les concepteurs, conceptrices, promoteurs et promotrices institutionnelles de l'espace se diversifient, au-delà de leur condition commune d'acteurs capitalistes. Les puissances coloniales, néo-coloniales, ou encore des organismes « humanitaires », produisent structurellement des zones de marginalité,

d'encampement et de « pacification » selon des méthodes qu'il conviendrait de spécifier systématiquement. Partout, les rapports sociaux de domination (patriarcat, capitalisme, validisme, hétéronormativité, racisme, etc.) s'entremêlent et participent à la production d'espaces originaux, qui assoient leur perpétuation. Des droits à la ville pour les populations des « métropoles mondiales », pour celles de territoires colonisés en Palestine, ou pour les personnes réfugiées dans des camps ne peuvent donc être pensés indépendamment des entrelacs de domination, qui créent des territoires morcelés et invivables.

Ainsi, la « classe ouvrière » ne peut être l'actrice unique et homogène de ce projet révolutionnaire. Partout, les imbrications des rapports de domination doivent être pleinement prises en compte, pour produire collectivement des espaces qui n'en reproduisent aucun et, au contraire, contribuent à tous les faire tomber. ●

***Véronique Bontemps** est anthropologue. Elle est chargée de recherche au CNRS.

Gilles Martinet est géographe. Il est doctorant à l'université Paris-3 Sorbonne nouvelle

Imaginer le futur avec les ingénieurs

Les élèves qui sortent des grandes écoles deviendraient « rigoureusement intelligents jusqu'au point où c'est le devoir de ne plus comprendre » (Victor Hugo), donc rigides, peu créateurs et peu enclins à contester les normes capitalistes en vigueur. Voici quelques réflexions personnelles, issues de travaux d'enseignement et de recherche en sciences humaines et sociales à l'Institut national des sciences appliquées de Lyon.

— PAR CÉLINE NGUYEN ET MARIANNE CHOUTEAU* —

UN BON INGÉNIEUR EST UN INGÉNIEUR QUI CALCULE ?

Pour concevoir, l'ingénieur n'aurait besoin que de savoir calculer, de résoudre des problèmes, d'être pragmatique et efficace. Spéculer, se projeter lui seraient inutiles... L'ingénieur n'aurait donc rien à voir avec l'imaginaire, la fiction, la fantaisie, le rêve... Son monde devrait être concret, sa logique implacable. Poncifs ou réalité ?

Il est vrai que, si on regarde d'un peu près la façon dont les ingénieurs français sont aujourd'hui formés, force est de constater que l'imaginaire ne fait pas partie des concepts mobilisés. Depuis longtemps, l'enseignement secondaire et supérieur sépare en effet ce qui pourrait relever d'une rationalité analytique – les mathématiques, les sciences expérimentales ou biologiques – de ce qui pourrait relever d'une rationalité plus

créative – les arts plastiques ou vivants, ou la littérature par exemple. Pourtant, nombreux sont les auteurs qui ont souligné l'incohérence de cet état de fait. Déjà en 1959, le chimiste et romancier Charles Percy Snow déplorait l'existence de deux cultures bien distinctes : une scientifique et une plus littéraire. Distinction qui, selon lui, empêcherait la compréhension et la résolution des

problèmes du monde contemporain. Dans son ouvrage *L'Imagination scientifique* (1973 - Gallimard, 1981, pour la version française), le physicien Gerald Holton lance à son tour un pavé dans la mare : non, les scientifiques ne sont pas dénués d'imagination ; au contraire, ce sont leurs options personnelles, leur « science privée », largement d'ordre esthétique, qui les guident, les incitent

« La culture technique est un ensemble de connaissances associant savoirs scientifiques, techniques et connaissances relevant des sciences économiques, humaines et sociales. »

à chercher, à imaginer et concevoir le monde... Enfin, plus près de nous, Jean-Claude Ameisen, médecin et immunologiste, nous propose sur les ondes des voyages à travers le temps et les espaces qui mêlent justement avec brio, imaginaire, fiction, poésie et données scientifiques.

de croyances, de souvenirs, de symboles, de tabous, de mythes : un moteur qui nous inciterait à agir et un réservoir dans lequel puiser pour inventer, créer mais aussi se positionner en tant que personne, citoyen et de ce fait ingénieur. Une part de notre imaginaire est individuelle, faite de nos souvenirs, liée à

Bruno Jacomy, Yves Deforge, pour faire en sorte que la technique ne soit pas le fait des seuls ingénieurs, la culture technique est un ensemble de connaissances associant savoirs scientifiques, techniques et connaissances relevant des sciences économiques, humaines et sociales. Ce concept permet de penser la technique dans son ensemble en n'omettant pas les éléments culturels, symboliques, humains, sociaux, souvent oubliés ou invisibles, qui sont incorporés dans tout objet technique. La culture technique nous évite l'aliénation : elle nous place donc à bonne distance de la seule technique. C'est un concept émancipateur ayant une nature profondément politique.

Aujourd'hui et ce, notamment parce que la technologie a atteint un degré de complexité très important et que les enjeux auxquels nous faisons face sont considérables, la culture technique est plus que jamais d'actualité. Pourquoi ? Simplement parce qu'elle donne les leviers intellectuels nécessaires pour comprendre et concevoir une « bonne » technique.

UNE CULTURE TECHNIQUE RÉFLEXIVE, ENGLOBANTE ET AGISSANTE

Mais qu'entendons-nous par culture technique et comment faire un lien avec l'imaginaire des ingénieurs ? Dans un premier temps, précisons qu'elle doit être réflexive, englobante et agissante. Elle permet – comme le soulignaient également les auteurs cités plus haut – tout à la fois l'action et la réflexion sur l'action. Aussi se compose-t-elle de trois niveaux. Le premier est technique : il donne accès aux connaissances pour comprendre le fonctionnement, les matériaux, les phénomènes scientifiques en jeu. Le deuxième est celui où l'on pense l'usage, sa logique et son épais- ►►

« La culture technique permet de penser la technique dans son ensemble en n'omettant pas les éléments culturels, symboliques, humains, sociaux, souvent oubliés ou invisibles, qui sont incorporés dans tout objet technique. »

À l'instar de ces scientifiques, nous pensons qu'il faut intégrer le concept d'imaginaire dans la formation d'ingénieurs, tant pour que ces derniers aient conscience de sa puissance que pour qu'ils comprennent son rôle dans la compréhension du mode de fonctionnement de la société et la conception du monde de demain. L'imaginaire est une voie primordiale pour comprendre le réel et agir sur lui, il n'est pas une fantaisie déconnectée de la réalité et hors propos.

VOUS AVEZ DIT IMAGINAIRE ?

Mais au fond, de quoi s'agit-il ? L'imaginaire est un concept flou, vague : tantôt confondu avec l'imagination, capacité intellectuelle qui nous permet de le mobiliser et l'enrichir, tantôt restreint à la créativité. C'est en effet un ensemble constitué de références culturelles, de fantasmes, d'idées nouvelles, d'images physiques ou mentales, de projections positives ou négatives, voire de préjugés,

nos goûts et à nos expériences propres, tandis qu'une autre est collective, basée par exemple sur les partages familiaux et culturels, les œuvres qui ont marqué des générations. C'est cet ensemble qui nous permet justement de faire société, de partager des espaces connus, mais aussi de donner du sens à ce que l'on ne comprend pas, d'où son importance dans le monde scientifique.

En cela, il a une utilité incontestable : il nous donne les moyens de réfléchir à la complexité du monde d'aujourd'hui et de demain et de nous y projeter. Il nous permet aussi de sortir des sentiers battus pour inventer du nouveau.

ET L'INGÉNIEUR DANS TOUT ÇA ?

Certes, l'ingénieur a besoin de savoir calculer, c'est indéniable. Mais il a aussi besoin de mobiliser son imaginaire et ce notamment à travers sa culture technique. Très plébiscitée dans les années 1980 et 1990 par des auteurs tels que Jocelyn de Noblet, Philippe Roqueplo,

►► seur sociale : comment s'en sert-on et pourquoi. Et enfin, le troisième est celui où l'on raisonne en terme plus sociétal, on s'interroge sur les aspects collectifs et politiques. À ces trois niveaux correspondent trois points de vue : celui du technicien-ingénieur, celui de l'usager et celui du citoyen.

RETOURS D'EXPÉRIENCES

Mais prenons des exemples pour mieux comprendre où se cache l'imaginaire et comment le mobiliser quand on est élève-ingénieur. Alors qu'il a besoin de faire appel à sa créativité pour concevoir un nouvel objet technique, penser son principe de fonctionnement et ses composants, l'ingénieur peut avoir tout intérêt à puiser dans son imaginaire en empruntant des idées à des fictions, ou en puisant dans ses souvenirs ou d'autres univers, par analogie par exemple. Nombre de techniques de créativité enseignées notamment dans les écoles d'ingénieur invitent justement à s'inspirer de mondes qui sont *a priori* éloignés, faisant ainsi de l'imaginaire un sérieux atout pour se lancer dans un processus d'innovation. Travailler le niveau deux de cette culture technique, c'est demander aux élèves-ingénieurs de se mettre à la place d'un usager potentiel auquel ils destinent un objet technique. Pour ce faire, ils l'imaginent, lui dressent le portrait et parfois le dessinent. Ils le rencontrent même – en l'observant ou l'interviewant. Ils sont alors en mesure d'évaluer l'écart entre l'usage imaginé et ce que lui en dit réellement l'usager. Ainsi, ils revoient leur copie et surtout se questionnent sur leurs idées préconçues, leurs stéréotypes... Ils prennent conscience des forces et faiblesses de leur imaginaire, atout nécessaire mais pas suffisant ! Enfin, le troisième niveau de la culture technique est celui de la projection, pour leur permettre de penser le monde

de demain, celui qui leur semble désirable et qu'ils veulent façonner. Et ce n'est pas facile. Si nous devons leur faire comprendre que les objets techniques sont porteurs de vision du monde, il nous faut aussi leur apprendre à tirer les fils : quels sont les mondes que ces objets techniques, nouveaux ou non, fabriquent ? Quelles sont les utopies qui les sous-tendent ? Quels sont les désirs politiques, voire les idéologies, qui prévalent à leur création et à leur déploiement ? Pour s'en rendre compte, rien de mieux que les fictions et les imaginaires fertiles contenus dans des films ou des séries pour les guider. C'est l'« art du détour ». Cela peut aussi servir à expérimenter en matière d'éthique : comment se positionner par rapport à cette nouvelle technologie ? Comment faire de cet outil un support de questionnement et de prise de décision ? Plus engageant encore : imaginer et rédiger des fictions ou encore des concepts ou scénarios de séries pour penser la technique et la faire vivre dans un futur souhaitable. Il faut le reconnaître, le défi est certainement moins intimidant lorsqu'on agit en tant que créateur littéraire qu'en tant que futur ingénieur, disposant de peu de marge de manœuvre...

L'IMAGINAIRE POUR N'OUBLIER PERSONNE

Mais restons objectives, mobiliser l'imaginaire n'est pas évident. C'est presque une gageure. Il est vrai que c'est un concept à la mode, associé au *soft power*. Il est parfois utilisé en management pour réenchanter le monde, mettre du vernis ou galvaniser les équipes... et, de ce fait, il peut créer de la méfiance. S'entame alors pour nous un travail de longue haleine. Il s'agit même parfois d'un difficile chemin de déconstruction. Il nous faut « casser » les *a priori*, anti-

« L'imaginaire est une voie primordiale pour comprendre le réel et agir sur lui, il n'est pas une fantaisie déconnectée de la réalité et hors propos. »

ciper les réticences. Il nous faut modifier le mode de faire habituel des élèves-ingénieurs pour les ouvrir vers d'autres façons de penser, de construction de savoir, leur apprendre à faire des allers-retours. Mais ils s'emparent finalement de cet étrange concept protéiforme. Ils finissent par lâcher prise et acceptent en tout cas de le découvrir. C'est nouveau. Ils s'intéressent. Ils découvrent à quel point cela les aide à se positionner par rapport à des choix qu'ils ont à faire et, nous l'espérons, à se projeter dans des mondes souhaitables. Mais aussi, et peut-être surtout, cela les aide à comprendre combien la technique est un élément de la société, qui ne peut se penser isolément, sans eux, sans nous. ●

*Céline Nguyen et Marianne Chouteau sont maîtresses de conférence à l'INSA de Lyon.

PAR GÉRARD STREIFF

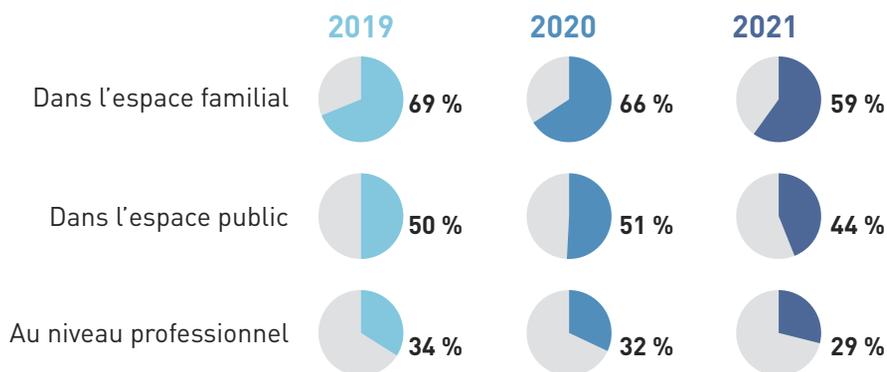
Inégalités de genre : ça s'aggrave !

La troisième édition du baromètre « Priorité(s) femmes » menée au printemps 2021 par la société Kantar pour la Fondation des femmes est sans appel : l'opinion considère que les inégalités de genre s'aggravent en France. « On note un net recul de la satisfaction en matière d'égalité femmes-hommes » dans tous les domaines, estime Gaïdic d'Albronn, une responsable de l'institut d'enquête. C'est dans le cadre professionnel que les critiques sont les plus vives : 29 % des sondés seulement trouvent que l'égalité femmes/hommes « a atteint un niveau satisfaisant ». « Lorsqu'on arrive pour la première fois en entreprise, les

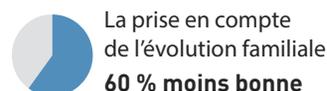
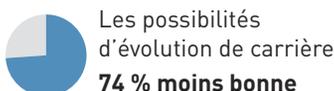
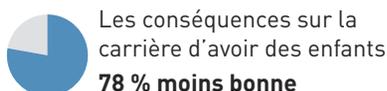
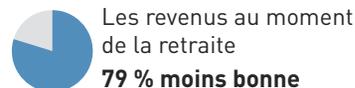
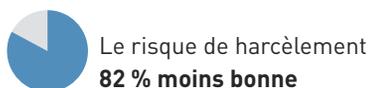
discriminations basées sur le genre sont beaucoup plus flagrantes que lors des études », note la présidente de Fondation des femmes. Avec une différence nette entre les genres. 36 % des hommes se contentent de la situation contre 23 % des femmes, un chiffre qui tombe à 17 % chez les moins de 35 ans. Seul aspect encourageant : les jeunes hommes se montreraient plus critiques que leurs aînés.

La crise de la covid, forçant les citoyens à se replier sur la sphère intime, a également accéléré la prise de conscience des inégalités dans la sphère familiale. ●

POURCENTAGE DE FRANÇAIS (SUR TROIS ANS) CONSIDÉRANT QUE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES A ATTEINT UN NIVEAU SATISFAISANT



DANS LE MONDE PROFESSIONNEL, PAR RAPPORT À CELLE DES HOMMES, LA SITUATION DES FEMMES EST



Tous propriétaires : vraiment ?

Il est certains mythes économiques tenaces. Tout comme le tissu économique n'appartient pas aux « petites entreprises »⁽¹⁾, le marché immobilier français n'appartient pas à des « petits propriétaires ». C'est ce que démontre implacablement l'INSEE dans une étude récente sur le marché immobilier⁽²⁾ intelligemment intitulée *Et pour quelques appartements de plus*.

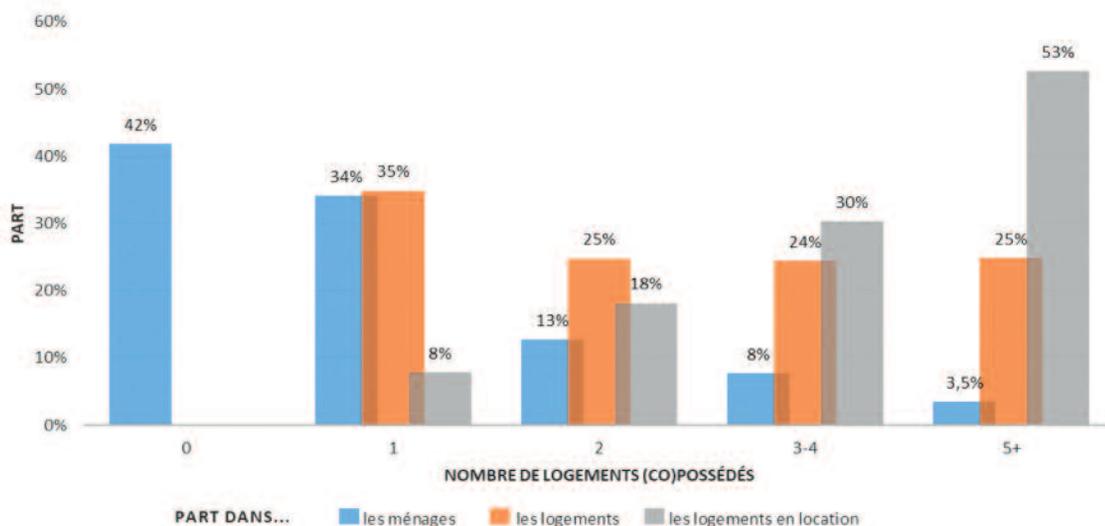
Le fait qu'une majorité des ménages français (58 %) est bien propriétaire d'au moins un logement pourrait laisser croire qu'il existe une « France des petits propriétaires ». En réalité, rien n'est plus faux puisque 68 % des logements sont possédés par seulement un quart des ménages. Le marché immobilier français est donc en réalité particulièrement concentré. Sans surprise, le nombre de logements possédés augmente logiquement avec le niveau de vie. Ainsi parmi les

10 % les plus riches, 67 % sont multipropriétaires.

Pire encore : la moitié des logements en location sont possédés par 3,5 % des ménages. Les nombreux ménages qui ne sont pas propriétaires (42 %) et doivent se loger dans le parc locatif privé n'ont donc bien souvent pas affaire à un « petit propriétaire » mais plus vraisemblablement à un rentier multipropriétaire. Ce phénomène de concentration est encore plus avancé dans les métropoles où les multipropriétaires (3,5 % des ménages) possèdent 58 % des logements en location à Paris, 57 % à Lyon, 56 % à Marseille, 62 % à Lille et 51 % à Toulouse.

Sous régime capitaliste, les mécanismes de concentration du capital font loi et, faute de volonté politique, l'accumulation du capital poursuit sa course effrénée. D'où l'urgence d'en sortir. ●

RÉPARTITION DES MÉNAGES ET DES LOGEMENTS SELON LE NOMBRE DE LOGEMENTS POSSÉDÉS PAR MÉNAGE EN 2017



Note : Lorsqu'un logement est possédé par des ménages appartenant à des groupes différents, il est comptabilisé une fois dans chaque groupe, les parts ne s'additionnent donc pas.

Champ : ménages résidents et logements situés en France et possédés en pleine propriété ou en nue-propriété par des

personnes physiques résidentes en leur nom propre ou via une société civile immobilière.

Lecture : 3,5 % des ménages possèdent plus de cinq logements. Ces ménages sont propriétaires de 25 % des logements possédés par des ménages et de 53 % des logements en location.

Sources : fichiers Majic 2017, RCS, Fidéli 2017, calculs des auteurs.

(1) « 71 % des salariés travaillent dans des entreprises sous contrôle d'un groupe », *Cause commune*, n° 11.

(2) <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5893223>



Nous voilà immergés par Florent Gabarron-Garcia dans les premiers moments de la psychanalyse. Beaucoup de lecteurs de cet ouvrage retrouveront dans les questions soulevées la teneur des débats actuels.

Dès 1918, au Congrès de Budapest, Sigmund Freud appelle à mettre la psychanalyse à la portée des plus démunis. De là naîtront de nombreuses polycliniques tant à Budapest, qu'à Berlin, Moscou, Vienne, Zagreb, Londres, Trieste, Rome, Francfort, Paris. En 1927, dans *L'Avenir d'une illusion*, Freud reconnaît l'oppression et l'exploitation d'une majorité par une minorité. Il y voit l'une des causes majeures du malheur dans la civilisation. Il observe que pour tenir « dans la plus stricte sujétion ces masses dangereuses, [...] [il faut] leur barrer avec le plus grand soin l'accès à toutes les occasions d'éveil de l'esprit. » Wilhelm Reich rapporte que Freud, en 1926, lui a soufflé son espoir de la réussite de l'expérience révolutionnaire en Russie. Nombreux sont les psychanalystes d'alors qui ont le regard tourné vers l'Est. C'est le cas d'Ernst Simmel, d'Helen Deutsch, de Siegfried Bernfeld ou d'August Aichhorn. Karl Landauer crée avec Erich Fromm « la communauté ouvrière psychanalytique de l'Allemagne du Sud-Est. » Proche compagnon de Freud, Sándor Ferenczi reçoit la chaire de psychanalyse de l'université de Budapest lors de la République des conseils. Wilhelm Reich crée à Vienne six centres d'hygiène sexuelle. En Russie soviétique est créé un institut psychanalytique d'État. Freud lui apportera son soutien, de même qu'Anna Freud et Marie Bonaparte. La jeunesse révolutionnaire russe des années 1920 donne une belle place à la psychanalyse. Des brochures sur Freud et la révolution sexuelle circulent largement.

L'ÉVOLUTION DES CONCEPTIONS DE REICH ET FREUD

Reich arrive à Vienne en 1918. En 1920, âgé de 22 ans, il devient membre de la Société psychanalytique de Vienne. En 1922, il est nommé premier assistant aux côtés de Freud et de Eduard Hitschmann à la polyclinique de Vienne. Il en deviendra le vice-directeur de 1928 à 1930. Il recevait à sa consultation le tout-venant. Son expé-

rience l'amène à prendre en compte la misère sociale des personnes qui viennent à sa consultation. Elle joue selon lui un rôle déterminant dans l'apparition des névroses des classes laborieuses, les « tares héréditaires » rendant le sujet inanalysable cachant en fait la dissymétrie sociale dont le sujet souffrait par rapport aux classes aisées. La rencontre de Reich avec les prolétaires de la banlieue rouge de Vienne et son action thérapeutique auprès d'eux vont le confirmer dans son approche théorique. Il écrit : « Les véritables secrets de la fonction sociale de la répression sexuelle me furent révélés par l'expé-

rience de la pratique médicale et sexologique dans la jeunesse viennoise » (Wilhelm Reich, *People in trouble*, New York, Farrar, 1978). Gabarron-Garcia explique son succès : « Il écoute et, au contact de ces hommes et de ces femmes, il apprend. » La science qu'il avait apprise ne savait rien des gens : Reich conteste le naturalisme qui, à force de méconnaître le déterminisme social de l'individu, impute à la seule personne ses troubles. Après plusieurs

voyages en Union soviétique, Reich politise la question sexuelle. En 1929, au retour d'un dernier voyage, il constate des changements : la révolution sexuelle a été enterrée et avec Staline on en revient aux valeurs patriarcales et à celles de la famille. Le 12 décembre 1929, il expose ses conceptions dans un cercle privé de Freud. Celui-ci le rabroue : selon lui, le but de la psychanalyse n'est pas de sauver le monde et la psychanalyse n'est pas une conception du monde. Or Reich accepte mal la publication de *Le Malaise dans la civilisation* par Freud, en 1930. Il y repère un tournant de Freud qui vire au pessimisme sur la culture et sur l'homme. Au même moment, il publie *Maturité sexuelle, continence, morale conjugale*. Les deux ouvrages témoignent de l'écart qui s'est creusé entre eux deux. Désormais Freud mettra l'accent sur la nature agressive de l'homme qui expliquerait la violence sociale et politique dans la société. Le climat se tend et ►►

À propos de L'Histoire populaire de la psychanalyse

de Florent Gabarron-Garcia

— PAR George-Henri Melenotte* —

►► Reich quitte Vienne pour Berlin, plus progressiste. Mais les succès électoraux des nazis assombrissent l'atmosphère. De 800 000 suffrages en 1926, le parti nazi passe à 6 500 000 en 1930. En 1933, Reich publie *Psychologie collective du fascisme* où il analyse la compréhension par la propagande nazie des réactions psychiques de masse. La pureté de la race et celle de la nation, la dénonciation du juif ou du bolchevique, la promotion de la famille allemande et le retour à l'ordre militaire sont autant de puissants motifs affectifs par lesquels les nazis captent les masses; à côté, l'argumentation communiste paraissait abstraite et désincarnée. Selon Reich, la répression sexuelle exercée dans leur vie quotidienne permettait d'obtenir l'acquiescement des masses, et seule la libération de l'énergie sexuelle pouvait dégager la puissance nécessaire à la révolution. Après l'incendie du Reichstag, la nuit de 27 février 1933, beaucoup des amis de Reich sont exécutés et il s'enfuit au printemps 1933 à Copenhague. Il prend ensuite ses distances vis-à-vis du mouvement communiste au profit d'une orientation plus libertaire: le *Malaise dans la civilisation* n'est plus seulement une critique de la religion comme illusion, mais aussi celle du communisme. Gabarron-Garcia constate que Freud se tourne alors vers la neutralité politique de la psychanalyse. Libérer totalement la vie sexuelle revient à atomiser la famille, « la cellule germinale de la culture », et puis quoi, après? s'interroge-t-il. Croit-on que l'on arrivera ainsi à un monde débarrassé de l'agression? Elle est selon lui un trait indestructible de la nature humaine et qui tentera de la museler la retrouvera ailleurs.

LA PÉRIODE DU NAZISME

Une page noire s'inscrit dans l'histoire du mouvement psychanalytique avec la survenue du nazisme en Allemagne et en Autriche. Freud a toujours tenu à préserver la psychanalyse des récupérations idéologiques. Depuis la parution du *Malaise* et l'échec de la révolution russe en 1930, il oriente la psychanalyse vers « une conception apolitique ». Avec la montée du fascisme, la donne évolue. Contre l'avis de la plupart de ses collègues, il soutient que l'existence de la psychanalyse constituée en organisation doit continuer dans les mêmes conditions sous le III^e Reich. Entre 1929 et 1933, il prône l'idée d'une psychanalyse politiquement « neutre ». Un mois après la prise du pouvoir par Hitler, Max Eitingon, directeur de l'Institut psychanalytique de Berlin, récuse toute idée d'une adaptation de la psychanalyse au nazisme. Le

19 mars 1933, il écrit à Freud qu'il souhaite ne laisser l'institut à personne au cas où il ne pourrait plus y travailler. Des collègues rejettent ses idées: Ernest Jones, Felix Boehm et Carl Müller-Braunschweig. Comme « la nouvelle politique » impose aux dirigeants de la psychanalyse d'être aryens et de se conformer aux exigences du pouvoir, ils cherchent à le faire partir. Freud propose que Boehm puisse gérer l'Institut. Il était reconnu par l'État allemand comme aryen de pure race. Dans une lettre à Eitingon du 19 avril 1933, Freud raconte que Boehm et Müller-Braunschweig se sont montrés intransigeants sur les conditions de la « nouvelle politique ». Soucieux de préserver l'institut, Freud propose à Eitingon de se retirer de la présidence et de la laisser à Boehm. Quand Reich publie en 1933, *Psychologie de masse du*

**« La jeunesse
révolutionnaire russe
des années 1920
donne une belle
place à la
psychanalyse. »**

fascisme où il attaque ouvertement le nazisme, Freud publie « D'une vision du monde » dans *La Nouvelle Suite des leçons d'introduction à la psychanalyse*. Il analyse les causes de ce qui est, à ses yeux, l'échec de la révolution bolchevique. Comme son but était de transformer les hommes dans leur nature, il lui a fallu en passer par une « inévitable contrainte » dans l'éducation, la pensée et recourir à l'usage de la violence, parfois jusqu'à l'effusion de sang. Pour Freud, cette révolution a connu ses limites par sa

survenue prématurée et le caractère hâtif de sa réalisation. Au congrès de Lucerne en 1934, les analystes protestent contre l'investiture de Boehm à la tête de la Société allemande de psychanalyse. Ernest Jones, redevenu à cette occasion président de l'IPA, prend sa défense. On refuse à Reich d'intervenir. Le 30 novembre 1935, en présence de Jones, la Société allemande de psychanalyse décide que les analystes refuseront de prendre en cure un patient « politiquement engagé ». Il est conseillé aux membres juifs de la société de démissionner. La psychanalyse se trouve ainsi « modernisée » et Müller-Braunschweig se réjouit qu'elle ait pris un visage « vraiment allemand ». En 1936, la Société allemande est rattachée à l'Institut allemand de science des âmes et de psychothérapie dirigé par Matthias Göring. Cette société restera à l'IPA jusqu'en 1938.

LES EXPÉRIENCES THÉRAPEUTIQUES ORIGINALES EN INSTITUTION

Après guerre, surviennent des expériences thérapeutiques originales en institution. Tel est le cas de la Clinique de La Borde. Elle commence en Catalogne avec François Tosquelles, psychiatre et psychanalyste catalan. À l'hôpital

de Saint-Alban, pendant la guerre, Tosquelles crée le « club », un système autogestionnaire qui subvertit le dispositif hiérarchique hospitalier par une organisation collective quotidienne. L'ensemble des tâches hospitalières s'inspire des communautés auto-gérées en Catalogne pendant la guerre civile. En 1953, l'expérience de la Clinique de La Borde démarre quand Jean Oury achète un château où il s'installe avec ses patients. Félix Guattari dénonce ces énormes machineries asilaires qui « renforcent l'opacité des troubles, la solitude des malades, le non-sens de leur existence ». Avec Oury et Guattari, la psychanalyse devient l'outil premier de la psychiatrie. Reconnu comme relation de classe, le rapport entre le médecin et l'infirmier est remis en cause. La levée de leur lien de subordination permettra d'accéder à la folie sur un autre mode que celui aliénant de la maladie. Oury développe le concept de la double aliénation *sociale* et *mentale*. La thérapie sera institutionnelle. Des expériences semblables surviennent avec Marie Langer en Argentine et en Allemagne avec le groupe SPK à Heidelberg. Elles ont pour dénominateur commun l'idée que la maladie mentale est le fait du capitalisme. Elles développent leurs expériences sur la base de la définition

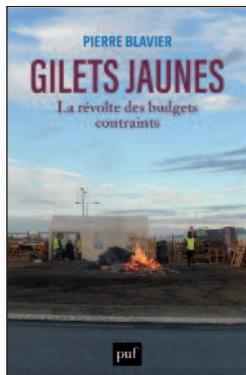
de la maladie comme fait politique.

Quand Gabarron-Garcia parle de « psychanalyse politisée », il met sur le même pied l'expérience des thérapies institutionnelles et l'analyse elle-même. Il y a certes les dérapages accablants récents de certains analystes. Quand l'auteur regrette que « toute psychanalyse politisée soit décrédibilisée » par les analystes eux-mêmes, il ne tient pas compte de l'antinomie de ces deux termes. Imputerait-on à la mathématique d'être politique ? Ce qui n'a pas empêché des mathématiciens de s'engager politiquement. Là où l'auteur voit la psychanalyse animée d'une « efflorescence réactionnaire », il oublie que sa question aiguë aujourd'hui réside dans l'inexistence du rapport sexuel. Établi tardi-

vement par Lacan, ce constat met au cœur de l'exercice analytique contemporain, selon les travaux d'Allouch, le soulèvement et la liberté qui marchent alors d'un même pas. C'est ainsi que ce n'est pas à partir d'une prétendue neutralité politique réactionnaire que l'analyse se détermine aujourd'hui dans la cité mais à partir de ses attendus propres. ●

*George-Henri Melenotte est psychanalyste, psychiatre.

CRITIQUES



Gilets jaunes. La révolte des budgets contraints

Presses Universitaires
de France, 2021

PIERRE BLAVIER

PAR **KEVIN GUILLAS-CAVAN**

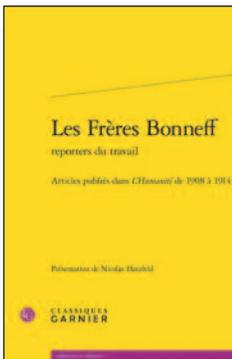
Les forces progressistes organisées sont d'abord apparues sidérées par le mouvement des gilets jaunes, incapables de prendre une position unitaire sur un mouvement hétérogène et difficile à saisir, émergeant soudainement hors des grandes agglomérations. Le livre de Pierre Blavier fait œuvre utile en offrant une analyse synthétique convaincante par la richesse des matériaux mobilisés. L'auteur replace ainsi ses analyses qualitatives faites sur les sept ronds-points occupés d'un département de la région Centre dans un cadre plus large nourri par une enquête nationale par questionnaires.

Si la diversité du mouvement est un lieu commun, Pierre Blavier montre que celle-ci est peut-être plus limitée qu'on ne l'a dit, au-delà de quelques cas extrêmes montés en épingle. Répondant à deux visions extrêmes, l'ensemble des données montre que la majorité des gilets jaunes n'est pas composée de petits patrons poujadistes et de leurs artisans ni des franges les plus déstabilisées du prolétariat. Le mouvement apparaît dominé par des salariés en CDI des métiers de la route, de la logistique, des ouvriers qualifiés de l'industrie, des professions de la santé et des services à domicile. Gagnant en moyenne plus de la médiane, ils sont aussi caractérisés par une forte présence de syndiqués (20 % des gilets jaunes interrogés, dont la moitié à la CGT).

S'il s'agit des franges les plus stables du prolétariat, pourquoi celles-ci se rebellent-elles aujourd'hui ? Pour répondre à cette question, Pierre Blavier se livre dans la seconde partie de l'ouvrage à un exercice d'ethno-comptabilité qui met en lumière la très forte croissance des dépenses contraintes : énergie, alimentation, mais surtout crédits immobiliers et automobiles d'un côté, ►►

►► dépenses d'assurance et de mutuelle de l'autre. La conclusion de Pierre Blavier est on ne peut plus claire : les gilets jaunes ne sont pas une nouvelle jacquerie mais une « crise de reproduction sociale » qui « pointe l'insécurité non pas "culturelle" mais bien budgétaire » de ménages qui survivent mais ne peuvent « s'écarter » (le terme revient souvent dans les entretiens) et sont à la merci d'un coup du sort ou d'une décision du gouvernement qui les ruineraient, comme le durcissement des normes du contrôle technique, beaucoup plus central qu'on n'a pu le dire...

Dans le contexte actuel d'inflation où le gouvernement semble anxieux d'une redite et multiplie les chèques énergie, carburant, etc., un lectorat marxiste trouvera donc dans ce livre des éléments pour une analyse matérialiste du mouvement des gilets jaunes, qui apparaît ainsi comme un véritable mouvement de classe, quoique brouillon dans ses méthodes (la concentration sur quelques ronds-points pour des raisons affinitaires plutôt que le blocage méthodique des axes principaux) et se trompant parfois de cibles en concentrant ses critiques sur l'État taxateur plutôt que sur le capital précarisant et détruisant les services publics et la Sécurité sociale. ●



Les Frères Bonneff, reporters du travail. Articles publiés dans L'Humanité de 1908 à 1914

Éditions Classiques Garnier, 2021

NICOLAS HATZFELD

PAR **RAPHAËL CHARLET**

Le portrait saisissant du monde du travail à la veille de la Première Guerre mondiale :

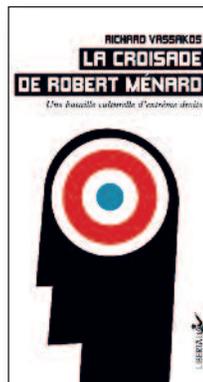
c'est là ce que s'emploient à dresser méticuleusement les frères Bonneff tout au long de leur vie de journalistes.

Arrivé de Belfort à Paris en 1898, Léon Bonneff, le plus âgé des deux, commence à écrire quelques années plus tard pour le tout nouveau journal socialiste, *L'Humanité*, dont Jean Jaurès assure la direction. Maurice, lui, publie dans *La Dépêche de Toulouse*. Pourtant, comme le rappelle Nicolas Hatzfeld dans la préface de la présente compilation, chaque article publié individuellement par chacun des frères se voit signé des deux noms des Bonneff. Au total, ce sont trois cent soixante et onze articles qui vont naître sous leur plume durant les six années qui précèdent la guerre, dont 71 % sont publiés dans *L'Humanité*.

Le présent travail consiste en une sélection de cent des deux cent soixante-neuf travaux publiés dans le quotidien socialiste ; ils nous dépeignent le visage de cette France du travail du début du XX^e siècle avec netteté, dans toute sa complexité, avec un soin tout particulier accordé aux descriptions et aux faits. Le style des frères Bonneff se révèle, en effet, extrêmement direct et plonge le lecteur de leurs articles au cœur des conditions de labeur des travailleurs de tous les secteurs, n'hésitant pas à rappeler la dureté de celles-ci. Ainsi, alors qu'ils s'intéressent à la grève des briquetiers de Villejuif de 1910, les Bonneff se livrent à une description de la précarité des conditions de travail des défosseurs, lesquels officient « les pieds dans l'eau, le visage sali de la boue que projette la tailleuse, [allant] jusqu'au fond de la fosse arracher [leurs] pelletées de mastic résistant », pesant chacune « entre 20 et 25 kg ».

Ce qui rend possible une aussi grande précision du travail des Bonneff sur un nombre de corps de métiers aussi vaste, ce sont notamment des méthodes de journalisme d'investigation qui leur permettent d'observer de l'intérieur les milieux qu'ils décrivent. Dans la préface de l'ouvrage sont ainsi rapportés les propos de Pierre Desclaux qui relate les méthodes d'infiltration et la détermination des frères Bonneff, lesquels n'hésitent pas à descendre au plus profond des mines du Nord pour constater par eux-mêmes les « conditions d'hygiène déplorables dans le travail » et le « boisage insuffisant et trop hâtif des percées nouvelles », qui mettent en danger la vie des mineurs.

C'est donc un ouvrage particulièrement important que proposent les éditions Garnier ; car, au fil des articles des frères Bonneff, c'est toute l'histoire des travailleurs français qui s'écrit peu à peu. ●



La Croisade de Robert Ménard. Une bataille culturelle d'extrême droite.

Libertalia, 2021

RICHARD VASSAKOS

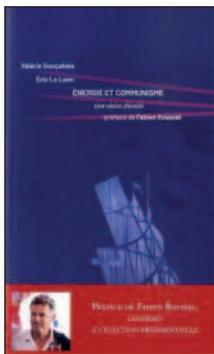
PAR **YVETTE LUCAS**

Dans un ouvrage d'une remarquable rigueur, l'historien Richard Vassakos décortique le montage démagogique avec lequel Robert Ménard, maire ultra-droite de Béziers, s'emploie à pervertir l'histoire.

Béziers, historiquement classée à gauche, cité industrielle sinistrée, a glissé depuis les années 2000 vers une droite de plus en plus dure, au point d'élire comme maire en 2014, puis de réélire au premier tour en 2020,

Robert Ménard, clairement marqué à l'extrême droite. Béziers est ainsi devenue pour ce politicien manipulateur un véritable terrain d'expérimentation. Il y dispose en effet de tous les moyens : possibilité de prendre la parole où il le veut, quand il le veut, presse municipale et autres moyens de publication, action pour transformer les lieux, célébrations multiples... Il en use pour mettre en place un système qui instrumentalise l'histoire dans un cadre idéologique ultraréactionnaire. Journaliste formé par Reporters sans frontières, essayiste, il utilise l'histoire en tant qu'outil.

Adeptes, comme malheureusement quelques autres, de la thèse du grand remplacement et de la vision de la France comme une nation exclusivement chrétienne, il use avec délectation de simplifications, caricatures, déformations, omissions, allant jusqu'à utiliser en les détournant de leur vérité des figures aussi emblématiques que Jean Jaurès ou Jean Moulin. Ne considérant l'histoire que pour servir sa vision politique, il n'hésite pas à vilipender les historiens dont c'est le métier et qui fondent leur action sur d'authentiques moyens de recherche. Pour lui, ces derniers sont des absolutistes issus de mai 1968 qui ne « sont pas attachés à la rigueur de la démarche historique, ils font de la politique ». On ne saurait mieux attribuer aux autres sa propre perversité. Au cœur de ses arguments, une affirmation qui dit tout : « Le christianisme est un élément culturel constitutif de l'identité française. » On ne peut détailler tous les éléments précis et concrets qu'a recensés et finement analysés Richard Vassakos dans cet ouvrage. Il faut le lire. ●



Énergie et communisme.

Une vision d'avenir

Éditions Manifeste, 2021

VALÉRIE GONÇALVÈS

ET ÉRIC LE LANN

PAR **DAVID COURTEILLE**

Avec *Énergie et communisme*, Valérie Gonçalvès et Éric Le Lann, militants communistes, entendent faire œuvre utile et remettre l'énergie là où elle devrait

être : au cœur du débat public et politique. Dans sa préface, le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, rappelle que nous sommes confrontés au double défi « de satisfaire des besoins énergétiques croissants tout en assumant des mutations technologiques essentielles » pour contenir le réchauffement climatique. Face à cet enjeu majeur, les auteurs rappellent opportunément que les changements de comportements individuels ne

suffiront pas et que des choix politiques forts sont nécessaires, et vite, afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. C'est d'autant plus essentiel que, sur notre planète, huit cents millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité. Or, sans énergie, pas d'hôpitaux, pas de réfrigérateur, pas d'eau potable, pas de transports, pas d'amélioration de l'espérance de vie... et pas de perspective d'émancipation humaine. Dans ce contexte, le combat communiste, c'est d'abord de revendiquer le droit à l'énergie pour toutes et tous et pas uniquement dans les pays occidentaux. C'est aussi d'agir pour que les ressources énergétiques deviennent des biens communs de l'humanité, de façon que leur rareté ne conduise pas à des conflits de plus en plus violents.

Pour autant, afin d'éviter que la Terre devienne inhabitable, les auteurs mettent en évidence le besoin de diminuer drastiquement les émissions de CO₂ en faisant reculer la part des énergies fossiles.

Se centrant ensuite sur le cas de l'Union européenne, ils démasquent l'incohérence d'une politique de dérégulation qui, en s'inspirant de l'expérience allemande et en faisant le pari de l'éolien et du solaire, tend dans les faits à augmenter la part des énergies fossiles (charbon, gaz...) dans la production électrique, à accroître la dépendance de l'UE vis-à-vis de la Russie mais aussi à aggraver les risques de *black-out*. Face à cela, le mix énergétique français est analysé en détail.

L'exposé, rigoureux et argumenté, montre les atouts dont la France dispose pour faire face aux enjeux climatiques... et dessine en creux l'importance des luttes contre les projets de démantèlement d'EDF. Pour faire reculer les intérêts financiers, il y a en effet plus que jamais besoin d'un pôle public de l'énergie s'appuyant sur l'expertise des salariés. À partir de cet état des lieux concis mais documenté et relativement complet, les auteurs tracent ensuite les lignes d'une politique énergétique conséquente pour notre pays : garder une électricité décarbonée en s'appuyant sur le nucléaire et l'hydraulique et en cherchant à développer les énergies renouvelables *via* un investissement massif dans la recherche, réduire nos émissions de gaz à effet de serre en repensant notamment « les logiques urbaines d'habitat et de transports, les organisations territoriales du travail », mais aussi en finir avec la précarité énergétique en s'appuyant sur les propositions des parlementaires communistes.

À travers ce livre d'une centaine de pages, Valérie Gonçalvès et Éric Le Lann fournissent ainsi les éléments factuels permettant à chacune et chacun de se forger une opinion sur les enjeux énergétiques mais aussi de mieux appréhender la cohérence du projet porté par le PCF. Une œuvre utile, on vous disait. ●

Ni fusillade ni résumé, cette rubrique se propose, autour de productions importantes, de donner à lire une discussion de thèses avancées.

Face à la menace fasciste

de Ludivine Bantigny et Ugo Palheta

PAR AURÉLIE FIOREL*

Un ouvrage, sujet d'une réflexion critique sur l'analyse de la situation et la construction de l'alternative.

Le titre de cet ouvrage de Ludivine Bantigny et Ugo Palheta, *Face à la menace fasciste* (Textuel, 2021), résonne comme un cri d'alarme : la France se « fascise ». Certes, les auteurs concèdent que la France n'est pas encore un État fasciste mais ils considèrent qu'elle serait en phase de « fascisation ». « L'heure est grave » : à plus ou moins court terme, la France risque de vivre sous un régime politique de type fasciste. Les quatre chapitres du livre sont consacrés à examiner les signes inquiétants de fascisation et à proposer différentes pistes pour éviter que ce processus soit porté à son terme. Le fascisme n'est donc pas inéluctable. Tout le problème est de savoir comment faire face à cette menace.

LE FASCISME ET LE PROCESSUS DE FASCISATION

Face à la menace fasciste, il faut commencer par « nommer le mal » et déceler les signaux avant-coureurs du fascisme avant qu'il se mette en place et « élimine méthodiquement, par tous les moyens, ses opposants ». Pour agir avant qu'il ne soit trop tard, il est nécessaire de distinguer le processus en cours de *fascisation* qui comporte deux étapes (avant et après la prise du pouvoir) et le résultat du processus : *le fascisme*. Tout l'enjeu de l'ouvrage est de couper court à ce processus. Afin d'éviter un usage du mot « à la légère », le concept est précisé par les auteurs dès le deuxième paragraphe de l'introduction : le fascisme est « un projet politique de

« régénération » d'une communauté imaginaire [...] supposant une vaste opération de purification », un « mélange explosif de fausse subversion et d'ultraconservatisme » dont l'objectif est la constitution d'« un corps social extrêmement hiérarchisé, du point de vue de la classe ou du genre, normalisé, du point de vue des sexualités, et homogénéisé, sur le plan ethno-racial ». Le fascisme ne naît pas de rien : il a des conditions de possibilité telles qu'une crise structurelle, une instabilité économique, des frustrations populaires, un approfondissement des antagonismes sociaux et une panique identitaire. Ce contexte constitue la période chaotique et incertaine où apparaissent des signaux forts de fascisation qui sont examinés dans les deux premiers chapitres de l'ouvrage.

Il est urgent d'opposer
au discours identitaire
un discours de classe afin
de montrer que
le chômage,
les délocalisations,
l'insécurité sociale
s'inscrivent dans une lutte
de classes que
les classes populaires
sont en train de perdre...

QUELLE MENACE ?

Au-delà des débats interminables quant à la pertinence de l'usage du terme « fascisme », il est étonnant que les auteurs n'aient pas davantage rappelé le contexte de naissance du fascisme de Mussolini : la brutalisation sans précédent du continent du fait de la Grande Guerre (près de vingt millions de morts civils et militaires), l'effondrement des grands empires et, le pire de tout pour les classes dominantes une révolution victorieuse en Russie qui inspire l'Italie. Le fascisme de Mussolini était une réponse à cette dernière menace. La menace fasciste est d'abord une réaction à une autre menace : le succès du

fascisme réside dans le fait qu'il menace une menace. Si aujourd'hui le capitalisme est assurément en crise, si le néolibéralisme a perdu son hégémonie, il est difficile de dire que se rejoue ce qui s'est passé en Europe dans l'entre-deux-guerres. Aujourd'hui, où est ce tremblement de terre, ce cataclysme mondial qui a coupé l'histoire en deux (Zweig parlant du « monde d'hier » pour nommer l'avant-1914) ? Où la classe dominante a-t-elle perdu le pouvoir en Europe ? Où la bourgeoisie est-elle aux abois ? Bien sûr, les gilets jaunes sont le symptôme d'une crise, mais leur mouvement est-il comparable au Biennio Rosso en Italie qui a produit la réaction fasciste ? Il ne s'agit pas de nier la gravité du présent ; seulement le parallèle avec l'entre-deux-guerres semble faire obstacle à la compréhension de ce qui nous menace aujourd'hui.

LES SILENCES DE LA GAUCHE DE GAUCHE

S'il n'y a pas de révolution communiste à l'horizon, il y a en revanche bien des « menaces » qui font le lit de la fascisation en cours et qui sont curieusement absentes de l'ouvrage de Ludivine Bantigny et d'Ugo Palheta. Si le fascisme est essentiellement réactif, il ne peut s'enraciner dans les classes moyennes et populaires qu'en se connectant à des préoccupations réelles de ces classes. Le fascisme est une réponse « ferme » aux menaces que ressentent ces classes : la fascination pour le fascisme réside dans la force qu'il incarne contre une menace.

Concernant les menaces ressenties par les classes moyennes et populaires, les auteurs minimisent ou éluent des phénomènes, tels que l'insécurité quotidienne, le terrorisme islamiste ou la montée d'une extrême droite musulmane, qui figurent pourtant parmi les premières sources d'inquiétude des Français et qui font le lit du « fascisme ».

La première est reléguée au second plan (« la première et véritable insécurité » est sociale écrivent les auteurs) et elle est considérée comme une erreur de perspective (« le nombre d'homicides a pourtant été divisé par deux en vingt ans »). Pourquoi opposer insécurité quotidienne et insécurité sociale ? Le quasi-quadruplement des agressions à l'encontre des sapeurs-pompiers entre 2008 et 2018, les phénomènes de bandes ou encore la hausse des faits de délinquance sur la même période doivent faire l'objet d'une véritable analyse et non seulement de contorsions théoriques pour en nier la réalité. Le fait que la gauche ait considéré la question de la tranquillité publique comme une illusion, un faux problème ou un thème de droite, ne peut-il pas expliquer au moins en partie la progression des discours fascistes ?

En second lieu, la menace terroriste est absente de la situation présente chaotique et incertaine. Certes, le

racisme anti arabe n'a pas attendu les attentats djihadistes. Mais peut-on croire que ces attentats ne jouent aucun rôle dans la reproduction du racisme et dans la montée du discours fascisant ? Alors que le terrorisme islamiste est responsable de centaines de morts sur le territoire ces dix dernières années, les auteurs semblent ne pas avoir pris la mesure de ce phénomène qui constitue pourtant une menace majeure pour bon nombre de nos concitoyens. Les « attentats djihadistes » ne sont appréhendés que comme « une opportunité pour forger un État d'exception ». Symptomatiquement, l'effort pour « nommer » le mal s'arrête lorsqu'il s'agit du meurtre de Samuel Paty : après avoir évoqué très laconiquement un « meurtrier fanatique » qui n'a ni nom, ni obédience religieuse, c'est le « flot de haine » contre les musulmans ainsi que la dissolution politique du très controversé collectif contre l'islamisme en France (CCIF) qui inquiètent les auteurs, plus que la poussée d'une idéologie islamiste parfois soutenue par des États étrangers (Millî Görüş par la Turquie, notamment). Pourquoi laisser à nos adversaires la critique d'un intégrisme aux antipodes de nos valeurs ? Ne pouvait-on pas critiquer à parts égales l'islamisme et l'instrumentalisation des attentats ?

Pour qu'il y ait à nouveau des relais solides et politiquement structurés dans les classes populaires et moyennes, il ne suffit pas d'invoquer le « pouvoir populaire », il faut un travail militant de terrain qui reconstruise patiemment une force politique.

Enfin, il faut remarquer que la caractérisation du « fascisme » proposée par les auteurs – le fascisme vise « un corps social extrêmement hiérarchisé, du point de vue de la classe ou du genre, normalisé, du point de vue des sexualités, et homogénéisé, sur le plan ethno-racial » – s'applique à toute une frange de ce que Naëm Bestandji qualifie de « nouvelle extrême droite » musulmane fondée, comme l'extrême droite traditionnelle, « sur les mêmes principes identitaires, racistes et totalitaires ». Le fait que la gauche n'ait lutté que contre une seule extrême droite, s'abstenant de critiquer l'autre extrême droite, par peur des amalgames, n'explique-t-il pas aussi sa faiblesse actuelle ?



►► Le succès des partis ou des personnalités « fascistes » réside en grande partie dans le fait qu'ils apportent des réponses à ce que les personnes prêtes à voter pour elles considèrent et vivent comme des menaces. Le rôle des intellectuels de gauche est-il de nier la réalité de ses menaces pour éviter que les classes populaires et moyennes se « fascistent » ? Mais qui pourra soutenir que l'insécurité quotidienne, le terrorisme islamique et l'extrême droite musulmane ne constituent pas des menaces ? Au-delà de l'inanité des réponses apportées par les personnalités « fascistes », il n'en reste pas moins qu'elles font écho à des menaces que la gauche radicale renvoie trop facilement à des formes d'illusions ou de « naïveté ». Il serait souhaitable d'appliquer à la situation présente ce que disait Orwell en 1944 : « Si vous écrivez quoi que ce soit de véridique sur les taudis de Londres, vous risquez fort que cela soit repris une semaine plus tard par une radio nazie. Mais alors, qu'attend-on de vous ? Que vous affirmiez que les taudis n'existent pas ? »

L'AUTORITARISME MACRONIEN

Selon les auteurs, nous sommes engagés dans la première étape du processus de fascisation. Macron n'est pas fasciste mais il a accéléré le devenir autoritaire et répressif du capitalisme. C'est cet autoritarisme qui crée les conditions d'accès des fascistes au pouvoir. Le deuxième chapitre, « Le macronisme, un autoritarisme du capital », met en lumière les racines historiques et idéologiques du macronisme (« l'aboutissement d'un long processus, parfaitement exprimé par Jacques Delors en 1985 »), le putsch (du CAC40) qui le met en place et la violence sociale qu'il incarne. L'autoritarisme de Macron se révèle être l'auto-route du fascisme parce qu'il en facilite l'avènement : les deux vecteurs principaux de la fascisation sont « le durcissement autoritaire » et « la montée du racisme ». Le quinquennat de Macron serait celui de la montée en puissance de « l'ordre ethno-racial » maintenu par des appareils répressifs en voie de fascisation avancée... À l'autoritarisme de Macron qui constitue la première étape de la fascisation succédera une deuxième étape : celle de la prise du pouvoir par les fascistes (par un Zemmour ? par une Le Pen ? par les deux ?). Les auteurs envisagent alors les différentes situations possibles lors de la fascisation de l'État institutionnel (p. 78-79 *sqq.*).

QUE FAIRE ? CONSTRUIRE L'ALTERNATIVE

Pour faire face à la gravité de la situation, il faut agir. Mais que faire ? Les auteurs envisagent d'abord les deux types de réponses qui ont pu être apportés pour proposer ensuite « une réponse alternative ». Le premier type de réponse consiste à « défendre la démocratie ». Cette

réponse est insuffisante car il s'agit de défendre la « démocratie libérale » avec son système électif et son pluralisme. Or ni les élections ni le pluralisme politique ne sont aujourd'hui des garanties du « pouvoir du peuple » : les élus et les grands partis ne représentent plus le peuple qui ne participe plus. Le deuxième type de réponse est celui d'un Piketty qui veut « approfondir la démocratie » en démocratisant l'économie. Or les projets de cogestion ou d'actionnariat salarié ne transforment pas l'infrastructure économique... S'il ne faut ni défendre la démocratie libérale ni approfondir la démocratie en régime capitaliste, c'est parce que l'issue ne peut consister qu'à « conquérir » la démocratie.

S'il est légitime de partager avec les auteurs de profondes inquiétudes quant à l'avenir de notre pays, il n'est pas sûr qu'il suffise de qualifier de « fascistes » ceux pour qui des millions de Français iront voter pour les en détourner.

Pour combattre le fascisme, les auteurs considèrent qu'il faut non pas défendre une démocratie moribonde mais conquérir une véritable démocratie entendue comme « pouvoir populaire » impliquant une « rupture avec le capitalisme » se fondant sur l'« unité la plus large ». Ce n'est qu'à condition d'être « transversale » qu'une « mobilisation populaire de haute intensité » pourra contrecarrer la venue d'un « antifascisme » : le projet démocratique devra être redéfini et enrichi « à partir des perspectives émergeant au sein des luttes syndicales, anticapitalistes, féministes et écologistes ». Toute la difficulté consiste à articuler ces différentes perspectives en un même projet. Il faut toutefois le reconnaître : l'articulation de ces différentes luttes en une alternative cohérente est loin d'être réalisée.

UNE ÉPREUVE DE FORCE

Face aux puissances du capital, les auteurs préviennent le lecteur : il faudra s'engager dans une « épreuve de force ». Afin de penser cette épreuve de force, l'échec de la Commune et la victoire des soviets de 1917 pouvaient être distingués plutôt qu'être confondus (p. 110) car le rapport de force n'a tourné à l'avantage des insurgés que dans le deuxième cas. Or, si les « soviets russes » constituent une

force victorieuse, ce n'est pas sans lien avec l'action du parti de Lénine. Sans entrer dans les méandres de 1917, les soviets sont majoritairement acquis aux idées communistes. C'est aussi le cas des conseils ouvriers du Biennio Rosso. On retrouve le problème souligné précédemment : le fascisme est une force qui s'inscrit dans un rapport de force et cette force fasciste se constitue face à une force qui va renverser l'ordre capitaliste. Or quelle est la force structurée que le fascisme de 2021 est censé contrecarrer ? Il y a certes des mouvements, plus ou moins cohérents, plus ou moins puissants... Les gilets jaunes ou plus anciennement les révoltes des banlieues en 2005 étaient certes des mouvements (plus ou moins suivis et plus ou moins soutenus par la population) mais mettaient-ils en péril le pouvoir de la bourgeoisie ? On n'insultera personne en répondant par la négative.

On peut en idéaliser le sens politique mais il faut aussi être lucide sur les perspectives politiques qu'ils ouvraient réellement. Il aurait certes été possible de politiser davantage ces mouvements expressifs mais il aurait fallu pour cela qu'il y eût des relais solides et politiquement structurés dans les quartiers et sur les ronds-points afin d'inscrire ces colères dans une perspective sérieuse. Or, pour qu'il y ait à nouveau des relais solides et politiquement structurés dans les classes populaires et moyennes, il ne suffit pas d'invoquer le « pouvoir populaire », il faut un travail militant de terrain qui reconstruise patiemment une force politique, à l'écoute des classes populaires et non des figures médiatiques et des entrepreneurs d'identité qui trouvent dans « certaines » luttes de parfaits tremplins pour leur carrière.

Dans la perspective d'inverser un rapport de force et de construire une alternative, on ne peut qu'être étonné par des propositions telles que : « Il faut démanteler les appareils de répression » (p. 109). En outre, qui assurera la protection des citoyens au moins durant la période de « conquête

Concernant les menaces ressenties par les classes moyennes et populaires, les auteurs minimisent ou éludent des phénomènes, tels que l'insécurité quotidienne, le terrorisme islamiste ou la montée d'une extrême droite musulmane, qui font le lit du « fascisme ».

Si aujourd'hui le capitalisme est assurément en crise, si le néolibéralisme a perdu son hégémonie, il est difficile de dire que se rejoue ce qui s'est passé en Europe dans l'entre-deux-guerres.

de la démocratie » ? Il faut rompre avec cette fausse alternative : militarisation de la police ou démantèlement de la police. L'important est d'expliquer quelle police nous voulons. Il n'est certes pas question de nier les violences absolument condamnables. Pour espérer les dépasser, il est nécessaire d'écouter les revendications légitimes d'une partie des syndicats policiers (pas Alliance évidemment !) en matière de moyens et de militer pour la qualité de la formation des « gardiens de la paix » ou la création d'une police de proximité afin que la tranquillité publique soit assurée pour tous, quel que soit leur lieu de vie.

LA « DÉMOCRATIE VRAIE »

Le livre se termine par l'expression « démocratie vraie » ; notre démocratie actuelle serait-elle donc « fausse » ? Serions-nous aussi critiques vis-à-vis de la démocratie si la gauche était majoritaire ? Sans limiter l'action politique aux scrutins électoraux, les réalités de la démocratie électorale qui est le système dans lequel nous vivons doivent être prises en compte : c'est un fait têtue, l'électorat vote actuellement très majoritairement à droite et à l'extrême droite. Nous plaçons pour que cette tendance profonde encourage la gauche à faire un retour critique sur elle-même : la gauche, de type Hollande, entièrement convertie au libéralisme, mais aussi la gauche de gauche qui, du fait de sa déconnexion d'avec les couches populaires, a trop souvent pris de haut une partie de leurs revendications.

S'il est légitime de partager avec les auteurs de profondes inquiétudes quant à l'avenir de notre pays, il n'est pas sûr qu'il suffise de qualifier de « fascistes » ceux pour qui des millions de Français iront voter pour les en détourner ; il est plus urgent d'aller convaincre ceux qui sont séduits par les personnalités « fascistes » et d'opposer au discours identitaire un discours de classe afin de montrer que le chômage, les délocalisations, l'insécurité sociale s'inscrivent dans une lutte de classes que les classes populaires sont en train de perdre... ■

*Aurélié Fiorel est philosophe.

ORGANISEZ DES DÉBATS !



avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

Contactez-nous au 01 40 40 13 50



Claude Saligny

ou au 01 40 40 12 30



Monique Renault

Mail :

redaction@causecommune-larevue.fr



Cause  commune
est sur **Facebook**

[Facebook.com/CauseCommunepcf](https://www.facebook.com/CauseCommunepcf)

..... L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Guillaume Roubaud-Quashe
Directeur



Davy Castel
Rédacteur en chef



Jean Quétier
Rédacteur en chef



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
(Controverses/
Sondages)



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page
et graphisme



Noëlle Mansoux
Secrétariat
de rédaction



Chantal Guerre
Secrétariat
de rédaction



François Polomé
Secrétariat
de rédaction



Marine Miquel
(Critiques/Lire)



Vincent Boulet
(Chronique
européenne)



Aurélien Bonnarel
(Droit)



Maëva Durand
(Féminisme)



Igor Martinache
(Féminisme)



Ségolène Mathieu
(Grand entretien)



Baptiste Giron
(Histoire)



Delphine Miquel
(Militer)



Sophie Mazonot-Chappuy
(Parlement)



Aurélien Aramini
(Philosophiques)



Jean-Michel Galano
(Philosophiques)



Victor Blanc
(Poésies)



Nicolas Lambert
(Production
de territoires)



Corinne Luxembourg
(Production
de territoires)



Pierrick Monnet
(Réactions)



Gérard Legrip
(Regard)



Élodie Lebeau
(Regard)



Pierre Crépel
(Sciences)



Fanny Chartier
(Statistiques)



Michaël Orand
(Statistiques)



Claudine Périllaud
Relecture



Camille Ducros



Vincent Bordas
Relecture



Constantin Lopez
Réseaux sociaux



Sabrina Royer
Réseaux sociaux



Julien Rossi
Débats



Saliha Bousseadra



Florian Gulli
Université permanente

PROCHAIN NUMÉRO
mars-avril 2022
Les cinq cents familles



Prix : 8€